

Supplément

Retrouvez l'actualité et toutes les offres immobilières



Science

L'empreinte carbone des chercheurs sous la loupe d'une physicienne ●●● PAGE 11

Sport

La Suisse romande veut accueillir les «super championnats» de cyclisme ●●● PAGE 16

Cinéma

Dans les pas de Roger Federer, immersion musicale à Lisbonne: les sorties de la semaine ●●● PAGE 17

Alain Berset au cœur de l'Europe

DIPLOMATIE L'ancien conseiller fédéral et ancien président de la Confédération a été élu hier secrétaire général du Conseil de l'Europe, à Strasbourg

■ Le Fribourgeois l'aura emporté au second tour du scrutin devant les candidats belge, Didier Reynders, et estonien, Indrek Saar

■ C'est la première fois qu'un Suisse occupe cette fonction. Les priorités du Conseil sont la protection et la promotion des droits humains

■ Alain Berset entrera dans ses nouveaux habits de secrétaire général de l'organisation le 18 septembre, pour un mandat de cinq ans

●●● PAGE 6

Une liberté au goût amer



JUSTICE Julian Assange voit s'éloigner la menace d'une extradition vers les Etats-Unis. Le lanceur d'alerte australien a conclu un accord avec les autorités américaines, par lequel il se reconnaît coupable de «complot pour obtenir et divulguer des informations relevant de la défense nationale». (VOL LONDRES-BANGKOK, 25 JUIN 2024/WIKILEAKS)

●●● PAGE 4

Trou d'air dans l'assurance maladie

SANTÉ Les comptes 2023 des neuf plus grands assureurs du pays cumulent des pertes à hauteur de plus de 1,3 milliard de francs. L'année 2022 aura en effet combiné trois effets négatifs: une hausse des coûts de la santé inattendue, une pression politique sur le niveau des réserves et une baisse de la bourse. Le conseiller aux Etats Pierre-Yves Maillard prévient: «Il faudra couvrir les coûts de 2024 et de 2025 en même temps avec les primes de 2025.» Entre le déficit et les réserves à constituer, il craint que «nous ne soyons engagés dans une troisième hausse brutale de suite, ce qui ne s'est jamais produit». ●●● PAGE 3

Bras de fer avec Apple

EUROPE Bruxelles ouvre une enquête concernant la boutique d'applications App Store, qui ne respecterait pas les règles de concurrence

■ La firme de Cupertino repousse pour sa part le lancement en Europe de son service d'intelligence artificielle. Du chantage?

●●● PAGE 13

ÉDITORIAL

Les multiples dérives révélées par l'affaire Assange

STÉPHANE BUSSARD
✉ @StephaneBussard

Avec la probable libération de Julian Assange, ce mercredi matin, par un tribunal fédéral américain des îles Mariannes, c'est un bras de fer de près de quatorze ans qui prend fin. La bataille avait la dramaturgie d'un combat entre David et Goliath, entre un jeune lanceur d'alerte australien, fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, et la première puissance mondiale. Elle mettait aussi aux prises la puissance secrète d'un Etat et la détermination

de la société civile à révéler des pratiques étatiques contraires à l'état de droit. Révéler les errements d'un gouvernement relève de l'intérêt public. En ce sens, Julian Assange a montré l'importance que revêtent les lanceurs d'alerte à une époque où les démocraties ne devraient plus se permettre des écarts criants par rapport aux principes qui les charpentent. L'affaire Assange a mis en lumière plusieurs dérives successives. Celle des Etats-Unis qui, au lieu de reconnaître leurs erreurs dans la guerre

injustifiée qu'ils ont menée en Irak, se sont évertués à clouer au pilori Chelsea Manning, la soldate qui a livré des données confidentielles de l'Etat américain à WikiLeaks. L'acharnement de Washington a fait d'Assange un martyr, un héros qui ne méritait toutefois pas un tel honneur. La seconde dérive relève de la justice britannique, qui n'a pas montré toute son indépendance face aux Etats-Unis, et a détenu pendant cinq ans le fondateur de WikiLeaks

dans des conditions inhumaines et inacceptables. Le dévoiement de la justice, c'est aussi celui de la démocratie... Il y a enfin la dérive de Julian Assange. Si l'informaticien australien a su profiter d'internet et de sa capacité à subtiliser des informations confidentielles pour mettre Washington devant ses responsabilités, il a lui-même sapé les principes démocratiques qu'il a toujours prétendu défendre. De révélateur des fautes commises par la pre-

mière puissance mondiale, Assange s'est mué en acteur de la présidentielle américaine de 2016, allant même jusqu'à coopérer avec le GRU, le renseignement militaire russe, et un pilier de la campagne de Donald Trump, le sulfureux Roger Stone. Il est donc erroné, comme le fait Reporters sans frontières, de parler de «victoire du journalisme». Assange n'a jamais été un journaliste qui vérifie et trie les informations dont il dispose. La libération d'Assange est une victoire, mais c'est celle du compromis judiciaire et de la raison. ■

Il a lui-même sapé les principes démocratiques

Plus de protection face à l'opacité des sociétés de recouvrement

OPINION



JEAN TSCHOPP
CONSEILLER NATIONAL (PS/VD)

Le juteux business des sociétés de recouvrement intervient dans un système pratiquement sans surveillance

Dans nos vies trépidantes, il peut nous arriver d'oublier de régler une facture. De plus en plus d'entreprises privées et publiques recourent aux sociétés de recouvrement. Quand une facture n'est pas payée par un client dans le délai imparti, la maison de recouvrement prend rapidement le relais. Elle ne se contente pas de réclamer le montant de la facture. Toute une série de frais s'y ajoutent: frais de dossier, dommages supplémentaires, intérêts, frais de rappels. Une désagréable sensation à laquelle vous avez sans doute déjà été confronté. La maison de recouvrement gonfle rapidement ces frais, si vous ne payez pas la facture à temps. Le courrier se conclut souvent en laissant planer le risque d'une mise aux poursuites, si vous ne vous acquittez pas du montant réclamé. Dans la tête du destinataire la colère ressentie se confond avec la tentation de payer le tout pour arrêter les frais et avoir la paix. Quand les lettres de la société de recouvrement s'enchaînent en quelques jours, acculés, beaucoup paient la totalité des montants réclamés pour retrouver la tranquillité.

Nombre des frais demandés presque systématiquement sont pourtant indus, à commencer en principe par les prétendus «dommages supplémentaires» sur lesquels les maisons de recouvrement font le plus de marges. En quelques semaines, le montant initial d'une facture peut ainsi doubler, voire quadrupler. Presque chaque jour, les organisations de défense de consommateurs reçoivent des réclamations. Elles sont de bon conseil pour faire la part entre ce qui est dû ou pas. Chaque année les sociétés de recouvrement annoncent encaisser 700 millions de francs. Et combien coûtent ces suivis aux entreprises qui les mandatent en renonçant à agir directement par la voie des poursuites? Le juteux business des

sociétés de recouvrement intervient dans un système pratiquement sans surveillance. En raison d'avances de frais et de frais d'avocats élevés, beaucoup de justiciables renoncent à saisir les tribunaux. Seuls les cas les plus gratinés aboutissent devant la justice comme celui de cet individu menacé de «mise sous tutelle» par une société de recouvrement romande dont l'administrateur a été condamné pénalement pour tentative d'extorsion.

Dans une motion déposée au Conseil national, je demande ainsi un ombudsman des sociétés de recouvrement. Cet organe de médiation indépendant renseignerait les consommatrices et consommateurs sur leurs droits. Il serait accessible et capable de se prononcer

rapidement. Il existe un dispositif équivalent pour les litiges de télécommunications. L'indépendance de cet organe est indispensable pour se prononcer en toute objectivité sur le bien-fondé des créances et sur les frais réclamés. Dans une autre motion, mon collègue conseiller national Benjamin Roduit (Le Centre/VS) fait la même demande pour les renseignements de solvabilité délivrés par ces mêmes sociétés de recouvrement. Ceux-ci sont délivrés sans contrôle et contreviennent aux règles de protection des données. Ces agissements peuvent priver de logement une famille à la recherche d'un appartement en raison de données qui ne sont pas à jour.

L'opacité dans laquelle opèrent les sociétés de recouvrement est préoccupante. L'avis donné par le Conseil fédéral en réponse à ces deux motions l'est hélas tout autant. Le gouvernement estime en effet que les moyens de lutte contre les pratiques inappropriées ou agressives des sociétés de recouvrement existent déjà et qu'il faudrait agir par la voie d'actions en justice modèles. Un vœu pieux en l'absence d'action collective (dont nous sommes toujours privés en Suisse) pour permettre aux associations de défense de consommateurs de lutter efficacement lors de dommages de masse.

Ailleurs, des mesures dissuasives existent. En France, toute confusion avec un recouvrement judiciaire ou avec l'exercice d'une profession réglementée peut valoir à la société en cause une condamnation pénale. Aux Etats-Unis, plusieurs pratiques sont interdites et les frais de recouvrement autorisés ou non sont clairement listés. La Suisse aussi est capable de prendre les devants. Les droits des consommatrices et consommateurs que nous sommes toutes et tous doivent être protégés. Le laisser-faire n'est pas une option. ■

Les politiques des drogues, grandes absentes de 2024

OPINION



KHALID TINASTI
CHERCHEUR, CHARGE D'ENSEIGNEMENT INVITÉ
AU GENEVA GRADUATE INSTITUTE

Dans une année électorale inédite avec des élections dans 76 pays, le débat nécessaire sur les réformes des politiques de drogues nationales est, même s'il est crucial, inexistant. En dehors du cannabis et de sa régulation pour des usages récréatifs dans les pays occidentaux, les débats sur le contrôle des drogues sont absents des agendas nationaux, alors même que la consommation, le trafic et la production de diverses substances naturelles et synthétiques sont en hausse constante. Ce qu'on peut souligner en ce 26 juin, Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues.

Selon le tout nouveau rapport mondial sur les drogues de l'ONU, en une décennie la consommation de drogues a augmenté de 20% dans le monde, passant à 292 millions de personnes concernées. Ces chiffres ne concernent que les personnes répertoriées, qui ont été arrêtées pour usage ou qui ont fait appel aux services sanitaires. Tout un pan de la population, à l'usage discret et non problématique, reste inconnu. L'usage problématique a, lui, bondi de 50% en dix ans, la dépendance aux drogues illégales concernant actuellement 64 millions de personnes dans le monde, dont seuls 9% ont accès à une forme de traitement (principalement des programmes d'abstinence, choisie ou imposée). Les substances consommées changent également, avec des augmentations spectaculaires des saisies de cocaïne de 42% et d'amphétamines de 54% en un an dans le monde.

Aux Etats-Unis (avec plus de 111 000 personnes décédées par overdose en un an), au Mexique (avec des centaines de milliers d'homicides, de déplacés internes et de disparus dans la guerre aux drogues), au Salvador (où l'état d'exception contre les gangs dure depuis deux ans, avec des arrestations arbitraires et autres violations des droits), en Russie (avec presque deux millions de personnes qui s'injectent des drogues), en Inde, au Pakistan et en Iran (au cœur des routes du trafic de l'héroïne et avec des prévalences de consommation locale parmi les plus élevées au monde), au sein de l'Union européenne (avec plus de 2 millions de consommateurs et 3,3 tonnes de cocaïne saisies l'année dernière), des propositions sérieuses et élaborées sur les drogues restent aux marges des débats électoraux et, lorsqu'elles y figurent, se concentrent sur des promesses de répression accrue.

Alors que la crise du covid, le réchauffement climatique, les difficultés économiques et les guerres en Europe et au Moyen-Orient semblent avoir relégué le contrôle des drogues au second plan, ce sont surtout les opinions publiques qui se détournent des débats nuancés sur le manque de résultats des approches prohibitives actuelles, et qui soutiennent les discours radicaux d'éradication des drogues. Au Salvador, 78% de la population est très satisfaite de la répression brutale contre les gangs, et aux Philippines, 82% des personnes interrogées soutenaient l'administration Duterte dans sa guerre aux drogues, malgré les exécutions sommaires.

Reste l'exceptionnalisme du cannabis, qui n'est pas seulement celui de la nouvelle approche légale à cette substance par la légalisation de sa consommation non-médicale, mais également celui d'une nouvelle tension géographique entre nord et sud, entre ceux qui l'autorisent et ceux qui le prohibent.

En incluant l'élection de Justin Trudeau au Canada en 2015, ou celles des coalitions gouvernementales au Luxembourg en 2018 ou en Allemagne en 2021 sur des programmes incluant la légalisation du cannabis, les six pays qui l'ont autorisé, sous diverses formes, sont occidentaux. Dans les pays les plus peuplés, incluant l'Inde, la Chine, l'Indonésie ou le Nigeria, les politiques publiques soutenues par la grande majorité des populations s'y opposent fermement, ainsi qu'à toute forme de débat apaisé sur les drogues. ■

SUR NOTRE SITE

«Allo Bruxelles, ici Berne...»

Vingt-cinq ans après la signature des premiers accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE, de nouvelles négociations battent leur plein. Spécialistes de droit communautaire ou de droit suisse, économistes, passionnés de politique: retrouvez les acteurs et les meilleurs connaisseurs du dossier de notre rubrique «Débats et Opinions» dans notre dossier spécial.

[Letemps.ch/dossiers/allo-bruxelles-ici-berne](#)

Cessons de parler de communautés et parlons davantage d'individus!

OPINION



THIERRY MADIÈS
PROF. D'ECONOMIE
POLITIQUE,
UNIVERSITE DE
FRIBOURG



JEAN-CHRISTIAN
TISSERAND
PROF. D'ECONOMIE,
BURGUNDY SCHOOL OF
BUSINESS, DIJON

Les élections européennes de juin 2024 ont vu s'affronter deux visions pour l'Union européenne. L'une soutenait que l'UE fait face à «une vague migratoire» qui menace la cohésion et le «vivre ensemble» des sociétés européennes; l'autre mettait en avant l'idée que l'immigration est une chance pour les pays d'accueil car elle répond aux besoins du marché du travail et permet de pérenniser les systèmes de retraite par répartition. Le débat public fait aussi une large part aux questions d'identité au sein de nos sociétés. Notre réflexion se concentrera ici sur la question plus générale des effets de l'hétérogénéité des groupes humains sur les comportements de confiance et de coopération interindividuels, des éléments centraux du fonctionnement de nos sociétés.

Les travaux à la frontière de l'économie et de la psychologie utilisent souvent l'outil de la théorie des jeux, en particulier les jeux de confiance et de biens publics, pour mesurer expérimentalement en laboratoire ou sur le terrain, le niveau de confiance et de coopération au sein d'une société. Ils montrent que la confiance générale des individus dans autrui et leur propension à coopérer est plus faible dans des groupes hétérogènes (même quand ils sont créés artificiellement) que dans des groupes homogènes. On observe en outre que le sentiment d'appartenance au groupe est un moteur plus puissant que le désir d'exclure les membres externes, sauf quand les deux groupes entretiennent une histoire conflictuelle.

Comment donc faire vivre l'hétérogénéité dans des sociétés de plus en plus métissées en construisant des ponts plutôt que des murs? La théorie du contact suggère que favoriser les interactions entre populations différentes peut contribuer à une

société plus harmonieuse car elles facilitent la compréhension mutuelle et la coopération. Encore faut-il que les deux groupes de population aient des «buts communs» et qu'ils soient sur un pied d'égalité, ce qui n'est pas, malheureusement, toujours le cas.

Une manière de réduire les tensions entre groupes culturellement différents est de considérer les individus comme des individualités plutôt que comme les membres d'une communauté avec tous les préjugés qui peuvent lui être attachés. Les discours d'exclusion, au contraire, déshumanisent en renvoyant «l'autre» à un supposé groupe d'appartenance, ce qui entrave ce processus d'individualisation et nuit à la coopération et à la confiance entre individus. En outre, la référence au groupe ou à la communauté laisse à penser que l'autre groupe est lui-même homogène alors même que celui-ci est sans doute aussi traversé par des différences et des rivalités.

Un autre aspect crucial concerne les normes sociales. En effet, les primo-arrivants peuvent ne pas comprendre les règles sociales du pays d'accueil sans pour autant les rejeter. Leur niveau de confiance

est généralement plus faible que celui des natifs. Les nouveaux arrivants sont pris dans un conflit de loyauté entre les normes sociales de leur pays d'origine et celles du pays d'accueil. Il existe certes un processus d'apprentissage qui opère avec le temps, mais il peut avoir du mal à se mettre en place en l'absence de mixité sociale. En effet, la ségrégation renforce l'inclinaison du groupe majoritaire à voir celui qui est différent comme une menace (même symbolique) tandis que le groupe minoritaire se replie sur lui-même et sur les normes de son groupe d'origine. En outre, appartenir au groupe majoritaire dans une société et se retrouver fortement minoritaire dans une zone géographique donnée peut exacerber la perception de cette menace.

Ces éléments suggèrent que la question de la diversité culturelle ne doit pas être abordée uniquement dans un contexte général, en se demandant s'il faut accueillir davantage d'étrangers, mais aussi à travers le prisme des politiques territoriales et de la répartition des populations dans les territoires et les quartiers. Une politique migratoire motivée par l'inclusion des nouveaux arrivants doit donc promouvoir la mixité sociale, afin de favoriser l'intégration. Malheureusement, œuvrer pour la mixité est souvent vu comme une façon de diluer les problèmes. Nous pensons que ce n'est pas le cas. Cela permet au contraire d'augmenter les interactions à une échelle territoriale plus fine en remettant au centre l'individu plutôt que son groupe d'appartenance. Il semblerait à cet égard que le vote pour des partis anti-immigration lors des élections locales soit inversement lié à la présence d'étrangers alors même qu'à une échelle géographique plus large cette relation peut s'inverser. ■

Alerte aux réserves des assureurs maladie

SANTÉ Le secteur a publié ses comptes 2023 avec une surprise désagréable à la clé: les neuf plus grands acteurs ont enregistré des pertes de plus de 1,3 milliard de francs dans l'assurance de base. Avec quelles conséquences pour les assurés et ce marché en cours de concentration?

ANNICK CHEVILLAT
ET ETIENNE MEYER-VACHERAND
✉ @chevillat_a | ✉ @etiennemeyva

La loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal) est très claire: les primes d'assurance maladie obligatoire (AOS) doivent couvrir les coûts. Le principe est simple et lorsque les coûts ne sont pas couverts, les assurances maladie doivent puiser dans leurs réserves pour combler le trou. Le mécanisme est bien connu dans le pays et génère régulièrement des tensions.

Ce que révèlent les comptes 2023 des neuf plus grandes assurances maladie du pays, regroupant plus de 8 millions d'assurés, ne va pas calmer les esprits. En plongeant dans les rapports de gestion de ces neuf assureurs, le constat est sans appel: le *manco* enregistré en 2023 dans l'AOS s'élève à plus de 1,3 milliard de francs.

Autrement dit, les primes n'ont pas permis de couvrir les coûts de la santé l'an dernier. Le «ratio combiné» – indicateur de la rentabilité technique d'un assureur qui montre l'équilibre entre dépenses et recettes – de toutes les entreprises étudiées est supérieur à 100%. Même pour KPT, la seule assurance ayant enregistré un résultat technique légèrement bénéficiaire.

Ce déficit devra donc être compensé par l'argent des assurés: soit par le mécanisme des réserves, soit par une hausse des primes l'année prochaine. Un constat qui alerte Pierre-Yves Maillard, conseiller aux Etats (PS/VD): «Cela représente environ 4% des coûts à charge de l'assurance obligatoire. Si c'est confirmé, alors la hausse des primes de 2024 couvre tout juste le déficit de 2023. Il faudra donc couvrir les coûts de 2024 et de 2025 en même temps avec les primes de 2025. En plus, certaines assurances devront reconstituer leurs réserves et cela va forcément peser encore plus sur les primes de l'année prochaine.» Entre le déficit et les réserves à reconstituer, l'élu socialiste craint que «nous soyons engagés dans une troisième hausse brutale de suite, ce qui ne s'est encore jamais produit».

Du côté de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), on estime qu'il est trop tôt pour évaluer l'effet concret de ce déficit sur les primes 2025: toutes les assurances ne devront pas reconstituer de réserves. L'élément déterminant pour savoir si une augmentation des primes sera nécessaire en 2025, ce sont les coûts. Et ils sont en hausse de 3,4% au premier trimestre 2024. L'effet combiné de ces deux paramètres laisse peu d'espoir sur le sort qui sera réservé aux assurés l'an prochain. Seule son ampleur est encore impossible à chiffrer avec précision. Il est en revanche possible de mieux en comprendre les causes.

Les causes

Pour les acteurs du secteur, les causes à l'origine de ces pertes ont des raisons multiples. «En 2022, il y a eu une combinaison de trois effets négatifs: une hausse des coûts de la santé inattendue, une pression politique sur le niveau des réserves et la baisse de la bourse, dont les gains avaient par le passé permis de limiter les hausses de primes», détaille Christoph Kilchenmann, vice-directeur de la faïtière SantéSuisse.

Les pertes enregistrées au niveau des placements financiers en 2022 ne sont pas propres aux assurances, l'année ayant été mauvaise sur les marchés financiers de manière générale. Mais pour 2023, ces effets négatifs ne s'appliquent plus: «La pandémie a complexifié le calcul des coûts de la santé. Au début de la crise sanitaire, il y a eu un arrêt de la hausse inattendu, suivi d'un effet de rattrapage, qu'il était impossible de chiffrer par avance», relève le vice-directeur de SantéSuisse.

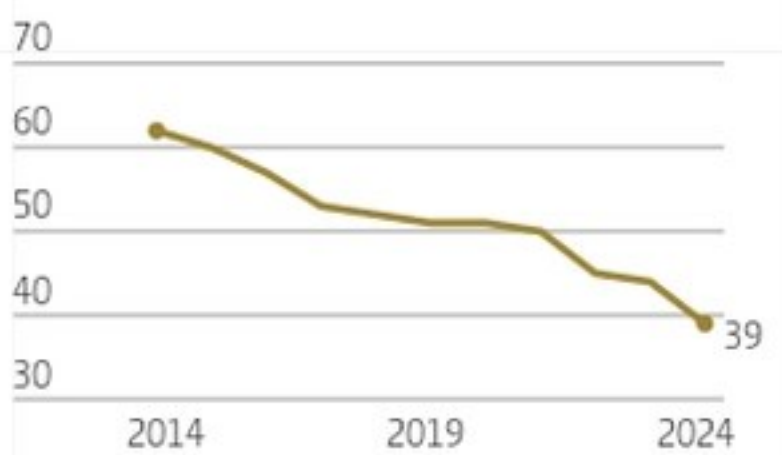
«Au moment de l'évaluation des primes pour 2023, ces déficits étaient prévisibles. Nous avions estimé qu'une augmentation de 9 à 10% serait nécessaire pour couvrir les coûts, mais elles n'ont augmenté que de 6,6% en moyenne,



L'an dernier, les primes des assurés n'ont pas permis de couvrir les coûts de la santé. (OSTERMUNDIGEN, 24 MAI 2023/CHRISTIAN BEUTLER/KEYSTONE)

EN DIX ANS, LE SECTEUR A CONNU UNE CONCENTRATION

Nombre de caisses maladie de 2014 à 2024



Graphique: Etienne Meyer-Vacherand | Source: Office fédéral de la santé publique

poursuit Christoph Kilchenmann.» Les assureurs ont alors dû piocher dans leurs réserves pour couvrir les déficits dans l'assurance de base. «D'un point de vue comptable et politique, on a jugé préférable d'essayer quelques pertes plutôt que de pousser davantage les primes, dont l'augmentation était déjà importante», estime pour sa part Carlo De Pietro, économiste spécialiste du système de santé suisse et professeur à la Haute Ecole spécialisée de la Suisse italienne Supsi.

Logiquement, les primes 2024 ont connu une forte augmentation de 8,7%: une situation due aux pertes enregistrées en 2022 et au fait que sept assurances ont dû reconstituer leurs réserves. Le scénario se répète donc cette année. D'autant plus qu'il n'est pas encore possible de dire si les primes de 2024 permettront de couvrir les coûts. Il est néanmoins clair que cette année ne permettra pas aux assureurs de reconstituer les réserves manquantes», affirme Christoph Kilchenmann.

Effet yo-yo

La question du niveau des réserves des assureurs fait régulièrement l'enjeu de débats. Les acteurs du secteur estiment que l'intervention politique pour exercer une pression à la baisse sur les réserves a joué un rôle dans la situation actuelle. «En 2017, lors de l'annonce des primes, le conseiller fédéral Alain Berset insistait sur le faible niveau des réserves et la nécessité de les reconstituer. En 2020 et 2021, changement radical de message: les réserves sont trop importantes. Ce revi-

LES PRINCIPAUX ASSUREURS ONT AFFICHÉ UN DÉFICIT EN 2023

	Primes encaissées (en milliards)	Prestations payées (en milliards)	Résultat technique (en millions)	Ratio combiné*	Nombre d'assurés
CSS	5,64	5,75	-181,00	104,1%	1 520 000
Helsana	5,72	6,03	-219,97	103,8%	1 421 000
Groupe Mutuel	4,49	4,47	-278,00	105,5%	1 070 500
Swica	3,53	3,79	-160,12	104,5%	882 932
Assura	3,26	2,55	-200,58	106,0%	805 000
Concordia	2,19	2,14	-99,40	104,5%	699 000
Sanitas	2,39	2,44	-65,48	102,7%	605 800
KPT	2,15	2,08	2,70	101,6%	550 000
Visana	2,58	3,10	-99,70	101,3%	494 300

*Indicateur de la rentabilité technique d'un assureur, rapport de la somme des frais de gestion et du coût des indemnités sur le total des primes encaissées, ici dans l'assurance de base
Tableau: Etienne Meyer-Vacherand | Source: Assureurs

rement a conduit à l'introduction d'outils de rétrocession des réserves «excédentaires» aux assurés et d'un calcul «au plus juste» des primes, détaille Adrien Kay, porte-parole de Curafutura, l'autre faïtière du secteur. Et d'ajouter: «On a mis la charrue avant les bœufs et on s'est précipité sous l'effet de cette pression politique pour réduire les réserves, avec le résultat que l'on observe aujourd'hui.»

«Il est de la responsabilité de l'autorité de surveillance de veiller à ce que les réserves ne soient ni trop élevées ni trop basses», estime de son côté Fridolin Marty, responsable politique de la santé chez Economiesuisse. Cet effet yo-yo autour des réserves n'est pas une première dans le domaine de l'assurance maladie. Mais du côté des faïtières des assureurs maladie, ce qui est pointé du doigt, c'est l'immixtion du débat politique dans le contrôle technique qui doit être effectué par le régulateur, soit l'OFSP.

Surveillance insuffisante?

L'OFSP vérifie que les caisses maladie disposent de réserves minimales suffisantes pour garantir leur solvabilité et le remboursement des frais aux

assurés. Le dernier test de solvabilité, mené en 2023, indiquait que sept assureurs ne remplissaient pas les exigences du minimum légal avec un taux de solvabilité inférieur à 100%. L'OFSP indique que ceux-ci ont dû calculer des primes 2024 majorées afin de reconstituer des réserves. Au global, la somme des réserves de tous les assureurs était à la baisse, passant de 12,1 milliards de francs au début de 2022 à 8,5 milliards de francs au début de 2023.

«Le taux de solvabilité est un indicateur technique qui repose sur des paramètres avec une volatilité importante, basés sur l'évaluation du risque. Avec une même somme en réserve, vous pouvez avoir une année un taux de 150%, et l'année suivante, sans que cette somme ait évolué, un taux beaucoup plus bas parce que le risque a augmenté», précise Adrien Kay.

Mis en place en 2012, ce test est réalisé chaque année. Mais la situation des assureurs en 2024, de ce point de vue, n'est pas encore connue. Les résultats du test sont communiqués en septembre, en même temps que l'annonce des primes pour l'année suivante. Un manque d'in-

formations pointé du doigt par Yannis Papadaniél, responsable santé de la Fédération romande des consommateurs: «Le test de solvabilité une fois par an est insuffisant, les assureurs devraient être monitorés de manière plus régulière.»

Certaines informations peuvent être trouvées en épluchant les comptes annuels de résultat des assureurs, mais il reste relativement difficile d'évaluer la santé actuelle des assureurs. La FRC demande aussi un audit approfondi sur les politiques d'investissement des caisses maladie. «On ne connaît pas les risques auxquels sont exposées les réserves constituées à partir des primes. Or des risques, il y en a, comme le montrent les pertes de 2022», estime Yannis Papadaniél.

«Certaines assurances devront reconstituer leurs réserves et cela va peser encore plus sur les primes de l'année prochaine»

PIERRE-YVES MAILLARD, CONSEILLER AUX ETATS

«Il y a des directives qui encadrent ce qu'un assureur peut faire sur les marchés financiers, avec des pourcentages fixés en actions et en obligations et la nécessité de diversification. Si on remet en question cette manière de faire, il faut aussi remettre en question celle des caisses de pension par exemple», répond Adrien Kay.

Concentration

Mais de l'avis des experts interrogés, le risque d'une faillite prochaine d'une caisse ne devrait pas se présenter: le déficit enregistré concerne le plus souvent uniquement le secteur de l'assurance obligatoire. «Et même si un assureur faisait faillite, les assurés pourraient changer d'assurance. Cela s'est produit dans le passé par exemple avec Zurzach et KBV. La loi sur la surveillance de l'assurance-maladie (LSAMal) a été créée précisément pour faire face à de telles situations», rappelle Fridolin Marty. La disparition de la KBV basée à Winterthour a eu lieu en 2003 après la découverte de malversations. Les assurés avaient été repris par le groupe Helsana. La caisse maladie argovienne Zurzach avait elle fait faillite en 2002.

La disparition d'un nouvel assureur conduirait en revanche à accélérer la concentration du secteur. Entre 2014 et 2024, le nombre de caisses maladie a diminué, passant de 62 à 39. Une concentration jugée normale. Depuis l'introduction de la LAMal, le nombre d'assureurs diminue, de très petits acteurs ont disparu sous l'effet de la complexification des exigences légales. Les besoins en numérisation et les investissements qu'ils impliquent ont aussi tendance à réduire le nombre d'assureurs.

«Ce que l'on a pu observer ces dernières années, c'est que le modèle de conglomérat avec une caisse principale, plus chère, et des caisses plus petites, meilleur marché, n'a plus tellement d'intérêt avec le resserrement des critères dans la compensation des risques entre assureurs», précise Christoph Kilchenmann de SantéSuisse. La fin de ces stratégies multimarques explique donc en partie cette diminution du nombre de caisses décomptées.

Pour les observateurs du secteur, même avec cette baisse, la concurrence reste assurée. «Ce qu'il faut éviter, c'est un duopole comme cela existe dans d'autres secteurs. Aujourd'hui, l'essentiel des assurés est client chez les dix plus grands assureurs. Tant qu'il y a au moins une dizaine d'acteurs, les conditions de concurrence sont réunies», estime Jérôme Cosandey, directeur d'Avenir Suisse. ■

Assange libéré, une volte-face américaine

JUSTICE Le fondateur de WikiLeaks a quitté sa prison britannique pour se présenter devant un tribunal des îles Mariannes. Selon un accord, il plaidera coupable et devrait être relâché. Plusieurs raisons pourraient sous-tendre cette décision de l'administration Biden

STÉPHANE BUSSARD
X @StephaneBussard

Julian Assange devrait être définitivement libéré ce matin après avoir comparu devant un tribunal fédéral états-unien des îles Mariannes, territoire américain. L'Australien, fondateur de WikiLeaks, a conclu un accord avec la justice américaine par lequel il se reconnaît coupable de «complot pour obtenir et divulguer des informations relevant de la défense nationale». La nouvelle constitue une surprise même si nombre d'organisations, dont des médias de renom comme *The New York Times*, *The Guardian*, *Le Monde*, *Der Spiegel* et *El País*, avaient exhorté l'administration du démocrate Joe Biden à abandonner les charges contre lui.

Pressions australiennes

Si les procureurs en charge du dossier se disent prêts à limiter la peine à 5 ans de prison, ils précisent aussi que Julian Assange en a déjà passé 5 dans la prison de haute sécurité de Belmarsh à Londres et qu'il pourrait de fait être immédiatement libéré. Un juge doit encore approuver l'accord trouvé entre les deux parties, mais il est probable que le lanceur d'alerte soit en mesure de retourner dans son pays, l'Australie, peu après l'annonce de la sentence.

Difficile de dire à ce stade quelles ont été les raisons profondes ayant amené les États-Unis à faire volte-face alors qu'ils ont longtemps martelé l'impérative nécessité de faire extraditer Julian Assange. Il avait en effet mis la main sur plus de 700 000 documents diplomatiques et de sécurité nationale couverts par le secret et en avait publié une partie sur sa plateforme WikiLeaks. Il y a bien sûr la pression déjà évoquée de nombre d'organisations et de médias. Il y a aussi celle exercée par le gouvernement australien lui-même, un allié des États-Unis



Des partisans de Julian Assange manifestent en sa faveur, devant la Cour royale de justice britannique. (LONDRES, 20 MAI 2024 / BENJAMIN CREMEL/AFP)

depuis longtemps, en particulier dans le cadre du partenariat AUKUS entre Canberra, Londres et Washington. Il y a aussi les risques que pouvait représenter une extradition vers les États-Unis. Un tel cas de figure aurait mis à mal la crédibilité de la justice états-unienne dont la main aurait été trop lourde au vu des charges qui pesaient contre Assange (passible de 175 ans de prison), mais aussi sapé l'assise du sacro-saint Premier Amendement de la Constitution américaine qui garantit la liberté d'expression. En pleine campagne

électorale, Joe Biden risquait de fâcher une nouvelle fois l'aile gauche de son parti.

Conditions inhumaines

Sa libération met un terme à des conditions de détention inhumaines que le Suisse Nils Melzer, alors rapporteur spécial des Nations unies, avait qualifié de «torture». Le prévenu était maintenu en isolement cellulaire 23h/24. Il n'avait droit qu'à une heure pour faire seul de l'exercice dans la cour de la prison.

En fin de compte, tant les États-Unis que la Grande-Bretagne et

bien sûr le fondateur de WikiLeaks ont intérêt à ce que ce triste épisode connaisse enfin son épilogue. Ancien ambassadeur au sein de l'administration de Barack Obama et ex-procureur en chef du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Stephen Rapp le souligne: «Je salue la résolution de ce cas qui aurait dû intervenir plus tôt. Le crime commis par Assange ne justifiait pas la prison à vie.»

Demeurent toutefois les zones d'ombre autour de Julian Assange, qui dit vouloir demander un pardon au président américain. Si ce dernier a servi le

bien commun en révélant à travers les câbles de WikiLeaks des possibles crimes de guerre commis par les États-Unis en Irak, il a joué un rôle beaucoup plus trouble dans la présidentielle américaine de 2016 qui opposait la démocrate Hillary Clinton à Donald Trump. Le rapport établi par le procureur spécial Robert Mueller qui avait enquêté sur l'interférence de la Russie dans la campagne électorale avait clairement établi une collaboration entre WikiLeaks, Roger Stone, un proche du candidat Donald Trump, et la Russie.

Le fondateur de WikiLeaks avait même exposé publiquement son dégoût pour Hillary Clinton. Au vu des conséquences que l'élection de Trump a eues sur les États-Unis, on peut mesurer les effets néfastes de la publication d'e-mails de la campagne d'Hillary Clinton sur la politique américaine. A ce moment, la campagne de Donald Trump n'avait pas subi la moindre intrusion de la part de WikiLeaks.

«Il fallait caviarder certains documents»

Stephen Rapp ajoute: «Ce qui est le plus problématique avec Assange tient au fait qu'il ne s'est pas soucié de protéger les sources et les témoins contenus dans les câbles de WikiLeaks. Certaines personnes ont été mises dans des situations dangereuses. Une partie des

«Le crime commis par Julian Assange ne justifiait pas la prison à vie»

STEPHEN RAPP, EX-PROCUREUR EN CHEF DU TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA SIERRA LEONE

documents diffusés par WikiLeaks aurait pu être caviardée. En cela, une action en justice contre Assange était justifiée.» Quant au vol d'informations classifiées, rappelle l'ex-ambassadeur, c'est un crime sérieux outre-Atlantique. On le voit avec l'affaire Trump et les documents classifiés qu'il a emportés à Mar-a-Lago. On l'a vu avec les informations confidentielles qu'avait transmises le général Petraeus à sa maîtresse. «Ce qu'il faut en la circonstance éviter à tout prix, conclut Stephen Rapp, c'est de criminaliser le journalisme. Sans parler d'Assange, on ne peut pas condamner des journalistes parce qu'ils révèlent des vérités dérangeantes pour le pouvoir.» ■

EN BREF

Le Kremlin ciblé par des mandats d'arrêt de la CPI

La Cour pénale internationale (CPI) a annoncé hier avoir émis des mandats d'arrêt contre le chef d'état-major russe Valéri Guérassimov et contre Sergueï Choïgou, ministre de la Défense jusqu'en mai dernier, pour des crimes de guerre et crime contre l'humanité présumés en Ukraine. La Russie a aussitôt jugé «insignifiant» le mandat d'arrêt de la CPI contre son ex-ministre de la Défense. De son côté, la présidence ukrainienne a salué une «décision importante». AFP

La Russie bloque l'accès à 81 médias européens

Moscou a annoncé hier bloquer l'accès sur son territoire à la diffusion de 81 médias européens, dont le site de l'AFP, en «représailles» à la décision de l'UE en mai d'interdire quatre médias d'État russes accusés par Bruxelles de diffuser de la propagande pro-Kremlin. Dans la liste publiée par le ministère russe hier figurent également les médias allemand *Der Spiegel*, espagnols *El Mundo* et *El País*, la télévision italienne RAI, et d'autres médias français comme les quotidiens *Le Monde*, *Libération* et les chaînes LCI et CNews. AFP

La conscription pour tous, «une lueur d'espoir dans le chaos»

ISRAËL La Cour suprême a ordonné hier de mettre fin à l'exemption de service militaire pour les étudiants des écoles religieuses ultra-orthodoxes, en vigueur depuis 76 ans. Une décision qui provoque l'émotion des mères de soldats engagés à Gaza

CHARLOTTE GAUTHIER, JÉRUSALEM

«Pour la première fois depuis des mois, on sent qu'une décision juste a été prise. C'est une lueur d'espoir dans le chaos!» Nourit Felsenthal Berger, mère de trois enfants dont le plus jeune a combattu plus de huit mois à Gaza et dernièrement à Rafah, est soulagée par la décision hier de la Cour suprême d'ordonner la conscription des ultra-orthodoxes, l'exécutif n'ayant «pas l'autorité pour ordonner de ne pas appliquer la loi sur le service militaire aux étudiants de yeshivot (écoles talmudiques) en l'absence d'un cadre légal adéquat».

Membre de l'association israélienne Mères de soldats qui disent stop à la guerre, Nourit affirme que ses camarades et elles avaient, jusqu'ici, «vraiment le sentiment d'être abandonnées et trahies. Comme si, dans ce pays, il y avait deux sortes de sang: celui de nos fils que l'on sacrifie, et celui des ultra-orthodoxes que l'on épargne, parce qu'il aurait plus de

valeur», enrage-t-elle, avouant qu'elle ne trouve plus le sommeil depuis le 7 octobre.

Un débat aussi vieux que l'État

Le débat sur la conscription des ultra-orthodoxes est aussi vieux qu'Israël. Les jeunes juifs ultra-religieux étudiant dans les yeshivot sont exemptés dès la création de l'État hébreu en 1948. Mais à l'époque ils ne sont que quelques centaines en âge d'aller à l'armée, contre 66 000 aujourd'hui. Or, seuls quelque 550 jeunes ultra-orthodoxes se sont engagés depuis le 7 octobre dernier. Alors, la tolérance de la société israélienne quant à ces faveurs se réduit à mesure que les mois passent, que la guerre menée par Israël contre le Hamas à Gaza se poursuit, et que le nombre de soldats tués augmente.

Membre de l'association Les mères sur la ligne de front qui compte plus de 50 000 femmes de tous bords engagées pour mettre fin à cette exemption, Agamit Gelb est elle aussi satisfaite de la décision de la Cour suprême. «On a besoin de tous les citoyens pour avoir une armée forte et renforcer la solidarité de l'ensemble de la société face à cette longue guerre. Cette décision est un grand pas en avant.» En août 2023, son association avait déposé une pétition

auprès de la Cour suprême demandant la fin des exceptions et l'arrêt de subventions pour tout étudiant qui ne servirait pas. Cette mère de trois fils, dont un sur le front, reste prudente: «Je sais que ce n'est pas gagné. Cette discrimination, elle existe depuis 76 ans. Certains nous disent qu'on fait face à un mur, mais je pense que le fait que notre mouvement soit composé de mères de soldats lui donne plus de poids. Lorsqu'on dit qu'on ne

«Jusqu'ici, nous avons vraiment le sentiment d'être abandonnées et trahies»

NOURIT FELSENTHAL BERGER, MEMBRE DE L'ASSOCIATION MÈRES DE SOLDATS

supporte plus que nos fils meurent ou que leur santé physique ou mentale soit atteinte alors que d'autres sont épargnés, ça fait la différence!» Agamit Gelb en appelle donc désormais au gouvernement, et lui demande de «respecter cette décision».

Car la Cour suprême n'a pas le pouvoir d'imposer la loi: seuls le gouver-

nement et le parlement le peuvent. Or, le gouvernement du premier ministre israélien est soutenu par les partis ultra-orthodoxes. Et Benjamin Netanyahu, dont la majorité politique est extrêmement fragile, peut difficilement se permettre de les contrarier. Le professeur émérite de la Faculté de droit de Jérusalem Claude Klein prédit donc encore des rebondissements sur cette question de la conscription.

Décision à l'unanimité

«Avec cette décision, la Cour suprême affirme vouloir mettre fin à un jeu de ping-pong avec le gouvernement qui dure depuis des années sur cette question. Le fait que cette décision ait été votée par les neuf juges qui l'ont étudiée, même ceux que l'on considère comme des conservateurs, revêt une très forte portée. Pourtant, il est certain que le gouvernement va tenter plusieurs manœuvres. Un vieux projet de loi permettant aux religieux de se dédire sera très probablement présenté avant la fin de la session parlementaire», détaille l'ancien doyen de la Faculté de droit. Mais si ce texte-ci est adopté, la Cour suprême pourra toujours l'annuler en raison de son caractère «injuste». Un nouveau rebondissement en vue dans cette bataille qui déchire l'État d'Israël. ■

PAUL ACKERMANN, PARIS
✉ @paulac

Lundi, Jordan Bardella réaffirmait que le Rassemblement national refuserait de former un gouvernement s'il n'obtenait pas de majorité absolue puisqu'il suffit de 289 députés pour voter une motion de censure. Les sondages en vue de ces 577 petites élections présidentielles que sont les législatives françaises sont à prendre avec des pincettes (d'autant qu'il devrait y avoir de nombreuses triangulaires au second tour au vu de la forte participation prévue). Mais toujours est-il que très peu d'analyses chiffrées prévoient une majorité absolue pour qui que ce soit.

Emmanuel Macron ne pourra pas dissoudre l'Assemblée avant un an et les alliances dépassant les trois pôles qui se sont constitués seront difficiles à monter. Surtout au vu des invectives de ces derniers jours, dans ce paysage qui ne pousse pas au consensus.

«Pas d'autres soupapes de sécurité»

Que se passerait-il donc si le RN arrive en tête mais refuse de gouverner, scénario le plus probable selon les sondages? «C'est peut-être une manière de pousser le chef de l'Etat à la démission comme il n'y a pas tellement d'autres soupapes de sécurité», répond le politologue Bruno Cautrès. Option qu'Emmanuel Macron a écartée à plusieurs reprises ces derniers jours. L'universitaire du centre de recherche politique de Sciences Po (Cevipof), qui n'écarte pas du tout la possibilité d'une majorité absolue RN, ajoute qu'il ne croit pas trop au refus de Jordan Bardella en cas de majorité relative: «Si le score n'est pas loin de la majorité absolue, je ne pense pas que le RN puisse prendre la responsabilité historique devant tout le pays de reculer devant l'obstacle au risque de ruiner toute l'image de crédibilité gouvernementale qu'il vient d'acquérir. La pression sera très forte pour qu'il y aille.»

Que se passerait-il alors? «Le RN pourrait trouver des accords ponctuels, à géométrie variable et les quelques voix qui lui manquent pour ses mesures d'urgence, avec une partie des Républicains par exemple», estime Bruno Cautrès. «Les politiques sont des pragmatiques, continue le politologue. Il ne faut pas sous-estimer leur capacité d'adaptation.»



Des militants du Rassemblement national distribuent des tracts sur le marché de Cazères. (SUD-OUEST DE LA FRANCE, 22 JUIN 2024/VALENTINE CHAPUIS/AFP)

La France va dans le mur, mais quel mur?

ÉLECTIONS Scénario belge ou italien? Ingouvernable, ingouvernée ou aux mains d'un gouvernement technique... l'Hexagone voit de nouvelles pistes se dessiner pour ces législatives anticipées

«Si on est loin de la majorité absolue par contre, ça veut dire mécaniquement que la gauche et la majorité présidentielle sortante ont davantage de sièges», ajoute Bruno Cautrès. Dans ce cas, il serait plus légitime de nommer un autre premier ministre, issu de la gauche ou du centre. «On serait quasiment dans une situation des trois blocs à égalité en voix et en sièges. Mais on est loin de ce cas de figure aujourd'hui au vu des intentions de vote.» Pour lui, les sondages indiquent effectivement une large victoire du RN qui rendrait démocratiquement impossible la nomination d'un gouvernement autre que celui de Jordan Bardella.

Si ce dernier tient ses promesses de refus en cas de majorité relative, la France passerait-elle du statut d'ingouvernable à celui d'ingouvernée? Le sort de la Belgique vient tout de suite en tête quand on pense à l'impossibilité

de diriger. Elle avait effectivement, à deux reprises, passé près de deux ans sans pouvoir élu et légitime entre 2019 et 2020 et entre 2010-2011, faute d'alliance majoritaire. La Belgique étant fédérale et décentralisée, les conséquences économiques n'avaient pas été trop graves, même si certaines agences de notation menaçaient d'abaisser la note de sa dette au

se former, c'est le dernier en place qui demeure. On est dans un gouvernement qui expédie les affaires courantes.»

Ce scénario belge n'est pas sans danger. «Il n'y aurait donc plus de nouvelles lois votées, ce qui ne serait pas si mal au vu de l'inflation de lois que l'on a en France, ironise Denis Ferrand. Mais surtout, cela donnerait un horizon

la pression sur les déficits français ces derniers mois. Et «sans décisions ni légitimité pour les prendre, la parole de la France sera discréditée à l'international dans une situation où la guerre est à nos portes. On peut survivre sans gouvernement parce qu'on prolonge ce qui avait été fait. Mais on n'a plus aucun poids.»

Un Mario Draghi français

Bruno Cautrès y voit un autre risque que personne ne voudra prendre: «Dans la situation de polarisation que nous avons, avec un exécutif qui aurait perdu deux élections de suite, ce scénario poserait un vrai problème démocratique. Les décisions seraient très fragiles et le chaos pourrait s'imposer. Les données du baromètre de la confiance politique du Cevipof montrent que le regard des Françaises et des Français sur la politique est très sombre et négatif. Deux tiers des Français

disent que la démocratie ne fonctionne pas bien en France. C'est une situation très inquiétante.»

Reste la solution du gouvernement technique, constitué de spécialistes, techniciens ou hauts fonctionnaires qui ne se profilent pas particulièrement au niveau politique, ou en tout cas pas au point de se faire renverser par une motion de censure à la première loi polémique venue. Ce serait une première en France mais l'Italie y a été habituée avec Mario Monti ou Mario Draghi. L'idée serait de faire passer des lois d'urgence quand il le faut absolument et surtout de valider les budgets, toujours très clivants en France.

Problème: cette solution aussi ne peut être que temporaire et ne règle en rien la crise politique qui met en lumière un problème institutionnel français bien plus profond. Bruno Cautrès n'y croit pas non plus: «Notre pays est déjà dans un grand état de confusion et de désarroi. J'imagine très mal la nomination à Matignon d'un premier ministre technocrate qui ne serait pas issu du suffrage universel. Les élections européennes ont donné une victoire écrasante au RN. On aurait des élections législatives qui leur offriraient une victoire nationale. Et finalement, on dirait qu'il faut aller chercher un premier ministre technicien? Quelle serait la légitimité de ce gouvernement lorsqu'il prendrait des décisions qui engageraient le pays, qui feraient des perdants et des gagnants? Et quand il voudrait passer ses lois au parlement, où est-ce qu'il trouverait lui-même sa majorité? Vous n'avez toujours pas réglé le problème de la majorité avec un gouvernement technique.»

Selon le politologue, pour qu'un tel scénario puisse voir le jour, il faudrait que le blocage soit totalement avéré et qu'aux yeux des électrices et des électeurs, cela ne puisse absolument pas être vu comme une façon de ne pas respecter le suffrage universel. «Face à un blocage total, je pense qu'il serait de la plus grande prudence que le président de la République saisisse les grands sages du Conseil constitutionnel et d'autres instances pour leur demander de l'aide», ajoute Bruno Cautrès. Pour que les décisions prises ne reposent pas sur un président de la République qui fait ce qu'il veut. D'autant que c'est celui qui a appuyé sur le bouton «dissolution», alors que le pari était très risqué. Une décision qui n'était pas optimale. ■

«On peut survivre sans gouvernement. Mais on n'a plus aucun poids»

DENIS FERRAND, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT REXECODE

vu du manque de réformes. Pour l'économiste Denis Ferrand, directeur général de l'Institut d'études économiques Rexecode, le scénario belge est effectivement celui que l'on commence à entendre de plus en plus en France. «S'il n'y a aucun gouvernement qui arrive à

d'incertitude problématique. Quand c'est la Belgique, ça n'a pas forcément beaucoup d'impact sur la zone euro. Quand c'est la France, ça peut être autre chose.» Une paralysie particulièrement mal venue alors que les agences de notation et l'UE ont fait monter

Jean-Luc Mélenchon, le repoussoir qui perturbe le scrutin

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Macronistes et lepénistes semblent avoir décidé d'en faire leur principal argument de campagne. Il faut barrer la route à l'extrême gauche de Jean-Luc Mélenchon, sous-entendant que le Nouveau Front populaire, qui se porte bien dans les sondages, est une émanation de La France insoumise. Ce parti hérite, il faut le dire, du plus grand nombre de circonscriptions dans la répartition négociée sur la base des dernières législatives et donc de la dernière présidentielle.

Certes, le Parti socialiste y a gagné quelques sièges grâce à son score aux européennes, mais on voit mal comment une arrivée au pouvoir de l'alliance de gauche se ferait sans une forte présence LFI. La radicalité du programme de ce Nouveau Front populaire le montre bien.

Mais le problème principal, ce n'est pas le programme, c'est la personne de Jean-Luc Mélenchon. Le tribun populiste a laissé entendre qu'il pourrait être intéressé par le poste de premier ministre. La crainte du rejet est telle que les chefs des trois autres partis de la coalition ont explicitement fait savoir qu'ils ne voulaient pas de lui à ce poste (contrairement à ce qui était assumé à grand renfort d'affiches en 2022). La patronne des écologistes, Marine Tondelier, a par exemple été obligée d'affirmer à l'AFP que Jean-Luc Mélenchon «n'est pas le leader du Nouveau Front populaire et il ne sera pas premier ministre». «En roue libre», il «perturbe» la campagne du Nouveau Front populaire affirmant certains candidats socialistes. Et François Hollande, candidat en Corrèze, lui a tout simplement demandé de se taire.



PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

Cette crise serait l'occasion de clarifier les choses

«Pourquoi je serais le seul homme de gauche mis à l'okase?» a répondu le leader Insoumis sur France 2 ce lundi soir. «Et par qui? Par Monsieur François Hollande qui a détruit la gauche? Par Monsieur Glucksmann qui nous a battus de trois points que j'ai dû payer de 100 circonscriptions pour que les socialistes acceptent de signer une fois de plus un accord dont on a l'impression qu'ils sont déjà en train de le trahir?» Jean-Luc Mélenchon, lui, se voit surtout comme «un atout», notamment dans les quartiers populaires.

Principale raison de ce côté repoussoir, les accusations d'antisémitisme visant les propos souvent outrageux du chef de file de la gauche radicale depuis les bombardements de Gaza. Début juin encore, il affirmait que «contrairement à ce que dit la propagande de l'officialité, l'anti-

sémitisme reste résiduel en France». Une ligne très dure qui, dans la dernière ligne droite des européennes, lui a fait gagner des voix parmi les jeunes et dans les quartiers populaires à forte population musulmane.

La place prise par ce débat dans cette campagne express pose donc un problème à la gauche. Elle posera peut-être aussi un problème aux centristes dans l'entre-deux-tours, quand il s'agira d'appeler à faire front, voire à se retirer et à s'unir contre le RN. La séquence perturbe donc le scrutin pour ceux qui auraient pu espérer voir émerger une force alternative au rouleau compresseur de l'extrême droite. A moins que, justement, cette crise n'ait été l'occasion de clarifier les choses: la majeure partie de la gauche ne veut plus de Jean-Luc Mélenchon comme chef de file. ■

Alain Berset réussit son pari

SACRE Elu secrétaire général du Conseil de l'Europe, l'ancien conseiller fédéral entrera en fonction le 18 septembre. Il était le favori dans la course, même si le suspense a duré jusqu'au bout en raison de nombreuses inconnues

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, STRASBOURG
X @vdegraffenried

Une première pour la Suisse! C'est donc bien Alain Berset qui succédera, dès le 18 septembre, à la Croate Marija Pejcinovic Buric. L'ancien président de la Confédération et ex-conseiller fédéral sera le nouveau secrétaire général du Conseil de l'Europe. Son élection a été confirmée ce 25 juin vers 18h50, au cœur du Palais de l'Europe, à Strasbourg. Le Fribourgeois a été élu au deuxième tour, avec 114 voix – sur 245 bulletins valables – devant ses adversaires Indrek Saar, qui a été ministre de la Culture en Estonie (85 voix), et Didier Reynders (46 voix), actuel commissaire européen à la Justice et ancien ministre belge.

Une campagne active

Quelques minutes après son élection, Alain Berset a parlé de l'Ukraine comme de sa priorité principale. Il a évoqué la création d'une task force qui traitera notamment de la question des indemnités liées aux dommages provoqués par les Russes. Il s'est également inquiété de l'«érosion démocratique» et a insisté sur la nécessité de mieux lutter contre la désinformation et de défendre l'Etat de droit ainsi que les droits de l'homme dans les Etats membres.

Le socialiste est arrivé hier matin au Palais de l'Europe sur les coups de 8h15, accompagné notamment de l'ambassadeur Claude Wild, le représentant suisse auprès du Conseil de l'Europe. Confiant, relativement détendu. Il a mené une campagne très active, se rendant dans 25 pays des 46 Etats membres et rencontrant l'ensemble des délégations.

Le Fribourgeois de 52 ans partait favori, notamment parce qu'il était le seul ancien président à se présenter, un atout majeur pour occuper le poste de secrétaire général. Mais, jusqu'au bout, le doute était permis. Car la campagne n'a pas été de toute tranquillité, et les soubresauts ont été nombreux. Le récent verdict de la Cour européenne des droits de l'homme épinglant la



Après son élection, Alain Berset a mentionné l'Ukraine et la lutte contre la désinformation comme faisant partie de ses priorités. (STRASBOURG, 25 JUIN 2024/ANTHONY ANEX, KEYSTONE)

Suisse pour «inaction climatique» n'a pas laissé le parlement fédéral de marbre. Il s'est fendu d'une déclaration politique critique. Il n'est pas impossible que l'attitude de la Suisse ait pu faire basculer quelques votes.

Des coups tordus

Ensuite, les délégations française et britannique au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe étaient en partie déplumées. A cause du séisme politique provoqué par Emmanuel Macron, lorsqu'il a annoncé, après la victoire du Rassemblement national aux élections européennes, la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue d'élections anti-

ciées. Topo similaire du côté du Royaume-Uni, avec des élections législatives organisées le 4 juillet.

Mais malgré ces nouvelles données ainsi que de petits coups tordus de fin de campagne, Alain Berset a, dans la matinée, obtenu le plus de voix au premier tour – 92, devant Indrek Saar, qui a engrangé 78 voix et Didier Reynders, 70. En proposant le ticket à trois à l'Assemblée parlementaire, le Comité des ministres l'avait déjà placé en première position, devant l'Estonien et le Belge. Didier Reynders s'était déjà présenté en 2019 et a dû s'incliner face à la Croate Marija Pejcinovic Buric. Hier, bien qu'arrivé en troisième position au premier tour, il n'a pas jugé opportun de se

retirer de la course. Une stratégie qui lui a valu de faire de très mauvais résultats.

Appui de la délégation

Le Conseil de l'Europe réunit 46 Etats membres de la zone géographique européenne, moins la Russie, écartée très vite après le début de l'invasion de l'Ukraine en février 2022, et la Biélorussie, qui n'y est jamais entrée pour avoir refusé d'abolir la peine de mort. La Suisse y a adhéré en 1963. L'organisation s'occupe notamment de la promotion des droits de l'homme, de la défense de la démocratie et de l'Etat de droit dans ses 46 Etats membres. Elle est dotée d'un budget de 625 millions d'euros.

Alain Berset a pu, pendant sa campagne, bénéficier de l'appui total de l'ensemble de la délégation suisse, dont les membres n'ont pas ménagé leurs efforts pour convaincre les parlementaires du Conseil de l'Europe de ses qualités. Dimanche, une dernière «fête de campagne», sur fond de match de foot Suisse-Allemagne, a été organisée à la résidence de l'ambassadeur de Suisse Claude Wild, réunissant une centaine d'invités. Et lundi soir, Alain Berset, comme ses deux adversaires, a dû se prêter à de dernières auditions au Palais de l'Europe.

Celle du groupe des Socialistes, démocrates et verts (SOC), le plus puissant de l'Assemblée parlemen-

taire, n'était pas des plus simples. Car la candidature d'Alain Berset est venue quelque peu bousculer les plans du président du groupe, l'Allemand Frank Schwabe, qui avait convaincu Indrek Saar de se porter candidat et en a quasi fait le candidat officiel du groupe.

Candidature de dernier délai

Alain Berset s'est lancé dans la course après la désignation de l'Estonien, le 10 janvier, soit le dernier jour pour pouvoir briguer le poste de secrétaire général. Il ne pouvait pas le faire plus tôt, parce qu'il exerçait encore ses fonctions de président de la Confédération, et il a fallu attendre la première séance du Conseil fédéral de l'année pour que la décision soit prise et officiellement annoncée. C'est vers 17h40, le 10 janvier, que l'ambassadeur Claude Wild a pu déposer le dossier du candidat Berset à Strasbourg. Vingt petites minutes avant la fin du délai officiel.

Alain Berset était donc disputé au sein de sa propre famille politique et l'attitude de Frank Schwabe n'a pas manqué de susciter quelques grognements au sein de la délégation suisse. Le nombre de soutiens que le Fribourgeois a obtenus auprès du Parti populaire européen (PPE, 73 membres actifs), le deuxième plus grand groupe après le SOC (76 membres), a été déterminant.

Dans un communiqué, Cédric Wermuth, coprésident du Parti socialiste suisse, qui s'est déplacé à Strasbourg pour l'occasion, salue le fait que «l'une des figures de proue de la politique suisse dirigera l'une des institutions les plus importantes de l'unification européenne».

Alain Berset a désormais jusqu'au 18 septembre pour se préparer à entrer dans ses nouveaux habits de secrétaire général de l'organisation, pour un mandat de cinq ans. Son nouveau salaire (environ 245 000 euros), ne devra, cumulé avec la rente perçue comme ancien membre du gouvernement, pas dépasser l'équivalent du salaire annuel d'un conseiller fédéral en fonction, qui s'élève actuellement à un peu plus de 472 000 francs. ■

L'assassinat d'une escort girl revisité

GENÈVE La cour modifie en appel le scénario du crime, mais pas sa conclusion. Le prévenu était bien présent au moment où Marlène a rendu son dernier souffle. D'autres infractions sont également retenues et font grimper sa peine à 20 ans de prison

FATI MANSOUR
X @fatimansour

Il n'a pas réussi à convaincre les juges de l'appel. Même si le scénario retenu est un peu différent, la cour estime que Sonil est bien l'un des deux bourreaux de Marlène. Cette escort-girl tuée dans son appartement des beaux quartiers de Genève, une nuit de septembre 2019, et dont le corps avait été transporté dans une valise avant d'être brûlé au beau milieu d'une forêt de France voisine. La culpabilité pour assassinat par dol éventuel est donc confirmée, tout comme la très longue liste de méfaits à laquelle le verdict ajoute encore d'autres crimes et circonstances aggravantes. La peine privative de liberté de ce fils de notable vaudois, au casier judiciaire déjà chargé, passe ainsi de 19 à 20 ans. Et la mesure d'internement est maintenue pour protéger la société du risque de récidive présenté par l'intéressé.

Un échec total pour la défense et une demi-victoire pour l'accusation. Rap-

pelons que le quadragénaire contestait avoir été présent lors de l'asphyxie fatale, rejetait la faute de ce crime sur son jeune comparse (déjà condamné en France à 13 ans de prison pour cette affaire) et s'attribuait le rôle de simple facilitateur passif d'un brigandage ayant mal tourné. En résumé, le plan visait à maîtriser Marlène et non pas à la tuer. C'était donc un accident, et pas un assassinat, dans lequel il n'était pour rien puisqu'il attendait derrière la porte.

Scénario modifié

La version du prévenu, défendu par Mes Yoann Lambert et Guglielmo Palumbo, est également balayée en appel. Les juges imaginent toutefois plusieurs scénarios et écrivent une autre histoire que celle adoptée en première instance. Selon le verdict, résumé hier en audience publique, Sonil n'est pas entré en même temps que son comparse (dont la crédibilité est cette fois qualifiée de mauvaise) dans l'appartement. Il se trouvait derrière la porte et l'a ouverte en entendant les bruits d'une altercation. «A son arrivée, elle ne gisait pas au sol, mais elle était en train de se défendre.» Preuve qu'elle était bien vivante, l'utilisation d'un câble pour la maîtriser qui a été coupé avec le couteau. Aux yeux des juges, ce sont les actions des deux hommes qui

ont conduit à la mort. Ils ont donc agi en coactivité et par dol éventuel.

La défense n'était pas seule à faire appel. Le procureur Frédéric Scheidegger, toujours tenace, s'est aussi manifesté afin d'obtenir la peine privative de liberté à vie requise – sans succès – en première instance contre celui «qui avait fait souffrir sa victime au moins vingt-cinq minutes avant de l'attacher comme un animal». Il n'a pas été suivi sur ce point. Si les juges de l'appel ajoutent une année à la peine, c'est en raison des infractions supplémentaires retenues en relation avec la contrainte et la cruauté dont a fait preuve Sonil envers une autre prostituée et d'une première instigation à agresser Marlène. S'agissant de l'assassinat, la cour fait sienne la motivation du jugement initial et conclut que la perpétuité n'entre pas en ligne de compte dans cette affaire.

Au menu des petits changements, la cour n'a pas retenu la violation du principe de célérité en soulignant que l'enquête n'avait pas connu de temps mort et que sa durée était justifiée par les difficultés du dossier. Un recours au Tribunal fédéral est encore possible. Sonil, toujours aussi fâché contre les juges, n'a eu de cesse de commenter la lecture. Rappelé à l'ordre et au silence par la présidente, Alessandra Cambi Favre-Bulle, il s'est énervé encore plus fort. Un vrai dur. ■

JUSTICE

MAIS ENCORE

A Fribourg, deux fusions avalisées

Les députés fribourgeois ont avalisé hier à la quasi-unanimité des voix deux décrets qui sanctionnent des fusions de communes acceptées en votation populaire le 3 mars. Il s'agit des mariages de Grolley et Ponthaux ainsi qu'Ursy et Montet. Les fusions seront effectives au 1er janvier 2025. La première, en Sarine, portera le nom de Grolley-Ponthaux. La seconde, dans la Glâne, s'appellera Ursy uniquement. (ATS)

Les défenseurs de la biodiversité en campagne

VOTATION Le comité de l'initiative qui sera soumise au peuple le 22 septembre a rappelé ses arguments hier à Berne

ATS

La Suisse doit agir pour mieux protéger la biodiversité, la nature, la diversité des paysages et les beaux sites, même en dehors des zones protégées, estime le comité de l'initiative Biodiversité, qui a lancé sa campagne hier en vue de la votation du 22 septembre.

Pour lui, «en Suisse, la biodiversité va mal et notre source de vie est en danger. Près de la moitié des milieux naturels et plus d'un tiers de nos espèces animales et végétales sont menacés de disparition ou sont déjà éteints».

«Cela a de graves conséquences sur notre santé, sur l'économie et sur l'avenir de nos enfants et petits-enfants», a déclaré le directeur de Pro Natura, Urs Leugger. Mais il est encore possible d'inverser la tendance. Il a détaillé que, depuis 1900, 7600 km² de milieux naturels riches en espèces, tels

que les prairies sèches, les zones alluviales et les marais, ont disparu, soit l'équivalent des cantons du Jura et de Fribourg. Et de citer comme causes le drainage des zones humides et l'aménagement des cours d'eau, l'exploitation intensive, les néophytes envahissantes, un manque de moyens pour entretenir les zones protégées et le changement climatique.

Atout touristique

Le comité a souligné que les paysages sont également sous pression en raison du bétonnage, du mitage du territoire et de nouvelles constructions. Ce, alors qu'ils sont un atout touristique et qu'ils contribuent à l'attrait de la Suisse en tant que lieu de vie et place économique.

Le comité est composé de sept organisations principales, dont Pro Natura, Patrimoine suisse, la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage et BirdLife. Il est soutenu par plus de 60 organisations partenaires, 24 comités cantonaux et 164 groupements locaux. ■



Markus Mäder: «Aujourd'hui, certains parlent de rapprochement avec l'OTAN, mais ce terme n'est pas approprié.» (BERNE, 21 JUIN 2024/ULRIKE MEUTZNER POUR LE TEMPS)

«Il est nécessaire de plus collaborer avec l'UE sur le plan sécuritaire»

STRATÉGIE Le secrétaire d'Etat à la Politique de sécurité, Markus Mäder, voit «le verre à moitié plein» dans la conférence de paix du Bürgenstock, et souligne que les pays européens restent demandeurs d'armes suisses à réexporter en Ukraine

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
X @BoeglinP

Le nouveau Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité (Sepos) a entamé ses travaux dans un contexte pour le moins chargé, avec la guerre en Ukraine au premier plan. Entretien avec son directeur, Markus Mäder.

La Suisse ressort tout juste du sommet du Bürgenstock sur la paix en Ukraine, la plus grande conférence internationale qu'elle a organisée depuis longtemps. Quel bilan en tirez-vous? La conférence relevait avant tout de la politique internationale, mais notre Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité a apporté son soutien. Nos collègues du Département des affaires étrangères ont accompli un travail remarquable. Ce fut une réussite, sachant que l'on ne pouvait pas signer la paix au Bürgenstock, la Russie en étant absente. Mais les objectifs de la conférence ont été atteints. Nous avons choisi trois thèmes (sécurité nucléaire, sécurité alimentaire, dimension humanitaire avec prisonniers et enfants déportés) qui pouvaient rassembler. Nous avons également mis en place un dispositif efficace en cybersécurité et protégé la conférence des grosses perturbations. Le réseau suisse de sécurité, qui réunit notamment polices et armée, fonctionne bien, et c'est réjouissant.

L'effort de la Suisse a été salué. Mais les Etats BRICS présents et réputés proches de la Russie (Brésil, Inde, Afrique du Sud) n'ont pas signé le communiqué final. Cela ressemble à un échec... On peut voir le verre à moitié plein ou le verre à moitié vide. Je préfère voir le verre à moitié plein. Nous savions que certains pays étaient critiques sur certains passages, mais de nombreux pays ont paraphé le communiqué final, dont certains du Sud global. Le communiqué final est d'ailleurs ouvert aux Etats qui n'ont pas encore signé et qui souhaiteraient le faire.

Le Conseil fédéral veut se rapprocher de l'OTAN. N'est-ce pas la fin de la neutralité? Nous appliquons le droit de la neutralité. Et notre coopération avec l'OTAN n'est pas nouvelle, puisque nous participons au Partenariat pour la paix depuis environ trente ans. Nous désirons à présent approfondir cette relation, mais le cadre institutionnel, donc bien évidemment celui concernant la neutralité, demeure le même.

La neutralité interdit de faire partie d'une alliance militaire... Il n'est pas question d'adhérer à l'OTAN. Nous respectons les lignes rouges: ne pas s'impliquer dans un conflit international,

ne pas fournir de soutien militaire et ne pas mettre notre territoire à disposition d'un belligérant ou d'un camp. Aujourd'hui, certains parlent de rapprochement avec l'OTAN, mais ce terme n'est pas approprié, car nous ne faisons que chercher à développer la collaboration existante pour renforcer nos capacités de défense.

L'OTAN, cela veut aussi dire acheter beaucoup de matériel militaire américain. Or, les Etats-Unis ne nous livreront pas en temps voulu les missiles PAC3 du système de défense sol-air Patriot: ils donnent la priorité à l'Ukraine... Cette question et celle de l'OTAN n'ont rien à voir, car il s'agit ici d'un achat bilatéral. L'Ukraine a la priorité, et tous les autres pays doivent patienter pour leurs commandes de matériel américain, les partenaires de l'OTAN y compris, comme l'Espagne et la Bulgarie. En outre, n'oublions pas que le paquet commandé à l'origine, avec le système Patriot et les missiles PAC2, ne souffre, lui, pas de retard.

«Il est dans notre intérêt de maintenir les marchés d'exportation pour conserver une industrie d'armement compétitive»

Doit-on se préparer à une série de retards, touchant aussi d'autres équipements américains que nous avons choisis, par exemple l'avion de chasse F-35A? La situation va rester volatile en raison de la guerre. Mais, à mon avis, ce sont surtout les armes destinées à la défense sol-air qui sont concernées, car ce sont celles dont l'Ukraine a le plus besoin.

Au-delà de l'OTAN, y a-t-il aussi une nécessité stratégique à développer la coopération avec l'Union européenne en matière de défense et de sécurité? Je pense que oui. L'UE n'offre néanmoins pas les mêmes possibilités de participation que l'OTAN pour les Etats tiers comme nous. Mais nous suivons la situation de près, l'European Defence Agency notamment, et cherchons à rejoindre des projets susceptibles de nous apporter de la valeur ajoutée.

En parlant d'industrie de la défense, les entreprises suisses déplorent les réglementations. Elles craignent de perdre des clients. Le projet d'une commission parlementaire d'autoriser les réexportations d'armes suisses en Ukraine est-il le bienvenu? Il est dans notre intérêt de maintenir les marchés d'exportation pour conserver une industrie d'armement compétitive. Au final, il y a de l'équipement de notre propre armée. En

cela, lever nos restrictions montrerait à nos partenaires que nous ne proposons pas que des restrictions, mais aussi des possibilités.

Quel est le climat de discussion aujourd'hui avec les Etats occidentaux? Beaucoup étaient mécontents au début de la guerre en raison de nos refus de réexporter des armes suisses en Ukraine... De nombreux pays comprennent notre histoire et nos conditions. La Suisse n'est pas la seule en Europe à n'avoir pas envoyé d'armes. Nous devons nous concentrer sur ce qui est dans le cadre de nos capacités: aide humanitaire, déminage et reconstruction de l'Ukraine, conférences internationales. Cela dit, les attentes pour la réexportation d'armes suisses ne disparaissent pas. On attend que la Suisse contribue à la sécurité européenne, et la question nous est posée régulièrement.

Vous avez trois divisions: concevoir la stratégie et la coopération en matière de sécurité, gérer la sécurité de l'information et effectuer les contrôles de sécurité de personnes. Cela semble très hétéroclite. Y a-t-il une cohérence? Oui, bien sûr. La sécurité de l'information et la sécurité des personnes vont de pair. Les responsables doivent être conscients des risques sécuritaires liés à leur fonction. Les informations partagées par ces personnes doivent être sûres. A l'ère de l'information et de la numérisation, la sécurité de l'information revêt une importance stratégique et constitue une condition préalable à une politique de sécurité efficace. Si nous détectons des défis, nous pouvons alerter rapidement les politiques. ■

Beaucoup doutent de l'utilité du Sepos, dont la mission semble se recouper avec celles des Relations internationales de la défense et de la division Sécurité internationale du Département fédéral des affaires étrangères... Je vois un avantage à cette situation: nous devons tous collaborer, et jusqu'ici tout se passe très bien. La politique extérieure et la politique de sécurité vont de pair. Les enjeux géopolitiques et sécuritaires sont tellement complexes et volatils que nous devons travailler ensemble.

Vous avez trois divisions: concevoir la stratégie et la coopération en matière de sécurité, gérer la sécurité de l'information et effectuer les contrôles de sécurité de personnes. Cela semble très hétéroclite. Y a-t-il une cohérence? Oui, bien sûr. La sécurité de l'information et la sécurité des personnes vont de pair. Les responsables doivent être conscients des risques sécuritaires liés à leur fonction. Les informations partagées par ces personnes doivent être sûres. A l'ère de l'information et de la numérisation, la sécurité de l'information revêt une importance stratégique et constitue une condition préalable à une politique de sécurité efficace. Si nous détectons des défis, nous pouvons alerter rapidement les politiques. ■

Albert Rösti appelle à préférer le train

MOBILITÉ Après la fermeture de l'A13, le conseiller fédéral veut gérer au mieux le trafic des voyageurs cet été, notamment grâce à des liaisons ferroviaires supplémentaires

ATS

Le conseiller fédéral Albert Rösti et le chef de l'Office fédéral des routes (OFROU), Jürg Röthlisberger, ont donné des informations sur la suite des opérations lors d'une conférence de presse hier à Berne, après que la rivière Moesa a emporté partiellement l'autoroute A13 vendredi soir près de Lostallo (GR), dans le val Mesolcina.

On estime actuellement qu'il faudra environ une semaine pour remettre la rivière Moesa dans son lit. Ce n'est qu'ensuite que la réparation des chaussées proprement dite pourra commencer.

Selon Jürg Röthlisberger, les travaux de remblayage devraient permettre de recréer une voie de circulation par sens en juillet. Grâce aux travaux de construction du tunnel du Gothard, il y a suffisamment de matériel à disposition, a-t-il précisé. Albert Rösti a toutefois nuancé ses propos en précisant qu'il ne pouvait pas s'engager sur un calendrier fixe. De nouveaux orages sont en effet possibles.

Les CFF ont promis d'offrir des liaisons nord-sud supplémentaires le week-end, a-t-il ajouté, et il y aura également plus de capacités dans le trafic marchandises. Chacun peut apporter sa

contribution en optant pour les transports publics, a souligné le ministre. Ce dernier a également annoncé que les fermetures nocturnes du tunnel routier du Gothard étaient supprimées avec effet immédiat. Le Bernois a rejeté une levée de l'interdiction de circuler le dimanche et la nuit pour les camions: «Sinon, nous attacherions littéralement le trafic». L'OFROU examine toutefois une levée de cette interdiction à certaines heures.

Fermetures maintenues

Le chef du DETEC a aussi cité la gestion du trafic comme une mesure importante. Dès samedi, les annonces à ce sujet ont été adaptées de manière que le trafic soit rapidement dévié à grande échelle, notamment via l'A2, mais aussi via le Simplon et le Grand-Saint-Bernard. Le ministre UDC a ajouté qu'il était en outre en contact avec ses homologues à l'étranger afin que la Suisse soit autant que possible contournée.

Les fermetures des entrées d'autoroute sur l'A2 dans le canton d'Uri aux heures de grand trafic sont maintenues, afin d'éviter que les voyageurs en direction du sud ne se rabattent sur la route cantonale et n'empruntent l'autoroute qu'à Amsteg ou Göschenen (UR).

Le canton d'Uri devra absorber une partie du trafic supplémentaire, a précisé Albert Rösti, «mais nous voulons nous assurer que les villages puissent continuer à être empruntés par le trafic indigène». ■

EN BREF

Des dommages plus importants que prévu sur la ligne de Zermatt

Les intempéries ont causé des dégâts plus importants que prévu sur la ligne ferroviaire du Matterhorn-Gotthard-Bahn en Valais, entre Täsch et Zermatt. L'exploitation du chemin de fer ne pourra vraisemblablement pas reprendre avant plusieurs semaines. Après la baisse du niveau de la Vispa, des dégâts ont été constatés à d'autres endroits, a indiqué hier le Matterhorn-Gotthard-Bahn (MGBahn). Les dommages concernent notamment le tronçon Kalpetran-Herbruggen. Le tronçon Viège-Täsch restera donc fermé au trafic ferroviaire jusqu'à nouvel ordre. Le remplacement du train par le bus sera maintenu en conséquence. Zermatt reste accessible par voie terrestre grâce au train-navette au départ de Täsch. ATS

Deux personnes toujours recherchées dans les Grisons

Les recherches se poursuivaient hier dans le val Mesolcina (GR) pour retrouver les deux personnes portées disparues après les intempéries de vendredi soir. Elles se concentrent sur la localité de Sorte (GR) et le long de la rivière Moesa. Entre 15 et 25 personnes continuent de chercher les deux disparus, qui se trouvaient probablement dans l'une des trois maisons détruites vendredi par un glissement de terrain à Sorte. Les recherches se poursuivront probablement jusqu'à vendredi. Les sauveteurs se sont concentrés sur les masses d'éboulis dans le village et le long de la rivière. Quatre personnes avaient été portées disparues dans un premier temps. Samedi matin, les forces d'intervention ont pu sauver une septuagénaire des décombres et l'emmener à l'hôpital. Dimanche, une personne a été retrouvée morte dans la rivière. ATS

PUBLICITE

Me Brigitte FAHRNI CHIUSANO
et Me Albert-Edouard FAHRNI
Notaires

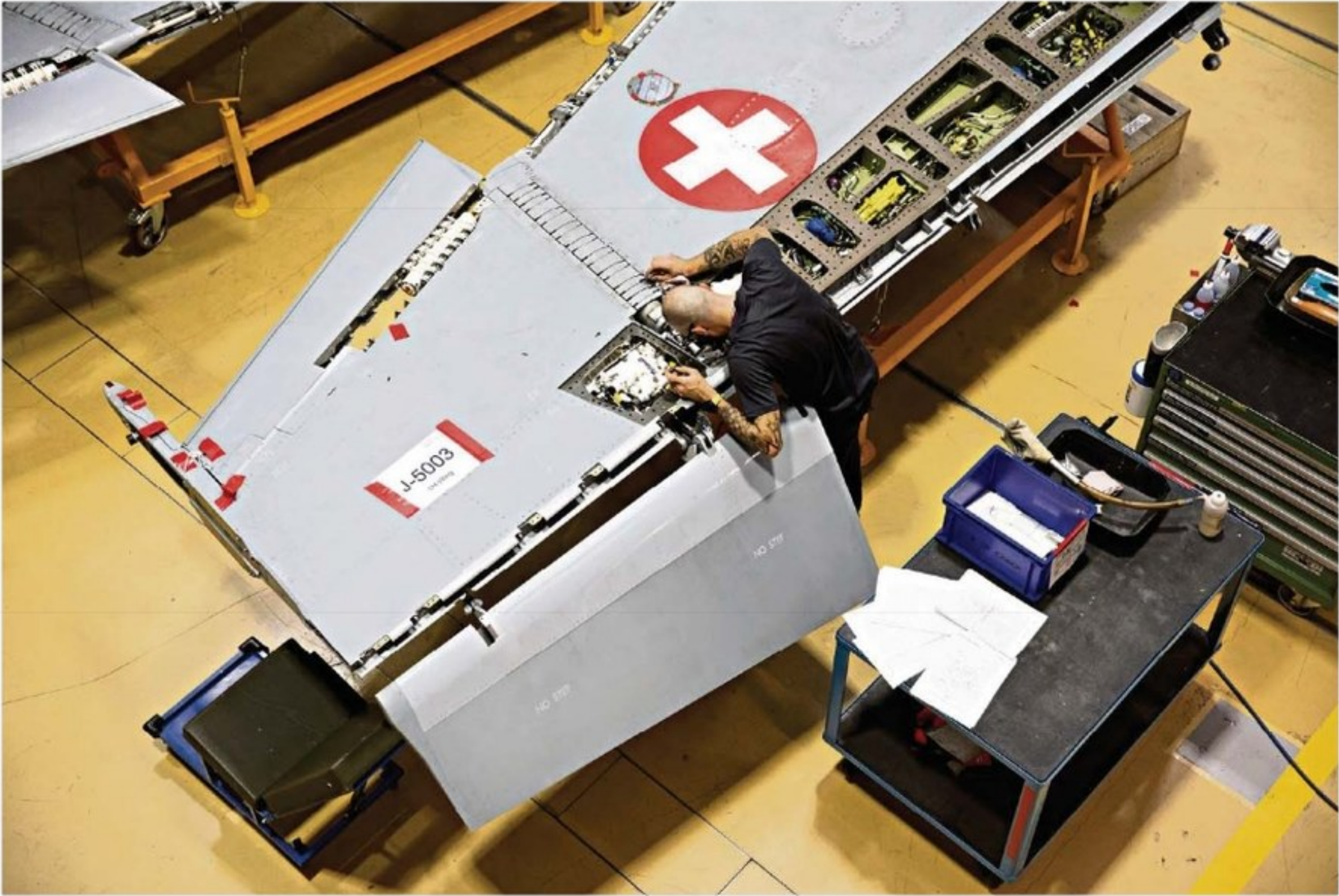
ont le plaisir de vous annoncer qu'ils se sont associés
pour la pratique du notariat avec

Me Constance CHAUDET
Notaire

Rue du Simplon 45
1800 Vevey

Tél. 021 921 31 61
www.vevynot.ch

Le geste de Ruag pour les Romands sera-t-il suffisant?



Travaux de maintenance sur un F/A-18 des Forces aériennes suisses. (EMMEN, 22 OCTOBRE 2019/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

F-35 Mandatée pour monter quatre avions de combat, l'entreprise fédérale veut recruter 40 personnes en Suisse romande. A une condition: il faut aller se former au préalable à Emmen, dans le canton de Lucerne, pendant deux ans

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
✉ @BoeglinP

Bien que certains spéculent déjà sur des retards de livraison, le processus d'acquisition des avions de chasse F-35A va de l'avant. Comme annoncé hier, Ruag assemblera quatre appareils de la flotte de 36 exemplaires commandée par l'armée suisse pour quelque 6 milliards de francs. Baptisé «Rigi», le projet vaut 500 millions. Il s'inscrit dans le cadre des affaires compensatoires, qui obligent le fabricant américain Lockheed Martin à attribuer des contreparties industrielles aux entreprises helvétiques. Fixé par le parlement à près de 3 milliards, le montant total est censé se répartir à raison de 65% en Suisse alémanique, 30% en Suisse romande et 5% en Suisse italienne.

Environ 1,5 milliard de compensations

Et c'est bien sur la question de la distribution régionale que les esprits s'échauffent. La Suisse latine craint de voir les contrats lui filer sous le nez. Des parlementaires francophones ont déjà manifesté leur mauvaise humeur. Jusqu'ici, selon l'Office fédéral de l'armement (Armasuisse), Lockheed Martin a octroyé environ 1,5 milliard de

compensations, dont plus de 90% dans l'aire germanophone.

Il n'en ira pas autrement du projet «Rigi», puisqu'il est implanté à Emmen, dans le canton de Lucerne. Même si Ruag et Armasuisse font des gestes en faveur des Romands: l'entreprise fédérale promet de créer de la valeur et d'investir en Suisse romande pour 100 millions jusqu'en 2034; elle s'est aussi engagée vis-à-vis d'Armasuisse à recruter 40 personnes à l'ouest de la Sarine sur un effectif d'environ 100 personnes dédiées au projet.

«Nous souhaitons davantage de discussions en vue de mesures de rééquilibrage»

CHRISTELLE LUISIER, PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

Mais cela n'évacue pas toutes les questions. Les candidats francophones trouveront-ils l'opportunité attrayante? A entendre Nicolas Perrin, président du conseil d'administration de Ruag, ils devront d'abord «accomplir deux ans de formation sur notre site d'Emmen, dans le canton de Lucerne, pour maîtriser la maintenance des F-35A, avant de revenir travailler à Payerne (VD)», lorsque la flotte sera en service. L'intérêt de l'offre

réside, à ses yeux, dans «la possibilité d'apprendre la technologie d'un avion de combat de la 5^e génération».

Au moment de réagir, Christelle Luisier (PLR), présidente du Conseil d'Etat du canton de Vaud, apprécie «un signal positif, pour l'économie suisse et pour Ruag, qui pourra acquérir des compétences techniques importantes pour le F-35. Je salue les 40 emplois annoncés en faveur de la Suisse romande et du site de Payerne».

Demande d'«éclaircissements»

Mais l'ancienne syndique de Payerne ne veut pas s'arrêter là. «La discussion doit se poursuivre, et les autorités fédérales doivent encore éclaircir certains points. Ces 40 emplois seront d'abord implantés à Emmen: pourront-ils vraiment être rapatriés à Payerne? La plus-value pour la Suisse romande ne sera pas réelle s'ils se trouvent en Suisse alémanique. En outre, Payerne subit toujours plus de nuisances sonores qu'Emmen. Nous souhaitons donc davantage de discussions en vue de mesures de rééquilibrage via des emplois et des investissements supplémentaires, par exemple en collaborant sur des domaines d'excellence de hautes écoles.»

Le travail de lobbying des politiques romands, et surtout valdo-fribourgeois, a eu un certain effet. Le président de Ruag, Nicolas Perrin, dit songer à approfondir la collaboration à l'avenir avec l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Plus généralement, «nous pensons à créer des places supplémentaires de travail en Suisse romande».

COMMENTAIRE

L'économie romande doit encore se faire du souci

Les compensations industrielles des avions de chasse F-35A donnent le tournis: 3 milliards de mandats en tout, dont environ 1 milliard pour la seule économie romande. La théorie est prometteuse. La pratique donne – pour l'instant – des signaux bien différents. La moitié du gâteau a déjà trouvé preneur, et la Suisse alémanique se taille la part du lion, avec plus de 90% des affaires. On peine à imaginer le constructeur américain Lockheed Martin, dont la réputation en termes de contreparties industrielles n'est pas la meilleure, disséminer maintenant l'autre moitié de la somme principalement aux entreprises romandes et italo-phones. Peut-être nous fera-t-il mentir – on le souhaite.

Certes, Ruag va s'efforcer de consacrer aux Romands 40 emplois sur 100

pour le montage de quatre avions. Mais son offre sera-t-elle réellement attrayante pour les candidats, sachant qu'elle commence par deux ans de formation à Emmen, dans le canton de Lucerne? A voir. A sa décharge, l'entreprise fédérale ne peut pas garantir à elle seule la répartition régionale des compensations industrielles. La responsabilité incombe à Armasuisse et Lockheed Martin.

D'ores et déjà, l'épisode est riche en leçons. Car les acquisitions de matériel militaire vont s'amplifier, sous l'effet de la forte hausse du budget de l'armée décidée à la suite de l'invasion de la Russie en Ukraine.

Les affaires compensatoires – *offset* dans le jargon – revêtent une telle importance que leur préparation

gagnerait à être retravaillée. Elles permettent, entre autres, de transférer des savoirs aux entreprises suisses et de créer des emplois.

Des pistes d'amélioration existent. Autorités fédérales et industrie pourraient par exemple planifier en amont les compétences techniques qu'elles cherchent à acquérir auprès du fabricant étranger – comme le demandent des acteurs économiques. De même, le Département fédéral de la défense aurait tout intérêt à prévoir des amendes pour les vendeurs d'armes en cas de non-respect des conditions fixées. Car, pour ce qui concerne les F-35A, Lockheed Martin ne risque aucune pénalité financière s'il néglige la répartition régionale des *offset*. Durcir le ton n'aurait donc rien de déplacé.

Les activistes du Bois de Ballens sont soutenus

OCCUPATION En s'installant dans la région du pied du Jura pour dénoncer un projet de gravière XXL, le mouvement «Grondement des terres» a suscité l'inquiétude

RAPHAËL JOTTERAND
✉ @Raph_jott

Sous les premiers grondements de l'orage, à 18h, la trentaine de militants qui occupent illégalement trois parcelles du Bois de Ballens entonne quelques chants en guise de victoire. Non, le projet de gravière prévu sous leurs pieds n'a pas été abandonné, mais l'ordre d'évacuation prononcé par le préfet de Morges n'est pour l'heure pas exécuté. «Je ne peux pas vous donner d'informations précises à ce sujet, si ce n'est que, dès maintenant, la police a l'autorisation de déloger les activistes», répond le préfet du district, Boris Cuanoud.

De leur côté, les forces de l'ordre ajoutent que «les personnes qui ne seront pas parties avant 18h se trouvent en infraction et peuvent être dénoncées à la police.» Ces menaces ne semblent guère effrayer les militants du Bois de Ballens qui, depuis dix jours, ne quittent plus la forêt, quitte à camper en hauteur dans les arbres ou à dormir dans des tentes.

Des ressources hautement convoitées

Personne n'avait vu venir cette forme de nouvelle zone à défendre (ZAD) se dresser dans le Bois de Ballens. Pourtant, les enjeux sont gigantesques pour cette commune de 576 habitants qui s'étend sur 838 hectares, dont 466 de surface forestière. A quelques pas du terrain de foot, une mine d'or. Ou plutôt un gisement de gravier – le plus important du canton – que s'arrachent les géants du ciment que sont Holcim et Orlati. Les deux concurrents sont actuellement en procédure pour savoir qui aura le droit d'exploiter cette forêt, estimée à 1 milliard de francs par le média Heidi.news.

Dans les communes du pied du Jura, les gravières poussent presque aussi vite que les maisons. «C'est normal, nous explique un élu local préférant rester anonyme. Il suffit de montrer à la population et au Conseil communal les revenus potentiels d'un tel projet. Tout le monde finit par en comprendre la nécessité. Mais je crois que très peu de monde avait réalisé ce qui allait se passer. En s'installant dans le Bois de Ballens, «Grondement des terres» a déclenché une bombe.»

«En s'installant dans le bois, «Grondement des terres» a déclenché une bombe»

UN ELU LOCAL

Mais pour beaucoup d'habitants, l'alerte des jeunes activistes a fait office de déclencheur. Une quinzaine de citoyens ont mis sur pied l'association «Pour la Sauvegarde des Bois de Ballens et environs». «Ce qui est en train de se passer est une aubaine, déclare Françoise Malherbe, coprésidente de cette nouvelle entité. Leur action nous pousse à nous réveiller et elle nous a permis, une bonne fois pour toutes, de réaliser que nous vivons un drame».

Manque de clarté

«Tout s'est fait dans le secret, sans que les habitants soient mis au courant du projet et surtout de son ampleur, poursuit Cédric Gendre, l'autre coprésident. Holcim et Orlati ont acheté les parcelles et les droits qui vont avec pour exploiter ces gisements sans que le Conseil communal soit concerté ou que la population puisse se prononcer sur cette gravière. C'est presque trop tard mais nous n'allons pas baisser les bras. C'est désormais à nous de prendre le relais de ces jeunes militants.»

Depuis dix jours, l'action se déroule dans le calme. «Nous sommes loin des «allumés» qu'on peut décrire par moments, analyse un père de famille, sympathisant. L'ampleur du projet est surdimensionnée et imaginer toute cette biodiversité disparaître sous nos yeux, c'est dramatique.» A côté de lui, une femme qui habite Ballens espère «sincèrement» que des solutions seront trouvées. «J'avais déjà entendu parler du projet mais je dois admettre que je ne connaissais pas les enjeux. Quand j'ai appris que la forêt dans laquelle on vient faire du vélo en famille ou cueillir des champignons allait être détruite, je n'ai pas dormi pendant vingt-quatre heures.»

«Je me suis mis à leur disposition afin d'entendre leurs revendications»

VASSILIS VENIZELOS, MINISTRE CHARGÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Contrairement à la ZAD du Mormont, peu de voix se sont élevées contre cette occupation. «Certes, ce combat est local, mais à travers cette occupation nous dénonçons aussi une politique cantonale plus large, raconte un campeur. Désormais, l'idée est de continuer notre mouvement mais à voir comment? Nous avons toujours dit que nous respecterons l'ordre d'expulsion. Nous allons le faire, simplement les délais imposés par le préfet ne sont pas tenables car nous tenons à rendre les lieux proprement.»

Un ministre sous pression

Si les activistes se sont félicités des liens tissés avec la population locale, ils ont dénoncé l'inaction du ministre chargé de l'Environnement, Vassilis Venizelos. Celui-ci s'est défendu dans les colonnes du *Journal de Morges*, indiquant s'être mis à leur «disposition pour les rencontrer afin d'entendre leurs revendications et leur présenter la stratégie cantonale en matière d'économie circulaire des matériaux et de planification des carrières.» Par ailleurs, le conseiller d'Etat a affirmé que même s'il ne partageait pas «les modes d'action» de ce mouvement, il trouvait que cette occupation posait «des questions légitimes sur la finitude des ressources naturelles.»

De son côté, Christian Croisier, syndic de Ballens, jongle comme il le peut avec ce dossier. «Ce n'est pas évident car 80% de mon mandat est actuellement centré sur cette affaire. Nous avons déposé plainte car le camping sauvage est illégal et c'est notre rôle d'agir.» Toutefois, l'édile admet que cette occupation «fait réfléchir les autorités locales» qui n'ont que très peu d'impact sur la gestion des gravières. La mise à l'enquête publique est prévue pour fin 2025 et l'ouverture de la gravière pourrait se faire entre 2027 et 2030.

BORIS BUSSLINGER, ZÜRICH

X @BorisBusslinger

Anna Rosenwasser apparaît dans la lumière, salue la salle d'un sourire radieux et procède à la distribution d'écriteaux en carton frappé de l'inscription «*Hässig*» – mot pouvant être traduit par «en colère». «Pour les montrer pendant que je parle, à l'église le dimanche ou aux fêtes de famille», dit-elle à l'assemblée, qui s'esclaffe en levant la main pour recevoir un panneau. Nous sommes au Comedyhaus, théâtre zurichois d'environ 200 places. Et l'endroit est plein comme un œuf ce mercredi soir. Tous les deux mois, Anna Rosenwasser y convie ses ouailles pour une représentation de *Hässig am Mittwoch* («en colère le mercredi»): une discussion avec une personnalité choisie sur «ce qui nous rend furieux». Un rendez-vous plutôt renommé parmi les connaisseurs qui peuplent la salle. L'invitée du jour est Sofia Rohrer, coprésidente des Jeunes socialistes de la commune de Zurich et personne trans.

Au «royaume des hommes cis»

Face à un public d'initiés, celle-ci aborde la transidentité, son acceptation dans la société (ou au sein du PS), la place des personnes trans lors d'événements ne réunissant que des femmes, la problématique de la diabolisation par certaines féministes des organes sexuels masculins vis-à-vis des personnes trans... Mais aussi, de bons plans en ville pour la communauté, de ressources en ligne pour s'informer, de véganisme. Comme un poisson dans l'eau, Anna Rosenwasser rebondit avec habileté sur les remarques d'une membre du public se définissant comme non-binaire agenrée, qui s'est sentie inconfortable pendant le débat. La modératrice zurichoise est dans sa zone de confort, parmi les siens. Une bulle qu'elle a récemment quittée pour s'aventurer au «royaume des hommes cis», comme elle n'hésite pas à qualifier son nouveau lieu de travail: le parlement fédéral. Un endroit qu'elle a grandement hésité à rejoindre, même une fois élue. Malgré une envergure politique évidente.

Changement de décor. Anna Rosenwasser pianote sur son ordinateur, dans la salle des pas perdus du Palais fédéral, à Berne. Carotte en main, la socialiste jette un coup d'œil sur les nuages qui s'amoncellent dans le ciel d'un mois de mai particulièrement humide. Et démarre le récit de sa vie avec enthousiasme. Née en 1990, elle grandit à Flurlingen, bourgade collée à Schaffhouse située à l'extrême nord du canton de Zurich. Son père est informaticien, sa mère travaille dans les soins et la restauration, elle a trois frères et, dès la petite enfance, une ambition fixe: devenir écrivaine.

Des fins de mois difficiles

«En primaire, on m'a dit que ce n'était pas possible, mais que je pouvais devenir journaliste», dit-



«Pour le moment, je suis en phase d'apprentissage, je n'ai rien à prouver, je viens d'arriver [au parlement fédéral]», indique Anna Rosenwasser. (BERNE, 6 JUIN 2024 / ULRIKE MEUTZNER POUR LE TEMPS)

Anna Rosenwasser, icône queer devenue parlementaire fédérale

GENRES Influenceuse, écrivaine, activiste ou encore journaliste, la Zurichoise est aussi devenue conseillère nationale socialiste en octobre. Un poste dont elle n'était pas sûre de vouloir et auquel elle se fait encore

elle. Ce sera donc journaliste, une profession qu'elle étudie pendant quatre ans à Winterthour. Avant de rempiler pour la même période en sciences politiques. Elle n'attend toutefois pas de décrocher un diplôme pour prendre la plume dans les médias locaux, où elle apparaît dès l'âge de 17 ans. Notamment au sein du *Schaffhauser Nachrichten*, qu'elle quittera d'une ultime opinion cinglante en 2018, à la suite de la parution d'une caricature particulièrement polémique dévoilant le numéro de téléphone privé de la politicienne socialiste Tamara Funicello (qui deviendra conseillère nationale bernoise l'année d'après).

A cette époque, les fins de mois sont difficiles. «J'ai souvent placé ma carte sur la machine en me demandant si elle allait être refusée, se rappelle Anna Rosenwasser. A la fin du mois, je prenais tout ce qu'il y avait de meilleur marché pour me nourrir.»

A côté du journalisme, qu'elle pratique encore aujourd'hui par l'intermédiaire d'une colonne dans *Republik*, la Zurichoise en couple depuis sept ans avec une femme (elle se considère toutefois bisexuelle) intègre la Milchjugend,

plus grande organisation de jeunesse pour les «lesbiennes, gays, bis, trans, inter et asexuels et pour tous ceux qui se trouvent entre les deux et en dehors». Et s'y sent bien. «On y discutait d'identité de genre, d'orientation sexuelle, de diversité, d'acceptation, de discrimination et de solutions politiques, dit-elle. J'avais l'impression qu'après avoir essayé beaucoup de groupes différents, celui-ci me convenait.» La question qui taraude tout militant se pose alors: faut-il intégrer un parti ou politiser hors du système? Malgré un débat intérieur «toujours en cours», dit-elle, elle s'oriente vers la première solution et s'affilie aux Jeunes socialistes. Elle a 25 ans.

Outsider assumée, la politicienne avoue «ne pas être allée très souvent aux assemblées générales et à ce genre de choses». On peut cependant compter sur elle pour les ateliers et les débats en petit comité. «Je suis extrêmement sociable, dit-elle. J'adore être entourée de gens, raison pour laquelle je me sens très bien en ce moment». Entre 2017 et 2021, elle préside l'Organisation suisse des lesbiennes (LOS) et

cofonde un centre de rencontre pour jeunes queers à Schaffhouse. Puis, en 2023, son rêve d'enfance se réalise: elle publie son premier livre. *Le Rosa Buch* («livre rose»). Un recueil d'anecdotes rédigées entre 2019 et 2022 sur la sexualité, la féminité, le patriarcat, les toilettes non genrées, le dialogue intergénérationnel, la famille arc-en-ciel, le vécu des homosexuels à

«Au parlement, mon défi est de surmonter la honte de ne rien savoir»

ANNA ROSENWASSER

la campagne et autres réflexions sur sa judéité, que la politicienne «athée» ne pratique pas mais qui, dit-elle, fait «partie de son identité». L'ouvrage connaît un certain succès en Suisse allemande, où il a été réédité trois fois.

Caractéristique devenue incontournable dans le carquois d'une personnalité publique moderne

– qui demeure toutefois rare en Suisse – Anna Rosenwasser développe également une importante présence en ligne. Notamment sur Instagram où, avec plus de 43 000 followers, elle écrase sans compétition l'ensemble des politiciens du pays. Une célébrité numérique qui a vraisemblablement contribué à son élection le 22 octobre dernier (avec plus de 92 000 voix), que la socialiste décroche en remontant du vingtième au huitième rang de sa liste. Une «surprise totale» pour la politicienne jamais élue auparavant, qui annonce tout d'abord vouloir «réfléchir»... Ce qui suscite une polémique immédiate, accompagnée d'une déferlante de messages haineux. Rien de particulièrement nouveau pour la socialiste, dont les boîtes mails débordent de missives hargneuses. «Pour me protéger, je me débranche parfois complètement des réseaux sociaux pendant quelques jours», dit-elle. Avec humour, la Zurichoise aime affubler ses critiques des prénoms «Roland» et «Monika», archétypes imaginaires des «bons Suisses qui vous expliquent que vous finirez en enfer».

La proximité d'Anna Rosenwasser avec son public fait cependant partie de son ADN, reconnaît-elle. Et elle essaie d'en tirer le meilleur parti. «Au parlement, mon défi journalier est de surmonter la honte de savoir aussi peu de choses, souligne-t-elle. Pour le moment je suis en phase d'apprentissage, je n'ai rien à prouver, je viens d'arriver. Je considère donc que mon principal mandat est celui de mobiliser, d'informer, de donner à voir ce qu'il se passe ici depuis l'intérieur afin d'inspirer d'autres gens comme moi à rejoindre la politique.» Une mission qu'elle assume en ligne

comme sur le terrain, puisque la parlementaire organise désormais ses propres visites du Palais fédéral. Avec le ton qui la caractérise: «Je suis critique, c'est clair, assume-t-elle. Je relève qu'un quart de la population résidente n'a pas le droit de vote, que le fonctionnement du conseil des Etats est à mon avis peu démocratique. Je ne suis pas là pour montrer béatement le bâtiment mais pour donner un regard objectif sur nos institutions, qui sont loin d'être parfaites.»

«Intéressée par les responsabilités»

Enregistrée comme «indépendante» sur le site du parlement fédéral, la Zurichoise a l'habitude de se démultiplier. Et ce n'est pas son nouveau statut de conseillère nationale qui a assoupli son emploi du temps: «Ces prochaines semaines, pendant et après la session fédérale, j'ai des lectures publiques de prévisions, des présentations, des workshops, des prises de parole à la Gay Pride de Zurich. Et à celle de Coire. Et je prépare un deuxième livre.» Déterminée, l'hyperactive dit ne pas chercher la gloire mais être «intéressée par les responsabilités». Qu'elle endosse avec beaucoup de sérieux, aux côtés d'une hygiène alimentaire végane, sans fumée ni alcool, parsemée de beaucoup d'exercice physique.

Au Palais fédéral, ses collègues d'hémicycle décrivent une personne «réservée»... Toutefois, sur la scène du Comedyhaus, la Zurichoise en confiance fait feu de tout bois. «Vous savez qu'il y a davantage de Thomas que de politiciens queers au parlement?» lance-t-elle. Et la salle de lever à l'unisson les panneaux distribués plus tôt pour crier avec Anna Rosenwasser: «*HÄSSIG!*» ■

DROITS

Le chemin de la criminalisation de l'homophobie

Septembre 2018. Le Conseil national adopte l'initiative de Mathias Reynard (PS/VS) visant à criminaliser l'incitation à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur orientation sexuelle, en plus de leur appartenance «raciale, ethnique ou religieuse».

Novembre 2018. C'est au tour du Conseil des Etats de soutenir l'initiative parlementaire. Le critère «d'identité de genre», qui vise à protéger

les transgenres et les personnes intersexuées, est en revanche rejeté par les sénateurs.

Avril 2019. L'Union démocratique fédérale (UDF) dépose le référendum «Non à la censure», afin de défendre «le droit d'exprimer des opinions qui ne plaisent pas à tout le monde».

Février 2020. L'article pénalisant les actes homophobes est largement accepté par les Suisses, à 63,1% des votants. ■ NINA SCHRETR

10 Carnet du jour

DEUIL



Le Maire, les Adjoints et le Conseil municipal de la Commune de Vandœuvres

ont la tristesse de vous faire part du décès de

MADAME MARIE-CLAIRE RICOU
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE 1987 À 1999

Ils adressent leur plus profonde sympathie à sa famille.

Pour les obsèques, se référer à l'avis de famille.

Galia TURRETTINI
Présidente du Conseil municipal

Laurence MISEREZ
Maire

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE

Genève – 11 h: M^{me} Vreneli Moser; temple de la Madeleine, rue de la Madeleine 15
Genève – 11 h: M^{me} Marianne Wood; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges
Genève – 14 h 15: M. Lucien Cart; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges
Genève – 15 h 45: M^{me} Concepcion Ponte; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges
Onex – 14 h: M^{me} Maria Vaccaro-Perrotta; église Saint-Martin

LAUSANNE

– 11 h: M^{me} Hélène De Rocquigny Du Fayel; église Saint-Etienne, La Sallaz
– 13 h 30: M^{me} Daisy Renaudin; église Saint-Jean de Cour
– 14 h: M^{me} Antoinette Duvoisin-Mottaz; église évangélique de Villard
– 15 h: M^{me} Marie-Laure Junod; église Saint-Etienne, La Sallaz

VAUD

Bremblens – 10 h 30: M^{me} Marie-

Annette Reymond; temple
Cully – 15 h: M. Charly Cuénoud; temple
Echallens – 14 h: M^{me} Françoise Berner; église catholique Saint-Jean
Lutry – 14 h 30: M^{me} Micheline Pilet; temple
Montricher – 14 h: M^{me} Denise Amez-Droz-Rossier; temple
Morges – 14 h: M^{me} Edith Bovy; chapelle de Beausobre
Moudon – 14 h 30: M^{me} Germaine Brügger-Mauron; église catholique
Nyon – 15 h: M^{me} Liliane Mäder-Sauthier; église catholique Notre Dame de l'Immaculée Conception
Nyon – 15 h: M. Evangelos Tsingos; centre funéraire régional
Orbe – 13 h 30: M^{me} Anne-Lise Kündig-Nicole; temple

FRIBOURG

Belfaux – 14 h: M. Jean Pache; église Saint-Etienne
Bonnefontaine – 14 h 30: M^{me} Esther Savary-Bertschy; église
Gruyères – 14 h 30: M. Joseph Geinoz;

église
Môtier (Vully) – 14 h: M^{me} Odette Guillo-d-Vacheron; église
Riaz – 14 h 30: M^{me} Berthe Dietrich-Monney; église
JURA BERNOIS
Nods – 14 h: M. Roland Botteron; temple
NEUCHÂTEL
Bevaix – 14 h: M^{me} Béatrice Miéville; temple
La Chaux-de-Fonds – 14 h: M. Anthony Edgar Dreyfuss; cimetière israélite des Eplatures
Neuchâtel – 11 h: M. Jean-Robert Gutmann; centre funéraire de Beauregard
VALAIS
Collombey – 10 h: M. Michaël Bianchi; église
Montagnier – 15 h: M^{me} Marie-Claire Gabbud; chapelle de la Providence
Sion – 16 h: M^{me} Valérie Daman; centre funéraire de Platta

Ruvigliana, 22 juin 2024



Son fils Boris et sa compagne Irina,
Ses petits-enfants Corinne, Alasdair, Doris avec Eberhard et Alexandra

ont la tristesse de vous faire part du décès de

SIGI FANTECHI DESCOEUDRES
1934

qui s'est éteinte entourée de leur affection.

La cérémonie en présence de l'urne aura lieu le jeudi 27 juin à 14h
dans l'église évangélique réformée du Parco Ciani à Lugano,
via Cattaneo

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail
à l'adresse carnets@letemps.ch
jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

PUBLICITE

Nouvelle revue!

Qui nourrira la Suisse demain?

Enquête sur la relève paysanne

En vente sur shop.heidi.news

HEIDI.NEWS

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoints: Vincent Bourquin Grégoire Nappay <i>Assistante et office manager:</i> Monique Graber Sangiorgio	Opinions & Debats: Romain Clivaz <i>Culture & Le Temps Week-end:</i> Stéphane Gobbo <i>Epoque & Société:</i> Célia Heron <i>Sport:</i> Laurent Favre <i>Sciences:</i> Sylvie Logean	Rédaction de Berne Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 E-mail: relationclients@letemps.ch Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA Tirage diffusé 34 118 exemplaires (source: tirage contrôle REMP 2023)	réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
Conseil d'Administration <i>Présidence:</i> Abir Oreibi	Chefs d'édition Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Julien Pralong (resp. web) Philippe Simon (resp. print)	Iconographie images@letemps.ch	Rédaction de Lausanne Rue de la Madeleine 18 CH - 1003 Lausanne Tél: +41 22 575 80 50	Régie publicitaire <i>Nationale:</i> Anne-Sandrine Backes Adresse : NZZ one - Route de Lutly 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél. : 021 318 46 60 Email: letemps@nzzone.ch <i>Régionale:</i> Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél. : 022 575 80 50 Email: publicite@letemps.ch	Audience REMP MACH Basic 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute	Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé
Direction Pierre-Adrian Irlé, <i>directeur exécutif</i> Madeleine von Holzen, <i>redactrice en chef</i> Jean-Christophe Potocki, <i>produits & technologie</i> Olivier Schwarz, finances	Chefs de rubrique <i>International:</i> Aline Jaccottet <i>Suisse:</i> Nicole Lamon <i>Economie:</i> Aline Bassin	Redactrice en chef T Magazine Rinny Gremaud La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire	Rédaction de Neuchâtel Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél: +41 22 575 80 50			
Rédactrice en chef Madeleine von Holzen			Rédaction de Sion Rue des Creusets 16 CH - 1950 Sion Tél. +41 22 575 80 50			

«La durabilité doit devenir une valeur centrale de toute la recherche»

ENVIRONNEMENT En pleine crise climatique, peut-on encore lancer des projets scientifiques de grande ampleur comme le Futur Collisionneur circulaire du CERN? Autrice d'un rapport récent sur l'impact environnemental de la recherche, la physicienne Astrid Eichhorn a des réponses nuancées

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCALINE MINET
X @pascalineminet



«Renoncer à des projets en raison de leur impact environnemental aurait des répercussions négatives sur la qualité des résultats scientifiques»

Détecteurs de particules et autres télescopes gigantesques, centres de calculs très gourmands en électricité, conférences rassemblant des scientifiques venus des quatre coins du monde – en avion, la téléportation quantique n'étant pas encore assez au point... Certains aspects de la recherche actuelle sont loin d'être exemplaires d'un point de vue environnemental. Et alors que la crise climatique s'accélère, des projets à l'impact jugé démesuré font grincer des dents, à l'image du Futur Collisionneur circulaire (FCC) du CERN, prévu pour être trois fois plus long que l'accélérateur actuel.

Physicienne des particules, la professeure de l'Université du Danemark du sud Astrid Eichhorn est bien au fait de ces tirailllements entre recherche de pointe et protection du climat. Elle a dirigé un rapport récent intitulé «Vers la durabilité climatique du secteur académique en Europe et ailleurs», publié par la Fédération européenne des académies des sciences (Allea). Elle est aussi l'autrice d'un article scientifique consacré à l'impact climatique de la physique des particules.

Que sait-on de l'impact environnemental du secteur académique? Les données en provenance de laboratoires et universités montrent que de nombreux secteurs de la recherche ne sont pas durables. Un institut de recherche en astronomie a ainsi calculé que chacun des chercheurs émettait en moyenne 18 tonnes d'équivalent CO₂ (t. eq. CO₂) par année dans le cadre de ses activités professionnelles. Des laboratoires en sciences de la vie ont quant à eux évalué les émissions par chercheur à environ 4 t. eq. CO₂ par année. C'est en prenant conscience que moi-même, en tant que chercheuse, j'ai une empreinte carbone supérieure à la moyenne de mes concitoyens, que j'ai eu envie de rédiger ce rapport.

La durabilité est-elle vraiment un enjeu majeur dans votre domaine? La recherche n'est pas le secteur de la société qui a les plus fortes émissions, mais si on veut parvenir à la neutralité carbone, alors tout un chacun doit réduire son empreinte carbone. Certaines personnes estiment que la recherche devrait être épargnée, en raison des connaissances qu'elle apporte à la lutte contre le changement climatique. Les auteurs du rapport et moi-même considérons au contraire que la position de chercheur nous confère une responsabilité particulière. Nous sommes les mieux informés sur la crise climatique; si nous voulons communiquer efficacement l'urgence de la situation au grand public et aux responsables politiques, alors nous devons aussi agir sur la base de nos connaissances et nous montrer ambitieux.

D'où viennent les émissions de gaz à effet de serre des chercheurs? Les vols en avion constituent une part importante de leur empreinte carbone. Les scientifiques voyagent beaucoup, pour se rendre à des conférences ou sur leurs sites d'études. Il y a aussi toutes les émissions liées aux bâtiments et à la chaîne d'approvisionnement des laboratoires, qui ne sont pas

propres au secteur académique mais ont un poids important. Enfin, il y a des sources d'émissions plus spécifiques, selon les disciplines. L'informatique destinée au calcul scientifique consomme énormément d'électricité; si cette électricité n'est pas issue de ressources durables, elle occasionne des émissions de gaz à effet de serre. L'astronomie notamment utilise beaucoup ces ressources informatiques, mais avec l'émergence de l'IA, tous les domaines seront bientôt concernés. Autre exemple: dans les sciences de la vie, les échantillons sont conservés dans des réfrigérateurs à très basse température, de l'ordre de -70 °C, qui consomment aussi beaucoup d'électricité. Quant à la physique des particules, elle nécessite de grandes infrastructures et beaucoup d'énergie, mais emploie aussi des gaz fluorés qui sont de puissants gaz à effet de serre.

Doit-on tout simplement abandonner certaines recherches? Un projet comme celui du FCC, par exemple, est-il compatible avec la protection du climat? Renoncer à certains projets en raison de leur impact environnemental aurait des répercussions négatives sur la qualité des résultats scientifiques: je ne pense pas que ça soit souhaitable. Nous devons trouver les moyens de nous poser les mêmes questions, mais d'une façon plus respectueuse du climat. Dans le cas de la physique des particules, si on veut faire progresser nos connaissances sur les constituants de la matière, alors il faut atteindre des énergies de plus en plus fortes, et construire des détecteurs de plus en plus grands. Avec les technologies dont nous disposons actuellement, nous n'avons pas les moyens de faire autrement. Il faut cependant penser la conception du FCC sur le long terme, afin qu'il reste pertinent dans les décennies à venir, alors que le monde vise la neutralité carbone en 2050.

Construire un accélérateur de particules neutre en carbone, c'est possible? En l'état actuel des connaissances, non. Nous avons donc besoin de recherche, notamment sur la manière de réduire l'impact environnemental de la construction. Bâtir différemment est un immense défi qui concerne l'ensemble de la société. On peut aussi optimiser l'usage de gaz fluorés dans les détecteurs, de manière à diminuer leur impact sur le climat. Enfin, il s'agira de faire en sorte que le FCC s'approvisionne en électricité d'ori-

gine renouvelable, ou faiblement émettrice en CO₂. C'est le cas de l'accélérateur de particules actuel du CERN, le LHC, qui est surtout alimenté en électricité d'origine nucléaire. Une fois que les accélérateurs sont opérationnels, une grosse partie de leurs émissions provient de leur consommation d'énergie.

Comment améliorer globalement la durabilité de la recherche? Des mesures peuvent être prises individuellement par les scientifiques: réduire leurs déplacements en avion et les remplacer par des réunions virtuelles, concevoir des expériences qui utilisent moins de calculs informatiques. Mais les actions isolées ne seront pas suffisantes par rapport à la situation. Un profond changement de culture doit s'opérer, pour que la durabilité devienne une valeur centrale de toute la recherche. Les organismes de financement, notamment, ont un rôle à jouer; chaque demande de fonds devrait être accompagnée d'une estimation de l'impact carbone du projet. A ce titre, je trouve très positif que le Global Research Council, une organisation qui regroupe les bailleurs de fonds de plusieurs continents, ait choisi le thème de la durabilité pour sa dernière conférence, qui s'est tenue fin mai à Interlaken. Une organisation comme le CERN pourrait quant à elle devenir une plateforme de réflexion sur la durabilité en physique des particules.

Réduire les déplacements des scientifiques ne risque-t-il pas de nuire à la collaboration internationale, qui fait partie intégrante de la recherche? A mon sens, il est possible de maintenir la qualité des échanges entre chercheurs tout en réduisant les trajets en avion. Les scientifiques expérimentent ont moins besoin de voyager que les jeunes chercheurs, qui doivent se faire connaître et établir des collaborations. J'entends souvent dire que ce n'est pas possible de monter un projet scientifique de A à Z sans se rencontrer. Pourtant, dans le cadre de notre rapport sur la durabilité dans la recherche, nous sommes une quinzaine de chercheurs à avoir collaboré pendant un an et demi sans jamais échanger en personne! A l'heure actuelle, nous ne sommes peut-être pas encore en mesure de produire une recherche complètement durable, mais nous avons les moyens de réduire significativement nos émissions, sans renoncer à l'excellence scientifique. ■

MétéoSuisse inaugure un nouveau modèle de prévisions

MESURES L'outil, baptisé «ICON», devrait mieux déceler les événements locaux

ATS

Les prévisions météorologiques suisses sont établies à l'aide d'un nouveau modèle. Cela les rend plus précises, en particulier dans l'espace alpin, a annoncé l'Office fédéral de météorologie et de climatologie (MétéoSuisse).

Selon MétéoSuisse, le modèle baptisé «ICON» reproduit la topographie complexe de la Suisse avec plus de précision que celui utilisé jusqu'à présent. C'est particulièrement important pour l'espace alpin, où se produisent souvent des événements locaux tels que des orages et des vents de montagne ou de vallée.

Le modèle, introduit hier sur les applications destinées au grand public, divise la surface de la Suisse et des pays limitrophes en triangles et l'atmosphère au-dessus en plusieurs couches. Pour chacun de ces segments, des données de stations de mesure par radar et au sol sont introduites.

Sur cette base, ICON calcule les modifications de l'atmosphère pour les heures et les jours à venir au moyen d'une simulation informatique. Le nouveau modèle utilise le superordinateur «Alps» du Centre national de calcul scientifique (CSCS) à Lugano et Lausanne, avec qui MétéoSuisse collabore de longue date.

«Plus de sécurité»

«Il ne s'agit pas seulement de prévoir le temps pour la baignade, mais bien plus de sécurité», a indiqué Christof Appenzeller, directeur de MétéoSuisse, hier devant la presse à Zurich. «Les prévisions météo constituent la base de décision pour sauver des vies, par exemple pour informer les autorités à temps quand il s'agit de fermer des routes», a-t-il ajouté.

Par rapport à son prédécesseur Cosmo, ICON peut modéliser de manière plus détaillée certaines régions. Il peut en outre être utilisé pour des simulations météorologiques et climatiques aussi bien régionales que mondiales. Enfin, il facilite l'intégration de nouvelles connaissances scientifiques et de progrès technologiques. ■

MAIS ENCORE

Fonte incontrôlée de l'Antarctique

Les scientifiques ont découvert qu'un nouveau «point de bascule» pourrait être sur le point d'être franchi. L'Antarctique se dirigeant vers une «fonte incontrôlée» de ses calottes glaciaires, selon une étude publiée hier. La fonte est causée par l'eau désormais plus chaude de l'océan qui s'infiltre entre la glace et la terre sur laquelle elle repose. (AFP)

MÉTÉO**ÉPHÉMÉRIDE**

Mercredi 26 juin 2024



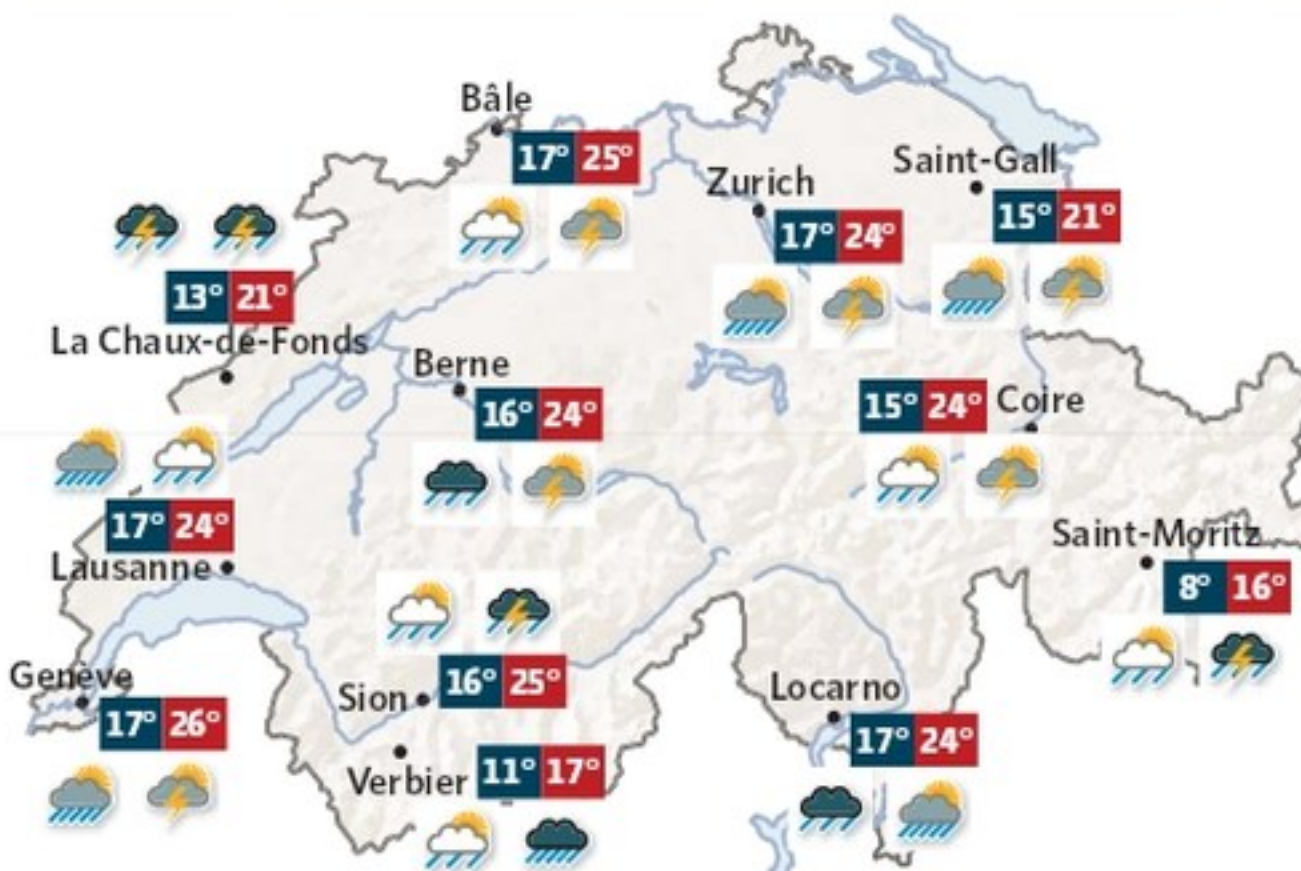
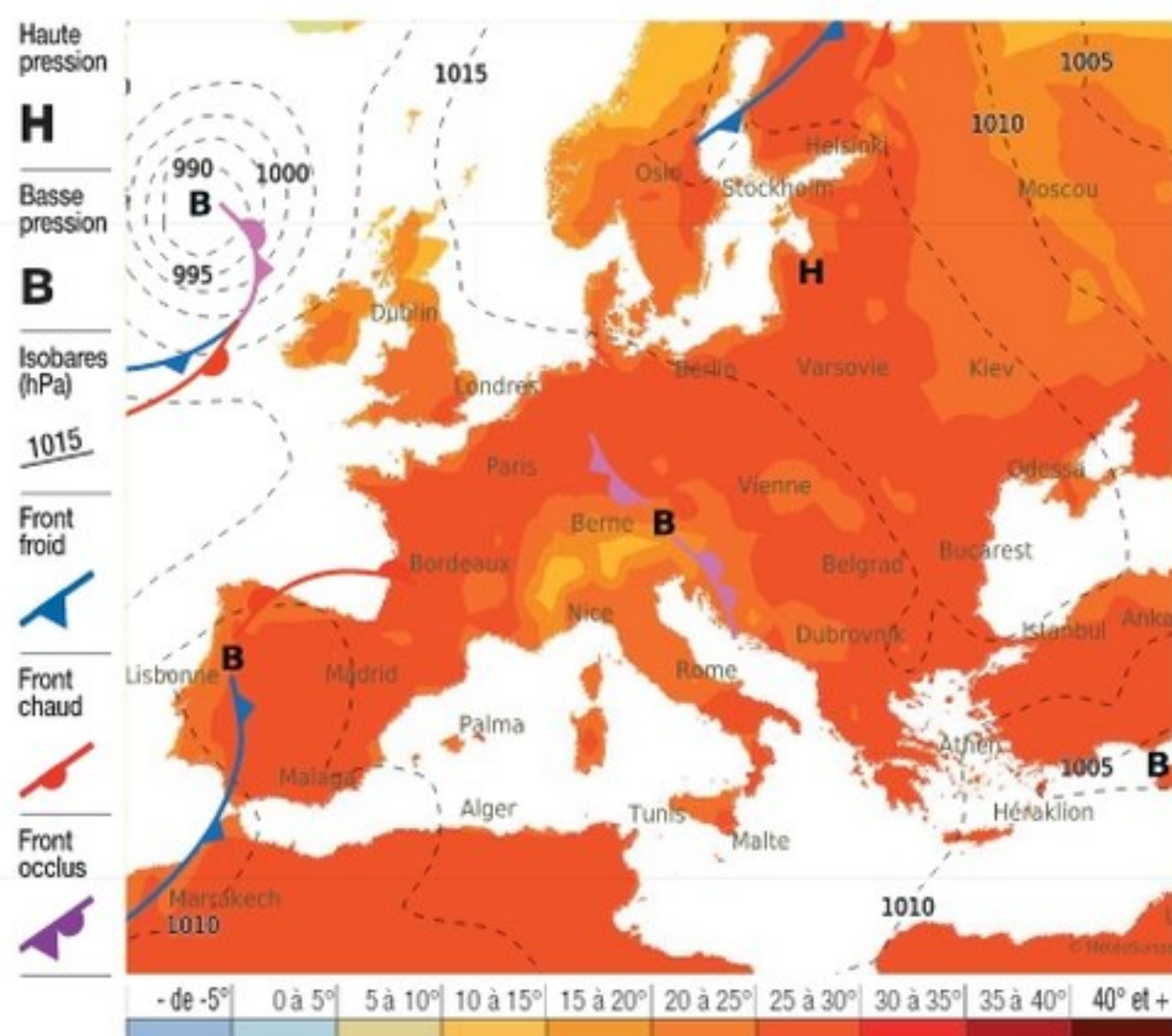
lever: 05h45
coucher: 21h32
0 minute de soleil en plus



lever: 00h26
coucher: 10h33

lune décroissante
taux de remplissage: 76%

Situation générale aujourd'hui à 13h



LA JOURNÉE DE MERCREDI sera encore marquée par l'instabilité, avec un risque d'averses ou d'orages. Les régions de plaine devraient toutefois connaître aussi de bons moments de soleil, et des températures estivales avec 25 à 27 °C l'après-midi. Une pause de

l'instabilité est prévue jeudi: le temps devrait rester sec sur la plupart des régions et les températures pourraient dépasser 30 °C sur la région genevoise ou encore en Valais. Vendredi, puis surtout samedi, les orages feront leur retour.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
	70 %	80 %	70 %	60 %	50 %
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	16° 28°	18° 28°	17° 26°	16° 25°	15° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	15° 30°	17° 29°	17° 28°	16° 27°	15° 26°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	17° 29°	18° 27°	17° 26°	17° 25°	16° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	17° 28°	20° 28°	21° 26°	18° 26°	18° 27°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.

Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG PUBLICITE
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi, 25.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÖTE Berninvest

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations					
B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	99.78	-		
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	99.78	-		
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD3/1a	100.72	-		

Fonds en actions					
Borhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	109.81	13.1		

Fonds immobiliers					
Borhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	150.00	8.7		



Fonds en obligations					
Synchrony (LUX) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1a	93.81	0.6		
Synchrony (LUX) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1a	98.02	-0.7		
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1a	105.71	0.7		
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3a	92.89	0.2		

Fonds en actions					
Synchrony (LUX) HighDiv US Stocks A	USD1/1a	149.51	6.8		
Synchrony (LUX) HighDivEuroPSt. A	EUR 1/1a	124.40	7.3		
Synchrony (LUX) Silk Road ZS A	USD1/1a	122.23	8.8		
Synchrony (LUX) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1a	153.75	7.3		
Synchrony (LUX) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1a	151.47	4.0		
Synchrony (LUX) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1a	128.18	2.1		
Synchrony (LUX) World Equity (EUR) A	EUR 1/1a	219.76	9.4		
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1a	134.98	9.2		
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3a	99.34	7.1		
Synchrony High Div.Sw.Stocks A	CHF 1/1a	130.85	8.0		
Synchrony High Gr.Econ. Eq. A	USD4/3a	103.73	6.4		
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1a	136.47	2.8		
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1a	104.80	8.9		
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1a	106.76	9.1		
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1a	104.81	-		
Synchrony US Equity A	USD4/3a	201.53	14.1		

Fonds d'allocation d'actifs					
Synchrony (CHI) Balanced (CHF)	CHF 2/1a	143.30	6.7		
Synchrony (CHI) Balanced (EUR)	EUR 2/1a	146.35	5.2		
Synchrony (CHI) Defensive (CHF)	CHF 2/1a	97.24	3.5		
Synchrony (CHI) Dynamic (CHF)	CHF 1/1a	130.85	9.6		
Synchrony (CHI) Guardian (CHF)	CHF 1/1a	96.45	2.0		
Synchrony (CHI) World Equity (CHF)	CHF 1/1a	151.05	13.6		
Synchrony (LUX) Balanced (EUR) A	EUR 1/1a	140.49	4.4		
Synchrony (LUX) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1a	177.12	6.6		
Synchrony LPP ZS B	CHF 1/1a	123.13	3.9		
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1a	129.28	5.8		
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1a	118.33	6.0		
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1a	130.73	7.8		



Autres fonds					
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1a	158.40	10.0		
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/1a	117.50	18.4		
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/1a	83.80	9.5		
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	EUR 1/1a	156.70	14.8		
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	EUR 1/1a	93.70	10.8		
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD 1/1a	125.10	11.5		
BBGI Commodities (USD) A	USD1/1a	110.40	9.7		
BBGI Natural Resources (USD)	USD1/1a	185.90	3.2		
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD1/1a	70.20	-16.6		



Fonds d'allocation d'actifs					
BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1a	101.72	6.6		
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1a	90.92	4.1		
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1a	98.85	9.5		
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1a	90.72	1.4		
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1a	139.57	12.9		
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1a	110.92	9.3		
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1a	163.70	6.6		
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1a	98.57	5.2		
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1a	84.71	0.8		
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1a	113.31	4.0		
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1a	104.14	3.0		



Fonds immobiliers					
Good Buildings SREF	CHF 5/5	135.00	2.3		
Immo Helvetic	CHF 5/5	209.00	3.0		



Fonds en obligations					
BGF FI Glb Ops D2 USD	USD 1/1a	16.74	1.6		
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD 1/1a	15.84	0.9		

Fonds en actions					
BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD 1/1a	23.68	11.8		
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD3/3a	185.72	12.7		



Fonds en obligations					
B0 Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD 4/4a	114.22	5.9		
B0 Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4a	103.65	1.0		
B0 Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD 4/4a	113.96	2.2		

Fonds en actions					
B0 Fd IV-Bordier Core Hid Eur EUR	EUR 4/4a	159.28	5.7		
B0 Fd IV-Bordier Core Hid Eur I EUR	EUR 1/1a	148.72	6.1		
B0 Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4a	192.27	6.0		
B0 Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 4/4a	124.58	10.6		
B0 Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR 1/1a	131.35	11.0		
B0 Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4a	2361.46	14.8		
B0 Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4a	228.81	14.3		



Fonds en actions					
Allround Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/1a	217.66	2.7		
Allround Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/1a	162.97	2.8		
Allround Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/1a	231.99	2.9		
Allround Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/1a	98.16	2.9		
Allround Quadinvest Growth B	USD2/1a	299.55	9.3		
Allround Quadinvest Growth C	USD2/1a	308.33	9.0		
Allround Quadinvest Growth D	USD1/1a	314.81	9.5		
Allround Quadinvest Growth Da	USD2/2a	264.17	9.5		
Allround Quadinvest Growth OE	USD2/1a	293.30	9.1		

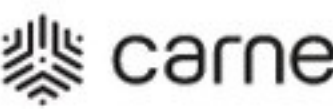


Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions					
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	572.67	12.1		
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3a	178.26	11.3		



Fonds en actions					
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1a	122.52	12.8		
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1a	96.95	13.9		
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1a	132.57	9.5		



Fonds en actions					
Kornwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1a	239.88	26.4		
Kornwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1a	242.43	22.4		
Kornwave Gold Equity Fd USD - B	USD2/1a	276.47	18.3		

Fonds d'allocation d'actifs					
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR1/1a	1107.99	4.5		
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1a	1034.08	3.1		
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD1/1a	1252.00	5.0		



Fonds en instruments du marché monétaire					
CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1a	961.76	0.6		
CS Money Market Fund EUR B	EUR2/1a	1051.12	1.7		
CS Money Market Fund USD B	USD2/1a	1166.55	2.3		

Fonds en obligations					
CS (CHI) Corporate CHF BF A	CHF 2/1a	109.18	0.6		
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD2/1a	114.45	3.2		
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1a	112.14	0.9		
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR2/1a	128.39	1.0		
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD2/1a	157.30	1.7		
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD2/2a	142.98	1.5		
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD2/2a	137.84	3.7		
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1a	500.72	0.8		
CS IP (Lux) GL Bal Convertible B	USD2/1a	174.76	3.2		
CS IP (Lux) Glob Intv Grade Conv Bd Fd B	USD1/1a	158.76	4.7		

Fonds en actions					
CS (CHI) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1a	41.61	10.2		
CS (CHI) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4a	444.14	6.6		
CS (CHI) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1a	15.10	10.2		
CS (CHI) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1a	23.29	10.1		
CS (CHI) Swissacc EF B	CHF 2/1a	551.17	8.5		
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD2/2a	588.70	-7.7		
CS (Lux) EU Qtr Div EQ B	EUR2/1a	23.28	6.8		
CS (Lux) Europ.Ent. Eq Fnd B EUR	EUR2/1a	4292.56	9.6		
CS (Lux) GL Qtr Div EQ B	USD2/1a	25.77	9.1		
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR2/1a	15.21	5.7		
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD2/2a	211.60	1.1		
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR2/1a	2795.63	-4.9		
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD2/1a	46.18	1.7		
CS EF (CHI) S&M Cap Switz. Eq Fd B	CHF 2/1a	1439.18	5.2		

Fonds d'allocation d'actifs					
CS (CHI) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1a	115.18	4.7		
CS (CHI) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1a	131.46	7.2		
CS (CHI) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1a	99.91	1.7		
CS (CHI) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1a	105.66	2.8		
CS (CHI) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1a	109.71	4.8		
CS (CHI) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1a	126.90	6.0		
CS (CHI) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1a	118.81	9.4		
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD1/1a	199.74	3.6		
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1a	122.95	5.8		
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1a	141.04	8.6		
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1a	108.14	3.6		

Fonds immobiliers					
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5a	103.50	9.4		
CS REF Green Property	CHF 5/5a	117.50	-2.9		
CS REF Hospitality	CHF 5/5a	74.20	4.2		
CS REF Interswiss	CHF 5/5a	176.00	8.0		
CS REF LivingPlus	CHF 2/1a	144.00	0.4		
CS REF Slat	CHF 5/5a	220.00	3.8		

Investissements alternatifs					
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR2/1a	158.57	-2.9		
CS Comm. Fd Plus (CHI) USD BH CHF	CHF 2/1a	118.07	2.6		

Autres fonds					
CS (CHI) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1a	18.64	1.9		
CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD2/1a	71.20	5.5		
CS (Lux) Commodity Allocation B	USD2/1a	75.58	6.8		
CS IP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1a	257.54	8.1		



Fonds immobiliers					
Cronos Immo Fund	CHF 5/5	111.00	-5.5		

Fonds en obligations					
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1a	99.50	1.8		

Fonds en actions					
EG European Equities (EUR)	EUR2/1a	415.80	8.2		
EG Global Equities (EUR)	EUR2/1a	232.10	2.6		
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1a	66.70	6.4		
Gutzwiller ONE	USD2/1a	606.00	12.1		

Investissements alternatifs					
Gutzwiller TWO (USD)	USD2/1a	174.60	0.4		



Fonds en actions					
Cadmos - Eng Mkts Enga B	USD2/1a	201.75	3.8		
Cadmos - Eng Mkts Enga I	USD4/4a	83.41	4.1		
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR2/1a	203.02	6.5		
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4a	223.28	7.6		
ENETIA Energy Infrast. Fund IB EUR	EUR2/1a	17410.52	2.7		
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR2/1a	136.86	-3.6		
White Fleet IV-Ene Err In S EUR(unhe)	EUR1/1a	11588.65	4.0		
White Fleet IV-RI. St. B (USD)	USD1/1a	46.55	-6.0		
White Fleet IV-Sec.Trds S(USD)	USD1/1a	201.65	12.4		

Economie & Finance

De 1 à 72 euros

LUFTHANSA A ANNONCÉ HIER AUGMENTER LE PRIX DE TOUS SES VOLS EUROPÉENS pour couvrir, selon la compagnie aérienne allemande, une partie des coûts liés aux exigences environnementales de l'UE. Le supplément variera «en fonction de l'itinéraire et du tarif de vol», sur une échelle allant de 1 à 72 euros.

MARTIN HIRZEL

Président de Swissmem

Il a appelé hier à Berne à un retour à une politique économique pragmatique dans un environnement en mutation. Il a aussi affirmé son soutien aux bilatérales III, mais pas à n'importe quel prix: le marché du travail libéral doit être préservé.



4

LA COUR SUPRÊME ZURICH A CONDAMNÉ HIER QUATRE EMPLOYÉS DE LA BANQUE RUSSE GAZPROMBANK EN SUISSE pour avoir violé leur devoir de diligence en lien avec la fortune placée par un proche de Vladimir Poutine. Elle a confirmé le jugement de première instance.

SMI	12 086,31	-0,58%	Dollar/franc	0,8949	↑
Euro Stoxx 50	4935,97	-0,30%	Euro/franc	0,9580	↓
FTSE 100	8247,79	-0,41%	Euro/dollar	1,0705	↓
			Livre st./franc	1,1346	↑
			Baril Brent/dollar	85,12	↓
			Once d'or/dollar	2318	↓

Entre Apple et l'UE, un parfum de chantage

TECHNOLOGIE Bruxelles a ouvert lundi une enquête préliminaire concernant les nouvelles règles de l'App Store. En parallèle, le groupe californien a reporté à 2025 le lancement en Europe de son service d'intelligence artificielle. Un expert analyse la situation

ANOUCHE SEYDTAGHIA

✉ @Anouch

Est-ce une coïncidence? C'est possible. Mais assez loin d'être certain. Alors que l'Union européenne (UE) scrute de plus en plus attentivement les pratiques commerciales d'Apple, la multinationale américaine annonçait vendredi que son «Apple Intelligence» ne sera pas disponible sur le continent cette année. Impossible de ne pas faire un parallèle entre les deux affaires, affirme un expert.

Remontons d'abord un peu le temps. Le 10 juin, la marque à la pomme dévoilait son «Apple Intelligence», destinée à assister l'utilisateur d'iPhone, de Mac ou d'iPad sur la base de ses données personnelles. Cette intelligence artificielle (IA) doit être lancée lors de la sortie de la version 18 d'iOS, en septembre prochain. Mais ce ne sera pas le cas en Europe.

Pourquoi? A cause du nouveau règlement européen sur les marchés numériques (DMA), affirme Apple. «Nous craignons que les obligations du DMA en



«**Cette annonce fait certainement partie d'une stratégie d'intimidation de la part d'Apple**»

MICHEL JACCARD, ASSOCIÉ DE L'ETUDE ID EST AVOCATS

matière d'interopérabilité ne nous forcent à mettre en péril l'intégrité de nos produits d'une manière risquée pour la sécurité des données et leur protection», affirme une porte-parole, qui ajoute: «Nous ne pensons pas que nous serons en mesure de mettre à disposition des utilisateurs de l'Union européenne, cette année, trois fonctionnalités». Parmi elles, Apple Intelligence.

La société ne fournit absolument aucun détail sur sa décision. «Cette annonce fait certainement partie d'une stratégie d'intimidation de la part d'Apple, qui va très prochainement faire l'objet d'un jugement de l'UE sur la conformité de certaines de ses pratiques avec le DMA», analyse Michel Jaccard, associé de l'étude Id Est Avocats à Lausanne et spécialisé dans la technologie. Pour le spécialiste, «cette annonce permet également de laisser entendre que le report est le fait des autorités européennes et non le résultat de soucis internes de fiabilité ou de satisfaction par rapport aux produits eux-mêmes... Ce qui est évidemment commode».

Mais Michel Jaccard doute, en revanche, qu'Apple imagine véritablement influencer les politiques européennes en retardant la mise sur le marché de certaines fonctionnalités qui ne sont pas critiques pour ses produits.

«**Inquiétude pour le reste du monde**»

En parallèle, les contentieux entre l'UE et Apple sont de plus en plus importants. Lundi, la Commission européenne affirmait, à titre préliminaire, que la boutique d'applications App Store ne respectait pas les nouvelles règles de concurrence de l'UE. En face, Apple dit respecter les exigences du DMA. Et n'oublions pas qu'en mars, Bruxelles avait infligé une amende de 1,8 milliard d'euros après une plainte du service suédois de streaming musical Spotify pour pratiques anticoncurrentielles.

Pour la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager, «la décision d'Apple de suspendre le déploiement des fonctionnalités d'IA pour les iPhone dans l'UE par crainte de contrevenir à la loi est un signe d'inqui-

tude pour le reste du monde», déclarait-elle lundi. Comment interpréter ses propos? «Il est possible que certains, au sein de l'UE, se sentent effectivement renforcés dans leur légitimité à légiférer à l'idée que certains géants de la tech doivent prendre en compte une réglementation plus stricte de leurs activités, estime Michel Jaccard. Je ne pense pas que cela soit cependant la majorité. L'UE est parfaitement consciente de la nécessité d'ouvrir le marché aux entreprises technologiques étrangères.»

Ce n'est pas la première fois que le lancement d'un service est reporté dans l'UE. On avait vu Meta proposer avec plusieurs mois de retard son réseau social Threads en Europe. Google avait fait de même pour ses services d'IA. Sans que l'on ne sache, dans les deux cas, si des changements majeurs ou cosmétiques avaient été préparés pour les utilisateurs européens. Par ailleurs, dans le cas d'Apple Intelligence, la société n'avait peut-être de toute façon pas l'intention de lancer ce service avant 2025 dans l'UE.

Mais une tendance est claire,

celle de la fragmentation. «A l'avenir, il est probable que beaucoup de services devront être adaptés. Surtout, le marché européen est plus compliqué que le marché américain: les services doivent être disponibles dans plusieurs langues, la réglementation n'est pas uniforme et les exigences de transparence sont renforcées, sans parler d'une sensibilité plus accrue des utilisateurs à l'utilisation de leurs données personnelles. On ne peut donc simplement plus «répliquer» une fonctionnalité mise à disposition outre-Atlantique», estime Michel Jaccard.

Suspens en Suisse

Dernier point intéressant: il est possible que les utilisateurs suisses puissent, eux, dès cet automne, utiliser Apple Intelligence. On se souvient que ce printemps, Apple avait permis aux clients européens (mais pas aux Suisses) de télécharger des magasins d'applications alternatifs. A l'inverse, son IA pourrait ainsi être disponible en septembre en Suisse. On ne le saura sans doute qu'au dernier moment. ■

Adrian Lobsiger critique le manque de considération pour les droits fondamentaux

RISQUES Le rapport 2023-2024 du préposé fédéral à la protection des données et à la transparence n'épargne ni l'administration fédérale ni les entreprises privées. A ses yeux, elles ne prennent pas assez en compte les effets de leurs projets sur les individus

GRÉGOIRE BARBEY

✉ @GregoireBarbey

«L'importance de la protection de la personnalité, du principe de transparence et de l'Etat de droit est sous-estimée et ces aspects sont souvent pris en compte trop tard dans la planification des projets.» La critique, tranchante, émane d'Adrian Lobsiger, préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (FPDPT), en marge de la publication hier de son rapport annuel 2023-2024. Elle vise en particulier la Confédération, mais aussi les entreprises privées. L'autorité de surveillance constate que ce manque de considération pour la protection des données engendre des retards «évitables» dans le domaine de la numérisation.

Anticiper les conséquences

C'est le premier rapport annuel publié depuis l'entrée en vigueur le 1er septembre 2023 de la nouvelle loi sur la protection des données, qui a introduit de nouvelles obligations dans le domaine du traitement des informations personnelles. L'occasion pour l'actuel préposé fédéral Adrian Lobsiger, qui entame cette année son troisième et dernier mandat, de muscler son discours à l'égard des autorités fédérales, comme il l'avait déjà fait dans une interview accordée au *Temps* ce printemps. Il peut compter sur des moyens supplé-

mentaires avec 33 emplois équivalents plein-temps – contre 27 auparavant.

L'autorité de surveillance indique avoir reçu un grand nombre de projets d'actes législatifs prévoyant le partage en ligne de données personnelles sensibles sous la responsabilité d'organes fédéraux, lesquels sont justifiés par l'argument du «techniquement faisable». C'est notamment le cas du projet de numérisation de l'assistance administrative en matière de police.

Le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence dit s'opposer à ces justifications qui débouchent selon lui sur un «diktat du techniquement faisable». Il rappelle que la loi prescrit un principe de précision ainsi

«**La numérisation ne doit pas donner carte blanche à des superautorités monolithiques**»

PHRASE TIRÉE DU RAPPORT ANNUEL DU PRÉPOSÉ FÉDÉRAL À LA PROTECTION DES DONNÉES

que de proportionnalité. Les autorités doivent donc motiver les raisons pour lesquelles elles entendent partager des données personnelles en ligne. Elles doivent aussi anticiper les conséquences que leurs projets peuvent avoir sur les droits des personnes concernées, et prendre des mesures d'atténuation des risques le cas échéant. «La numérisation ne doit pas donner carte blanche à des superautorités monolithiques», met en garde le document.

L'autorité de surveillance n'est pas en reste à l'égard des entreprises privées, qui ne tiennent pas davantage compte selon elle des effets de leurs projets de numérisation sur les droits des personnes. Adrian Lobsiger indique que Meta, maison mère de Facebook, a par exemple dû renoncer à recourir aux données des utilisateurs adultes pour entraîner son intelligence artificielle. La suspension de ce projet concerne l'Union européenne, l'Espace économique européen et la Suisse.

Hausse des demandes d'accès

Conscient de l'importance de mieux communiquer autour de son action, le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence entame d'ailleurs son rapport en répondant à sept questions courantes en lien avec la protection des données. Adrian Lobsiger insiste d'ailleurs sur un point: quand bien même l'intitulé de l'autorité de surveillance laisse présumer que son rôle est de protéger les données, il n'en est rien. «Celles-ci ne peuvent pas être détentrices de droits», écrit-il. Au contraire des individus, dont les droits fondamentaux sont protégés par la Constitution fédérale. C'est donc cette mission qui incombe au FPDPT.

Le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence observe aussi une augmentation considérable (+48% sur un an) des demandes d'accès en vertu de la loi fédérale sur la transparence (LTrans) dont il gère l'application. L'autorité a accordé un accès total ou partiel aux documents dans 90% des quelque 1700 requêtes. Elle s'attend à ce que l'accès aux informations émanant de l'administration continue de susciter un grand intérêt de la part de la population. ■



«L'importance de la protection de la personnalité, du principe de transparence et de l'Etat de droit est sous-estimée», pointe Adrian Lobsiger. (BERNE, 20 MARS 2024/ULRIKE MEUTZNER POUR LE TEMPS)

14 Bourses

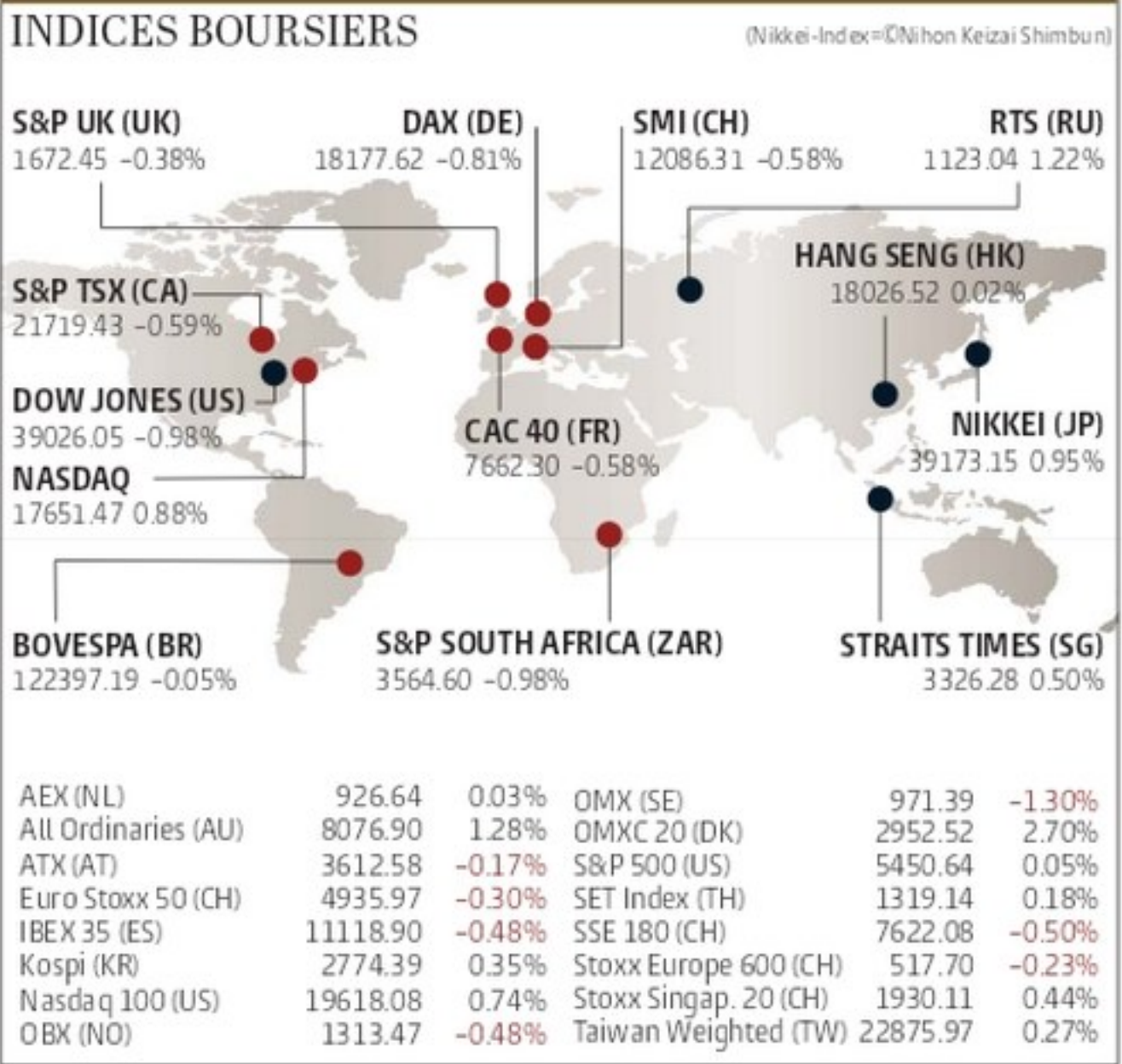
BOURSE 25.06.2024	↓ SMI 12086.31 -0.58%	↓ SPI 16037.64 -0.62%	↓ SLI 1955.30 -0.41%	↓ SMIM 2592.05 -0.68%	↑ VSMI 11.9522 2.44%
-------------------	-----------------------	-----------------------	----------------------	-----------------------	----------------------

SMI									
Titre 25.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Bas	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut		
ABB NA	0.87	1.75	49.67	■ -0.90	29.13	→	51.78		
Alcon N	0.24	0.30	80.08	■ -0.89	61.28	→	83.34		
Geberit NA	12.70	2.35	540.40	■ -1.28	409.00	→	571.20		
Givaudan	68.00	1.56	4347.00	■ -0.05	2724.00	→	4396.00		
Holcim N	2.80	2.56	78.26	■ -0.66	54.34	→	82.82		
Kühne+Nagel	10.00	3.88	257.70	■ -0.50	234.50	→	301.90		
Logitech NA	1.06	1.22	86.78	■ -0.69	51.20	→	93.50		
Lonza Gr.	4.00	0.83	483.60	■ -0.72	308.60	→	559.40		
Nestlé NA	3.00	3.19	93.90	■ -0.82	89.52	→	108.50		
Novartis	3.30	3.44	95.89	■ -0.12	79.21	→	96.28		
Partners Gr.	39.00	3.39	1152.00	■ -1.62	786.80	→	1325.50		
Richemont	3.50	1.91	144.35	■ 2.74	102.95	→	154.00		
Roche Hld.GS	9.60	3.79	253.40	■ -0.78	212.90	→	277.90		
Sika N	3.30	1.28	257.10	■ -0.04	206.90	→	287.60		
Sonova	4.30	1.58	271.50	■ -0.62	205.80	→	300.60		
Swiss Life	33.00	5.05	653.80	■ -0.34	509.60	→	666.60		
Swiss Re NA	6.22	5.53	112.45	■ -0.57	83.10	→	117.20		
Swisscom	22.00	4.35	505.50	■ -0.20	486.80	→	565.80		
UBS Group N	0.64	2.42	26.51	■ -3.18	17.28	→	28.78		
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.36	485.30	■ -0.39	401.70	→	492.90		

↑ GAGNANTS	Cours du SPI du 25.06.2024	PERDANTS ↓
Meyer Burger	0.01 +31.51%	CPH 69.60 -25.16%
Spexis	0.043 +21.71%	Newron Pharma 9.56 -12.77%
Relief Therap.	1.25 +11.61%	Santhera Pha. 8.27 -10.01%
Asmaworld	1.57 +5.37%	GAM NA 0.20 -8.05%
XLife Sciences	30.90 +5.10%	Edison Pow. 80.50 -6.94%

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 25.06. clôture	Var. j. d'av.	52 semaines Haut	Bas	Comet	362.50	0.28	383	171
Accelleron	35.02	-0.96	37.8	20.7	Comp. Fin. Tr.	140.00	-0.36	157 113
Addex Therap.	0.061	1.33	0.26	0.04	Cosmo Pharma.	70.90	-0.98	76.0 33.7
Addeco Gr. NA	30.82	-1.47	42.2	28.8	CPH	69.60	-25.16	93.2 69.6
Adval Tech	100.00	-	128	85.0	Curatis N	6.70	-0.89	43.9 0.90
Aevis Vict. NA	16.00	-0.62	19.1	13.8	Dätwyler	168.80	-5.91	207 154
Aireis SA	0.48	-	0.77	0.40	DKSH Hold.	61.70	-1.75	71.6 54.0
Allreal NA	153.20	-0.52	162	140	DocMorris	55.65	-6.00	102 35.2
Also Holding	273.50	-0.91	280	175	dormakaba	458.00	-1.40	504 394
ams-OSRAM	1.19	-2.46	4.34	0.92	Dottikon	253.00	-3.07	270 190
APG SGA NA	196.00	+0.00	226	165	Edison Pow.	80.50	-6.94	116 78.5
Arbona NA	12.88	-0.77	13.5	7.0	EFG Int.	13.08	-1.95	13.7 8.81
Arundel NA	0.22	+0.00	0.30	0.10	Emmi NA	907.00	0.22	964 820
Aryzta NA	1.62	-2.70	1.83	1.34	Ems-Chemie	741.00	-0.80	781 581
Ascom NA	7.50	-2.47	12.5	7.00	Epic Suisse	71.80	-0.28	75.0 59.2
Asmaworld	1.57	5.37	2.00	1.26	Evolva Hold.	0.92	-5.15	5.26 0.62
Autoneum H. NA	128.20	-0.77	167	98.8	Feintool Int.	18.50	+0.00	23.9 16.4
Avolta	36.28	-0.87	45.3	29.0	Flugh. Zürich	198.70	-0.95	208 166
Bachem H. NA	79.05	-0.32	91.7	54.6	Forbo Hold. NA	1054.00	-1.50	1320 957
Baloise NA	157.20	-0.88	161	126	Fund. Real	16.20	1.25	17.3 15.2
Barry Callebaut	1546.00	-1.28	1745	1215	Galderna Gr.	76.30	-1.06	77.3 60.0
Baselland. KB	834.00	-1.42	900	830	Galenica NA	74.75	-0.86	78.2 65.1
Basilea Pharm.	40.90	0.25	49.0	32.0	GAM NA	0.20	-8.05	0.55 0.20
Bell KB PS	65.00	0.31	69.6	60.8	Georg Fischer	61.00	-2.63	72.2 45.6
BB Biotech	40.55	1.00	49.8	35.4	Glarnar KB N	21.00	+0.00	25.9 20.8
Belimo	441.60	0.14	479	369	Grp. Minoteries	240.00	-0.83	296 236
Bell Food	267.50	0.56	285	244	Gurit Hold.	55.00	-3.51	99.8 55.0
Bellevue Gr.	17.70	-3.28	28.0	17.0	Helvetia	121.40	-0.90	137 115
Bergb. Engelb.	41.10	-0.48	46.5	39.9	HIAG Immo.	73.40	-1.08	82.0 69.4
Berner KB	235.00	0.43	253	230	Highlight	10.50	+0.00	15.3 4.00
BKW	144.60	-1.09	168	122	Hochdorf	7.00	-2.78	29.0 1.23
Bossard	213.00	-0.93	230	173	Huber+Suhner	76.60	-0.91	79.2 59.9
Bq. Cant. de G.	293.00	1.38	317	212	Hypo Lenzburg	4200.00	0.96	4380 3780
Bq. Cant. de J.	58.00	+0.00	66.5	49.2	Idorsia	2.03	-1.46	7.24 1.29
Bq. Cant. Vaud.	96.95	0.21	113	92.0	Implenla	32.80	-0.76	43.8 25.8
Bucher Ind.	357.50	-2.46	406	314	Ina Invest	18.40	+0.00	19.0 16.3
Bündner KB	1765.00	0.28	1815	1610	Inficon	1392.00	-2.66	1508 940
Burckhardt.	584.00	-1.35	666	436	Interroll	2650.00	-0.75	3080 2245
Burkhater	92.10	-0.32	101	83.0	Intershop N	117.00	-0.17	130 113
BVZ	1000.00	-1.96	1080	810	Investis	100.50	+0.00	102 89.6
Bystronic	401.00	-2.08	635	396	IVF Hartmann	129.00	+0.00	144 103
Calida Holding	31.45	-0.63	36.5	25.0	Julius Bar NA	51.26	-0.31	63.4 43.0
Carlo Gavazzi	301.00	+0.00	388	294	Jungfrauabahn	191.60	0.42	211 141
Cembra Money	77.65	-0.64	78.4	60.0	Kardex	229.00	-2.55	262 163
CI Com	1.25	-	2.84	0.90	Klingelnb.	18.10	1.40	20.1 15.0
Cicor Technol.	51.20	+0.00	53.4	41.7	Komax	131.40	-3.10	236 129
Clariant	13.97	-0.21	15.3	10.8	Kudelski	1.44	1.41	1.99 1.11
Coltene	47.50	-2.46	72.4	47.3	Kuros Bios.	11.80	1.20	13.0 1.31
					Landis+Gyr	73.50	-0.68	80.1 60.5
					lastminute	20.85	2.71	29.5 18.9



La Banque 25.06.	Devises achète	vend	Billets achète	vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9583	0.9585	0.93	0.99	100.96
1 Dollar US	0.8933	0.8934	0.86	0.93	107.24
1 Dollar canadien	0.6540	0.6542	0.62	0.69	144.40
1 Dollar australien	0.5948	0.5950	0.56	0.64	157.48
100 Dollar hongkong	11.4428	11.4445	10.80	12.60	793.65
100 Yens	0.5602	0.5603	0.52	0.61	16528.93
1 Livre sterling	1.1338	1.1343	1.06	1.21	82.82
100 Couronnes suédoises	8.5315	8.5337	7.85	9.40	1063.83
100 Couronnes norvég.	8.4586	8.4607	7.75	9.35	1069.52
100 Couronnes danoises	12.8448	12.8481	11.85	13.60	735.29

1 Bitcoin USD	61443.40 (25.06.)	60074.53 (24.06.)
---------------	-------------------	-------------------

Monnaies 25.06.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.1176	1.0439	0.8813	178.4891	1.5270	97.7822
Dollar US	0.8948	-	0.9341	0.7886	159.7120	1.3666	87.4955
Euro	0.9578	1.0704	-	0.8442	170.9733	1.4627	93.6648
Livre sterling	1.1345	1.2679	1.1844	-	202.5132	1.7325	110.9434
Yen	0.5602	0.0063	0.0058	0.0049	-	0.0086	0.5478
Dollar canad.	0.6548	0.7318	0.6836	0.5771	116.8784	-	64.0298
Rouble	0.0102	87.4955	0.0107	0.0090	1.8252	0.0156	-

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

	25.06.			25.06.
Saron	1.205	Euribor	1 mois	3.642
ESTR	3.663	Euribor	3 mois	3.698
ESTR 3 mois	3.891	Euribor	6 mois	3.671
ESTR 6 mois	3.927	Euribor	12 mois	3.578
ESTR 12 mois	3.882			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



	25.06.	24.06.
Baril NY WTI (Nymex) \$/bar.	80.86	81.75
Baril RBOB (Nymex) \$/gal.	2.49	2.50
Mazout Comb. ECO	24.06.	
de 3001 à 6000 litres	112.70 - 115.00	
Prix net du mazout par 100 litres à 15°C en CHF	Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.	

MÉTAUX PRÉCIEUX



CHF Pièces	achète	vend
8 Florin	384.00	410.50
Krugerrand	2053	2165
Maple leaf	2053	2156
Napoleon 20 Fr.	381.00	429.00
Souverain ancien	480.00	545.00
Souverain nouveau	480.00	540.00
Vreneli 20 Fr.	383.00	429.00

Or (Zurich)	achète	vend
Once/USD	2333	2334
Kg/CHF	66775	67275

Argent (Zurich)	achète	vend
Once/USD	29.58	29.63
Kg/CHF	844.00	859.00

Platine (Zurich)	achète	vend
Once/USD	994.50	1005
Kg/CHF	28331	29081

Palladium (Zurich)	achète	vend
Once/USD	985.00	1000
Kg/CHF	28320	28690

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich; * = dernier prix mentionné; Div. = dividende; GS = bons de participation; I = actions au porteur; NA = actions nominatives; PS = bons de participation; St. = actions ordinaires; Vz. = actions privilégiées; le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Metal et devises étrangères données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie.

Source: Infront

PUBLICITE

hd

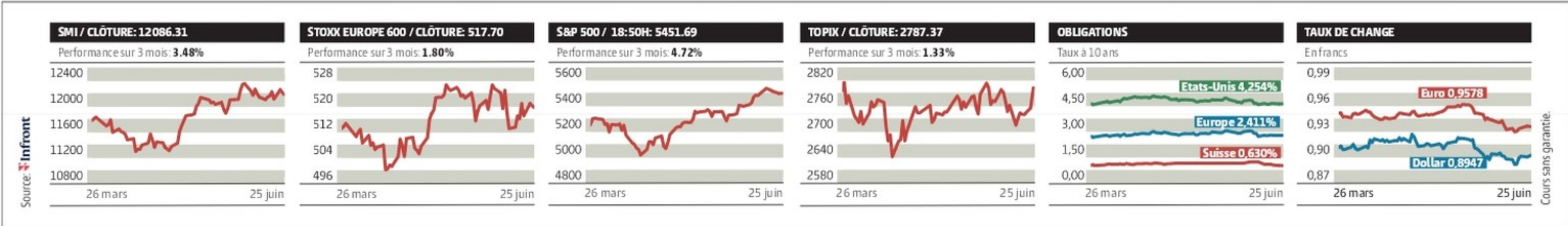
HEIDI.NEWS

IL EST TEMPS DE RACONTER LE MONDE

Plonge dans l'info comme dans une série!

Prix libre pour les moins de 26 ans

Abonne-toi au média Heidi.news



Neustark lève 69 millions de dollars pour du béton propre

CONSTRUCTION La start-up bernoise a convaincu des investisseurs tels que BlackRock, UBS et Holcim. Elle propose de capturer du CO2 dans du calcaire utilisé dans la fabrication de béton et elle est en plein essor

RICHARD ÉTIENNE
X @rietienne

Pour Neustark, ça s'apparente à un décollage. La start-up bernoise spécialisée dans le béton propre a annoncé mardi avoir levé 69 millions de dollars. Un montant très important pour l'entreprise, qui a vu le jour en 2019, mais qui est en phase avec son développement colossal ces douze derniers mois. En 2023, la pépète a multiplié les projets en Suisse et dans les pays voisins. Son effectif a triplé, passant de 20 à 60 personnes (ils sont 70 aujourd'hui) et son chiffre d'affaires quadruplé, grimant à 10 millions de dollars. De quoi convaincre des groupes comme UBS, Siemens, le géant du ciment Holcim ou ACE Ventures, qui figurent parmi ses investisseurs de longue date et qui ont participé à cette nouvelle levée. Mais aussi des poids lourds comme BlackRock (via une société, Decarbonization Partners, codétenue avec le groupe singapourien Temasek) et Blume Equity, nouveaux venus dans l'aventure.

Installations de biogaz

Fabriquer du béton tout en capturant du CO2. Voilà en gros ce que propose Neustark, une jeune pousse développée par un ancien étudiant de l'EPFZ, Johannes Tiefenthaler, et Valentin Gutknecht, un ex-employé de Climeworks, une société zurichoise qui planche sur une autre solution dans la capture de CO2. La start-up bernoise capte ce gaz à effet de serre auprès d'installations de biogaz, qui en rejettent, avant de le liquéfier et de l'acheminer vers des sites de recyclage des déchets de construction. Le dioxyde de carbone est ensuite injecté dans des granulats de béton provenant de bâtiments démolis ou dans d'autres déchets minéraux et il est transformé en pierre. Cette solution brevetée pétrifie le CO2 et le stocke de façon permanente dans du calcaire, un matériau utilisé pour fabriquer du béton. A l'œil nu, le changement est invisible: ce béton vert ressemble à n'importe quel autre

béton, de qualité identique, pas plus cher, mais plus écologique. «Ce sont des émissions négatives, tout ça de CO2 en moins relâché dans l'atmosphère», se félicitait Valentin Gutknecht, rencontré en mars sur le site d'un bétonnier partenaire à Cornaux (NE). En Suisse romande, Neustark stocke également du CO2 à Gland (VD) et doit annoncer cet été un partenariat pour la capture de ce gaz à effet de serre avec les SIG et la station d'épuration d'Aire, à Genève, en juillet. Son ascension est rapide. La société lève un million de francs en 2019, et commence par installer un prototype chez un bétonnier à Berne, Kästli, durant l'été 2020, en plein covid. Elle est finaliste du Prix SUD («start-up durable»), une distinction remise par *Le Temps* et Romande Energie, cette année-là. Elle multiplie depuis les projets, tant dans la capture de CO2 auprès de producteurs de biogaz que dans sa pétrification en calcaire.

Dix-neuf sites

En 2023, Holcim entre dans son capital, ce qui doit l'aider à déployer sa technologie. Un cap est franchi en février 2024, date à laquelle ses premières mille tonnes de CO2 ont été éliminées de l'atmosphère (un chiffre porté à 1800 tonnes aujourd'hui). A ce jour, Neustark a déployé sa solution sur 19 sites et l'installe dans une quarantaine d'autres centrales à béton, en Suisse, au Liechtenstein, en Allemagne, en France et en Autriche. «Nous transformons le plus grand flux de déchets au monde – le béton de démolition – en puits de carbone. Cet investissement nous permettra d'entrer dans la prochaine phase de notre mission, en nous aidant à accroître notre impact en Europe, à pénétrer de nouveaux marchés en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique, et à développer de nouvelles solutions pour stocker encore plus de CO2 dans les flux de déchets minéraux», a déclaré Johannes Tiefenthaler, codirecteur de Neustark dans un communiqué mardi. Le groupe dit vouloir éliminer 10 millions de tonnes de CO2 par an d'ici à 2050. A l'échelle mondiale, il faudra en capturer une dizaine de milliards de tonnes par an pour contenir le dérèglement climatique en 2050, selon l'ONU. Neustark est une solution parmi d'autres dans la capture de carbone pour y parvenir, de la plantation d'arbres au captage de CO2 dans l'air, comme le propose Climeworks. ■

MAIS ENCORE

Watches and Wonders: la fondation intègre Chanel, Hermès et LVMH
Le Conseil de fondation de Watches and Wonders accueille trois nouveaux membres. En intégrant les groupes Chanel, Hermès et LVMH, il explique vouloir soutenir l'ensemble de l'industrie horlogère. La fondation, à but non lucratif, a été créée en septembre 2022 par les entreprises Rolex, Richemont et Patek Philippe à la suite du lancement de la première édition du nouveau salon genevois de l'horlogerie Watches and Wonders. (ATS)

Face à la Chine, l'exercice d'équilibrisme de l'Allemagne

ÉCHANGES L'opposition de l'industrie allemande envers des hausses des droits de douane européens sur les voitures électriques chinoises est l'arbre qui cache la forêt. Le secteur ne parle pas d'une même voix sur le sujet

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN

A l'image de tout un pays, la puissante Fédération de l'industrie allemande (BDI) marche sur des œufs sur la question des hausses des droits de douane européens en direction des véhicules électriques chinois. Après des mois d'investigations pour savoir si Pékin viole les règles de la concurrence en subventionnant son industrie automobile, la Commission européenne pourrait en effet relever ces droits de douane en novembre, avec un effet rétroactif le 4 juillet. Le sujet est épineux dans un continent qui a fait de la transition écologique une priorité mais qui voit ses importations de voitures électriques chinoises bon marché augmenter. Le sujet était aussi central en ce début de semaine à Berlin, lors des «journées de l'industrie allemande» organisées par la BDI. Siegfried Russwurm, le patron de cette puissante fédération, ne le cache pas. Par principe, il ne goutte pas les hausses de droits de douane qui «peuvent entraîner une escalade néfaste pour une nation exportatrice comme l'Allemagne». Et de rappeler que 40% de la performance économique du pays repose sur l'exportation. «Les mesures coercitives sont la dernière chose que nous puissions souhaiter pour notre pays», note-t-il.

Le choix des mots

De l'autre côté, la BDI insiste sur la nécessité, pour l'Allemagne et l'Europe, que «le commerce se base sur des règles respectées par tous». Siegfried Russwurm ne tire donc pas à boulets rouges sur la Commission européenne. Selon un de ses porte-parole, la procédure lancée par Bruxelles est «légitime», tout comme «l'imposition

de droits de douane compensateurs s'il est prouvé que la Chine ne respecte pas les règles». «Tout est affaire de communication», le but étant de ne pas brusquer Pékin en lui expliquant qu'une telle mesure n'est pas une «sanction» mais une «mise à niveau» ne devant entraîner aucune mesure de représailles. Le message passera-t-il? En attendant de le savoir, la BDI salue la performance du ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck, revenu lundi de Chine avec l'accord des autorités locales de négocier directement avec la Commission européenne. «On ne fait pas la guerre avec quelqu'un avec qui l'on discute», estime Siegfried Russwurm, qui limite toutefois ses attentes. «Si d'ici au 4 juillet nous arrivons à ne pas avoir de guerre commerciale avec la Chine, ce sera déjà ça de gagné», note-t-il.

10%
Les droits de douane européens sur les véhicules électriques chinois s'élèvent actuellement à 10%.

27%
Bruxelles pourrait relever ses droits de douane à au moins 27% selon les marques, avec possibilité d'aller jusqu'à 48%.

Beaucoup plus catégorique, l'industrie automobile allemande est le fer de lance de la critique envers Bruxelles sur ce sujet. Pour des groupes comme Volkswagen et BMW, la Chine représente 30% du chiffre d'affaires et tous craignent des mesures de représailles à leur encontre, même si officiellement à ce stade, la Chine étudierait uniquement une réaction sur des secteurs très divers comme la viande de porc espagnole. Le risque semble toutefois trop

important pour un secteur qui doit sa grandeur aux moteurs thermiques et se voit distancer par la Chine sur les véhicules électriques. A Berlin en ce début de semaine, Hildegard Müller, présidente de la Fédération de l'automobile allemande (VDA), rappelait ainsi sa position de principe. Pour elle, les droits de douane compensatoires sont un «obstacle à la coopération mondiale» et ne sont «pas adaptés pour renforcer la compétitivité de l'industrie automobile européenne». Une compétitivité qui, selon elle, pourrait être renforcée par de meilleures conditions de travail et d'investissement en Allemagne même.

Aucun consensus

Au-delà des positions tranchées d'un secteur automobile puissant et influent, force est toutefois de constater qu'aucun consensus ne se dégage vraiment sur le sujet des droits de douane. En cause, l'extrême diversité de l'industrie allemande. L'Institut économique de Cologne (IW) a ainsi mené une enquête auprès de 900 entreprises industrielles et prestataires de services liés à l'industrie. Verdict: une société sur deux signale que les concurrents chinois pratiquent une sous-enchère de plus de 20% par rapport à leurs propres prix et environ 60% estiment que le gouvernement chinois fausse la concurrence par des subventions inéquitables. Elles sont ainsi plus de 80% à juger des droits de douane sur les voitures électriques chinoises au moins partiellement justifiés – à condition que la Chine subventionne effectivement de manière déloyale ses constructeurs. Moins de 7% s'y opposent. L'industrie allemande n'est pas la seule à être divisée. La cacophonie est aussi de mise au sein du gouvernement, avec un chancelier, Olaf Scholz, opposé à des droits de douane et un ministre de l'Economie – écologiste – qui peut les envisager «en ultime recours». Preuve, s'il en fallait encore, du casse-tête que cause la Chine à l'économie allemande. ■

LVMH met les pendules jurassiennes à l'heure de Paris

HORLOGERIE Le groupe français de luxe fait l'acquisition de Swiza et de ses pendulettes de table L'Epée, à Delémont. Une avancée symbolique en termes de chiffre d'affaires. Mais significative sur un savoir-faire encore largement sous-valorisé

STEPHANE GACHET

La direction de LVMH a annoncé hier l'acquisition de Swiza, propriétaire de L'Epée, une manufacture de pendulettes basée à Delémont. L'annonce a doucement surpris alors que le groupe de luxe est attendu sur un dossier plus stratégique, celui de la reprise du pôle horloger de la Fondation de Famille Sandoz (face à Hermès, qui part favori). Dans ce contexte, l'avancée sur la petite spécialité des pendules de table peut paraître anecdotique. C'est sans doute le cas en termes de prix d'acquisition (le montant de la transaction n'est pas communiqué) et en termes de revenus futurs. En revanche, l'intégration de L'Epée pourrait devenir stratégique pour l'image du pôle horloger du groupe. Frédéric Arnault, président-directeur général de la Division Montres de LVMH, se livre à une véritable laudatio dans le communiqué officiel. Qualifiant l'entreprise créée par

Auguste L'Epée en 1839 de «marque d'objets d'art mécaniques au savoir-faire inégalé et unique». Le dirigeant souligne également le «potentiel de création encore inexploité qu'offrent les univers des différentes maisons du groupe LVMH associés à ce savoir-faire exceptionnel».

De MB & F à Patek Philippe

Ce savoir-faire, c'est celui de la petite pendule. Quant au potentiel évoqué, il a déjà été inauguré au sein de LVMH. Des pendules en forme de voitures ont été réalisées en collaboration avec Tiffany. Ainsi qu'une montgolfière signée Louis Vuitton. C'est d'ailleurs à travers les collaborations que L'Epée a été relancée au cours de la dernière décennie. En particulier avec une série de pièces marquantes cosignées MB & F. Il faut encore souligner que la pendulette n'est pas sous le radar de tout le monde. Une maison comme Patek Philippe pratique cette spécialité depuis longtemps, avec un succès qui ne se dément pas. En entrant chez LVMH, L'Epée quitte le groupe Merse, propriété de la famille Mèrilat. Les 80 collaborateurs de la maison, ainsi qu'Arnaud Nicolas, à la tête de l'entreprise et de la création, «continueront d'apporter leurs compétences», précise le communiqué. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

BOURSE

Au lendemain de sa belle progression, la bourse suisse a entamé la séance de mardi en repli de 0,44% à 12104,21 points. Dans l'après-midi, Wall Street a ouvert sans direction précise. Le SMI a clôturé en baisse de 0,58% à 12086,31 points et le SPI de 0,62% à 16037,64 points. Aux bancaires, UBS a affiché un sévère recul de 3,18% à 26,51 francs. Le groupe a annoncé la vente de 36,01% de sa participation dans Credit Suisse Securities en Chine à l'entreprise Beijing State-owned Assets Management. L'opération devrait rapporter 91,4 millions de dollars. Aux poids lourds, Roche (-0,78% à 253,40 francs) a reçu l'approbation de la Commission européenne pour une version sous-cutanée de son traitement Ocrevus contre la sclérose en plaques. Novartis s'est effrité de 0,13% à 95,89 francs et Nestlé a reculé de 0,82% à 93,90 francs. De son côté, Richemont (+2,74% à 144,35 francs) a affiché la seule progression au sein du SMI. Selon Bloomberg Businessweek, Bernard Arnault détendrait une petite participation dans le groupe à titre personnel. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

LE TITRE VEDETTE

Richemont

144,00
140,50
137,00

9h00 17h30

Source: SIX

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

PUBLICITÉ

Digital Assets and MiCA®
Axé sur la pratique. Modulaire.

Notre nouveau cours en ligne vous fournit toutes les connaissances essentielles sur les crypto-monnaies, la blockchain et les dernières évolutions réglementaires telles que la directive AML5 et le futur règlement MiCA.

Inscrivez-vous maintenant et façonnez l'avenir du monde financier !

T +41 (0)44 872 35 35 | info@azek.ch | www.azek.ch

Le football de sélection, un monde à part

EURO 2024 Désormais reléguées au second plan par la Premier League ou la Ligue des champions, les compétitions par équipe nationale continuent de passionner le public, qui oublie parfois que ce n'est pas tout à fait le même sport

LAURENT FAVRE
X @LaurentFavre

Depuis le 14 juin, l'Europe se passionne pour son championnat des nations de football organisé en Allemagne. Les matchs sont très suivis et les commentaires nombreux mais les avis sont souvent plaqués sur ce que l'on peut entendre durant toute la saison, lorsque jouent les clubs en championnat national ou en coupes européennes. Or, le football pratiqué sous la bannière des équipes nationales comporte des particularités qu'il est important de connaître pour comprendre les raisons d'un style de jeu, d'une méforme d'une non-sélection. Nous avons listé les principales.

■ On ne prend pas les 11 meilleurs

Le but annulé de Robert Andrich lors de Suisse-Allemagne (1-1) nous a épargnés cinq jours de polémique stérile. Faut-il sur ce tir lointain qu'il laissa passer au-dessus de ses gants, Yann Sommer aurait entendu parler de son concurrent Gregor Kobel pendant toute la semaine. En pure perte car Murat Yakin n'aurait pas changé de gardien, pour une raison facile à expliquer mais visiblement difficile à comprendre: une équipe nationale n'est pas la sélection des 11 meilleurs footballeurs du moment mais l'addition des 11 joueurs qui s'accordent le mieux ensemble. Kobel est peut-être meilleur que Sommer, mais pas au point de compenser un vécu commun de 60 matchs en moyenne avec le bloc défensif. C'est la même chose à tous les postes, où entrent également en ligne de compte des critères comme la complémentarité, la polyvalence, les options offertes, l'apport à la vie de groupe. Une étude d'Opta lors de l'Euro 2021 a montré que si l'âge moyen des sélections (27,5 ans) était équivalent à celui observé dans les clubs (27 ans), les équipes nationales offraient moitié moins de temps de jeu aux joueurs de moins de 21 ans que les équipes de club et 10% de temps de jeu supplémentaire aux plus de 30 ans. Cette fidélité a un coût: la fin de carrière internationale des grands joueurs (qui ne peuvent pas être transférés) se fait souvent dans les larmes (Sforza, Vogel, Inler, Behrami).

■ Il est difficile d'imprimer un style

Si les sélectionneurs testent beaucoup de joueurs différents, ils ont quatre fois moins de matchs par an pour les réunir. De plus en plus, les joueurs arrivent tard et partent tôt, en avion privé du club à la sortie des vestiaires. Les quelques entraînements servent à évaluer le degré de forme de chacun et à une mise en place tactique sommaire. Difficile de faire plus, hormis durant le stage précédant une phase finale. Les équipes nationales ont longtemps ressemblé à l'ossature du club dominant du pays. Les Pays-Bas jouaient comme l'Ajax, la RFA comme le Bayern. Et puis l'arrêt Bosman a dilué les identités de jeu (Brésil) et éparpillé les joueurs aux quatre coins de l'Europe. La dernière sélection à posséder un style de jeu affirmé était l'Espagne (de 2008 à 2012) car elle s'appuyait sur six à sept titulaires du Barça. Les sélectionneurs ont peu de temps pour travailler et vont souvent à l'essentiel. Si Vladimir Petkovic offre un contre-exemple notable avec la Nati – sur sept ans et avec un travail très psychologique –, Julian Nagelsmann a réduit ses prétentions au bout de quelques mois à la tête de l'équipe d'Allemagne, simplifiant ses consignes et reconduisant son onze de base pour lui permettre de trouver dans la compétition les automatismes et la confiance qu'il ne pouvait travailler à l'entraînement.

■ Les qualifications ne sont pas le tournoi

Joueurs et encadrement de la Nati l'avaient promis et répété: «Ce sera différent à l'Euro.» Ça ressemblait à de la pensée magique mais c'est pourtant ce qui s'est passé. Pourquoi? Parce que les qualifications sont désormais une ennuyeuse purge sans suspense, avalée par série de deux rencontres casées au forceps dans le calendrier. Elles ne passionnent ni le public ni les médias et surchargent les joueurs. «Les qualifications, où chaque match était autrefois une finale, sont devenues faciles, et cela contribue au désamour des spectateurs qu'on a connu cet automne», estime Ludovic Magnin. Lorsque l'Euro arrive, les championnats sont terminés, l'équipe nationale est la seule chose qui compte. Tout le monde arrive avec un état d'esprit positif, on laisse de côté les rancunes, au moins pour un temps. Les stades sont pleins, les supporters sont nombreux, fervents et inconditionnellement derrière l'équipe. C'est immédiatement une tout autre énergie, bien plus favorable à la réalisation d'un grand projet collectif.

■ Le contexte est différent pour les joueurs

Par définition, une sélection nationale réunit les meilleurs joueurs du pays. Tous occupent des positions en vue, assument des responsabilités, sont des leaders dans leur club. Une équipe

nationale fonctionnant comme une équipe, il ne peut y avoir 26 leaders et des grands joueurs doivent accepter d'occuper des rôles secondaires, voire figuratifs (ce qui renvoie au point 1: on ne prend pas les 11 meilleurs). Au-dessus du lot en Super League avec le FC Lugano, Renato Steffen n'a pas eu la moindre minute de jeu à l'Euro. Des légendes comme Thomas Müller, Olivier Giroud ou Xherdan Shaqiri jouent les utilités, le meilleur joueur de la saison en Premier League Phil Foden se plaint de devoir jouer sur un côté.

Au fur et à mesure que le football s'est professionnalisé, les sélections se sont coupées du monde

Il y a ceux qui s'adaptent et ceux qui bloquent. «Florian Wirtz a fait une saison sensationnelle avec Leverkusen. Mais en équipe nationale, je ne l'ai pas encore vu jouer un match de classe mondiale», a jugé l'ancien joueur allemand Mario Basler dans le *Sonntags-Blick*. A l'inverse, certains comme Shaqiri ou Paul Pogba n'ont jamais exprimé en club le niveau qu'ils pouvaient atteindre en sélection. Arsène Wenger avait pour règle

de ne jamais recruter la révélation d'un Euro. Karel Poborsky, Angelos Charisteas ou Renato Sanches n'ont jamais confirmé. Pas plus qu'Andrei Archavine, qu'Arsenal engagea tout de même six mois après l'Euro 2008.

■ L'essentiel se passe hors du terrain

Le rythme est assez peu soutenu dans cet Euro où la Suisse joue tous les cinq à six jours. Elle a joué dimanche, rejoue samedi, et peut-être le 6 juillet à Düsseldorf en quart de finale. Il n'y a qu'un entraînement par jour, et pas mal de temps libre, que les 26 joueurs passent en vase clos à l'hôtel. Ils sortent peu, n'ont vu leur famille que dimanche soir et lundi, l'ambiance est toujours celle d'un stage, qui a d'ailleurs débuté bien avant l'Euro. Dans ce huis clos, les relations interpersonnelles sont primordiales. Elles peuvent influencer positivement comme négativement sur les performances. Le fameux cliché «le groupe vit bien» débité en conférence de presse est censé rassurer sur ce point. L'extérieur est perçu comme une zone de contamination et une source de problèmes potentiels, dont la viralité d'un incident sur les réseaux sociaux est la manifestation la plus évidente. Au fur et à mesure que le football s'est professionnalisé, les sélections se sont coupées du monde. Preuve que l'essentiel est invisible pour les yeux non accrédités.

■ Ça vaut moins mais ça compte plus

En mai, l'AC Milan et Newcastle United ont emmené Noah Okafor et Fabian Schär pour une tournée de matchs-exhibitions en Australie. «Nous avons essayé de parler avec les clubs, mais il n'y avait rien à faire», s'est désolé Murat Yakin en début de stage. Rien à faire parce que les règlements UEFA et FIFA rognent toujours plus sur les prérogatives des équipes nationales. Ce sont les clubs qui paient et celui qui paie commande. Le football de sélection a aussi la réputation d'être de moins bonne qualité que celui des clubs, mieux entraînés et qui, pour les plus grands, ressemblent désormais à des sélections internationales. Si tous les meilleurs joueurs sont à l'Euro, rares sont les sélectionneurs présents (Deschamps, Rangnick, Koeman, Nagelsmann) à faire partie du gotha de leur profession. Malgré tout cela, le football de sélection conserve un impact inégalable. C'est lui qui fait la carrière des joueurs – demandez à Zidane ou à Senderos – et les meilleures audiences (76% de parts de marché pour ZDF en Allemagne, 540 000 téléspectateurs sur RTS 2 dimanche, «la meilleure audience pour un contenu sportif depuis la Coupe du monde 2022», selon Massimo Lorenzi). Deux raisons à cela: les matchs sont davantage diffusés sur des chaînes gratuites et ils attirent un public qui d'ordinaire ne s'intéresse pas au football. ■

L'Autriche bat les Pays-Bas et complique le chemin de la France

RÉSULTATS Trop minimalistes, les Bleus ont été incapables de battre la Pologne, un penalty de Robert Lewandowski répondant à un penalty de Kylian Mbappé. Vainqueur 3-2 des Pays-Bas dans un match enlevé, l'Autriche était bien la meilleure équipe du groupe C

Quelque chose d'assez fou se profile dans cet Euro 2024 où les qualifiés pour la phase à élimination directe, qui émergent un à un depuis dimanche soir, dessinent un tableau final totalement déséquilibré. Lundi, la France tenue en échec à Dortmund par la Pologne (1-1) est venue rejoindre l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, qu'elle pourrait affronter en quart de finale.

Incapables de battre une équipe de Pologne démobilisée et déjà éliminée,

les Bleus ont laissé échapper la première place du groupe C, qui revient à l'Autriche, vainqueur 3-2 des Pays-Bas à Berlin dans un match beaucoup plus inspiré. Les Autrichiens ont ouvert le score sur un but contre son camp de Donyell Malen dès la 7e minute. Cody Gakpo égalisait dès le début de la seconde mi-temps (47e 1-1) mais Romano Schmid redonnait l'avantage à l'Autriche en reprenant de la tête un centre de Florian Grillitsch (59e 2-1). Memphis Depay égalisait à 2-2 à la 76e minute avant que Marcel Sabitzer ne scelle le score final d'un tir en force après avoir transpercé la défense batave (81e 3-2).

L'Autriche affrontera le deuxième du groupe F (Turquie ou République tchèque) le mardi 2 juillet à Leipzig. Avec quatre points, les Pays-Bas sont assurés de se qualifier parmi les quatre meil-

leurs troisièmes mais doivent attendre pour connaître le nom de leur adversaire et le lieu de la rencontre. La France, elle, ira le lundi 1er juillet à Düsseldorf batailler contre le deuxième du groupe E, où les quatre équipes (Roumanie, Belgique, Slovaquie, Ukraine) sont actuellement à égalité de points. Ainsi, les joueurs de Didier Deschamps pourraient-ils devoir battre successivement la Belgique, le Portugal et l'Espagne pour accéder à la finale.

Rectifier le tir

Ce n'est sûrement pas le souci immédiat de Didier Deschamps, dont les individualités sont méconnaissables depuis le début du tournoi. Les Bleus, qui n'avaient battu l'Autriche que sur un but contre son camp d'un défenseur et avaient signé le premier 0-0 de l'Euro, n'ont réussi à marquer par

eux-mêmes que sur un penalty, obtenu par un Dembélé trop vif pour Kiwior, et transformé par un Mbappé qui n'a pas paru généré par son masque de protection (55e 1-0).

Didier Deschamps, dont le maître mot est «équilibre», dira sans doute à ses détracteurs que son équipe a encore une fois eu de multiples occasions et n'a pêché qu'à la finition. C'est vrai et même Mbappé (42e, 45e, 49e, 75e) a raté des occasions dont il se nourrit habituellement. Mais en laissant constamment six à sept joueurs en position défensive, en ne proposant aucun mouvement, en ratant autant de passes, de centres et de tirs, en étant incapables de réagir après le but polonais, les Bleus s'exposent à ce genre de désillusions. Il leur faudra rectifier le tir rapidement, sous peine de devoir rentrer à la maison bien avant la date prévue. ■ L. F.

La Suisse romande candidate aux «Super Mondiaux» 2031 de cyclisme

COMPÉTITION Vaud travaille avec la fédération Swiss Cycling au projet d'organisation des championnats du monde de toutes les disciplines du vélo. Un projet ambitieux qui pourrait mobiliser d'autres cantons romands

PIERRE CARREY
X @PierreCarrey_

C'est un format XXL de championnats du monde que la Suisse souhaite organiser à l'horizon 2031. Un événement exceptionnel qui se tient tous les quatre ans, et qui rassemble 8000 athlètes femmes et hommes, de junior à élite, incluant les valides et handisport, et ce, dans toutes les disciplines: route, piste, VTT, BMX, gravel, e-sport... Aussi grand que l'Euro de football, selon ses concepteurs, très ambitieux. Après la première édition de ces «super championnats» tenue à Glasgow en 2023, la deuxième qui a été attribuée au département de la Haute-Savoie pour 2027, la Suisse a déjà enclenché son processus de candidature,

selon des informations recoupées par *Le Temps*.

«Swiss Cycling a mis en route ce projet de Cycling Championships 2031, a fait part de son intérêt à l'UCI [l'Union cycliste internationale] et a réalisé une étude de faisabilité (pas encore publiée, mais qui a permis de constater que l'organisation d'un tel événement était faisable)», indique la fédération suisse de cyclisme, interrogée sur le dossier. Ajoutant que «le projet concerne la Suisse romande en entier» avec le canton de Vaud «au cœur du projet».

Coût non communiqué

Après Zurich, qui accueillera les Championnats du monde de cyclisme en septembre prochain, mais uniquement les épreuves route, c'est donc la partie francophone qui se positionne comme organisatrice. Pendant plusieurs mois, Swiss Cycling a sondé d'autres villes ou cantons, notamment Berne, avant de resserrer sa candidature autour de l'Arc lémanique. Mais d'autres cantons romands pourraient

être mobilisés, à l'image du Valais, qui abritera les Mondiaux de VTT en 2025, et qui devait héberger les Mondiaux sur route 2020 conjointement avec Vaud, sur le circuit Aigle-Martigny, un événement annulé in extremis pour cause de covid. «La structure dédiée à l'organisation d'Aigle-Martigny 2020, l'association, est toujours existante, fait savoir Grégory Devaud, le syndic d'Aigle. L'idéal serait de pouvoir reprendre une grande partie du concept organisationnel de 2020, ce qui générerait des économies par la valorisation d'un énorme travail déjà réalisé. L'objectif est donc d'être intégré rapidement à la mise sur pied d'un nouveau projet...» Quant aux épreuves sur piste, elles ne pourraient se tenir qu'au Tissot Velodrome de Granges (Soleure), seule infrastructure suisse homologuée pour des compétitions de classe mondiale.

Le coût de l'événement n'a pas été communiqué. Tous frais confondus, l'Ecosse avait payé l'équivalent de 68 millions de francs en 2023, pour des retombées théoriques de 232 millions de francs, selon un



«L'association dédiée à l'organisation d'Aigle-Martigny 2020 est toujours existante»

GREGORY DEVAUD, SYNDIC D'AIGLE

rapport de l'UCI qui prenait en compte notamment les dépenses hôtelières des spectateurs et délégations sportives. Les organisateurs français pour 2027 n'ont pas dévoilé de chiffre, l'opposition politique locale avançant la somme de 95 millions de francs. Pour le projet suisse de 2031, une part importante du budget pourrait être réglée par les promoteurs d'Aigle-Martigny, qui avaient réussi à lever plus de 15 millions de francs en vue de leur projet. Il reste moins de trois mois à Swiss Cycling pour boucler son dossier, car l'UCI compte annoncer la région gagnante le 24 septembre. D'ici là, d'autres candidatures pourraient officiellement se déclarer. La fédération internationale indiquait dès 2023 avoir reçu cinq demandes «intéressées». Cependant, les processus de validation sont longs et complexes, et beaucoup de postulants finissent par jeter l'éponge. Aujourd'hui, l'UCI refuse de préciser les candidatures encore en lice mais, d'après nos sources, verrait d'un très bon œil le projet romand de 2031. ■



Roger Federer lors de son dernier match à la Laver Cup. (LONDRES, 23 SEPTEMBRE 2022/LU YING/IMAGO)

«Les Douze Derniers Jours de Federer»: set, match, et larmes

DOCUMENTAIRE Amazon Prime dévoilait il y a quelques jours ce film qui retrace la toute fin de carrière du tennisman, de l'annonce de sa retraite à son ultime Laver Cup. Une plongée en coulisses où les émotions l'emportent sur tout le reste

VIRGINIE NUSSBAUM
X @Virginie_nb

Les Douze Derniers Jours de Federer: le titre évoquerait presque un apôtre. On n'en est pas si loin. Quand en septembre 2022, à 41 ans, Roger Federer annonçait la fin de sa carrière, c'est le monde entier qui rendait ses hommages à un saint du tennis, à une idole à l'élégance aussi légendaire que son palmarès. «Un Barychnikov sur le court», résume dans le documentaire la voix off de John McEnroe, en référence au célèbre chorégraphe letton.

Car on ne le savait pas, mais avant de remettre définitivement sa raquette, Roger a pris l'initiative de documenter ce dernier chapitre de sa vie sportive. Les caméras des réalisateurs Joe Sabia et Asif Kapadia (auteur de plusieurs documentaires sportifs et de l'oscarisé *Amy*, en 2016) l'ont ainsi suivi durant douze jours, de l'enregistrement de son message d'au revoir à son ultime match à la Laver Cup, en double avec Rafael Nadal.

«J'espère que je n'aurai pas besoin de ces mouchoirs, mais je suis un mec

émotif», dit-il en s'installant devant le micro, dans son lumineux appartement zurichois. Calmement, il lit sa lettre aux fans, expliquant que son genou, qui le fait souffrir depuis des années, l'empêche de continuer. Sa voix s'étrangle: «Au tennis, je lui dis: je t'aime, et je ne te quitterai jamais.»

Djokovic le «trouble-fête»

Plus que de nostalgie – on ne verra que quelques images d'archive –, il est question d'émotions dans ces *Douze Derniers Jours*. A commencer par celles d'un athlète qui, après vingt-quatre ans de tournois et de podiums, doit affronter l'après, «l'inconnu». Alors que face aux journalistes, Roger donne le change, en coulisses, on sent la fébrilité et celle de ses proches aussi – chose rare, Mirka s'exprime face caméra.

L'émotion de ses confrères aussi, ceux qui l'ont titillé au sommet: Andy Murray, Novak Djokovic et bien sûr Rafael Nadal. Tous ont accepté l'invitation à le rejoindre pour cette ultime Laver Cup. L'occasion pour lui de revenir sur ces relations, tendues au filet mais souvent amicales aux vestiaires. De raconter comment l'arrivée de Nadal a été un moment délicat pour lui qui fanfaronnait seul en tête, et comment il a commencé par sous-estimer le «trouble-fête» Djokovic. Eux ne tarissent pas d'éloges sur celui qui leur a donné un «exemple positif», et dont l'héritage vivra». A ce stade, on pourrait presque

croire que Roger a passé la raquette à gauche tant les compliments fusent, tant la musique est triste. «Les sportifs meurent deux fois», nous rappelle-t-on. Pour un peu de suspense, le dernier acte rejoue l'ultime double à Londres, concédé de peu à la paire américaine Tiafoe-Sock – on se mord les doigts de ne pas avoir été là: la tension dramatique y est à son comble. Et quiconque a suivi le phénomène Federer peinera, en revoyant ses sanglots à retenir une larme... Set et match pour le documentaire qui ne visait que ça.

A l'opposé d'un biopic

Les Douze Derniers Jours n'a rien d'un biopic. Avec sa focale ultra-serrée, le film ne nous apprend finalement pas grand-chose sur un héros dont il suppose que ses fans connaissent tous les faits d'armes. Certaines questions ne sont qu'effleurées (Roger admet qu'il a, un temps, tenté d'être plus orageux sur le court parce que c'est ce qu'on attendait de lui). Et pas un mot non plus sur son empire financier: ici, c'est le tennisman qu'on célèbre. Frustrant même si, au vu du personnage, on se laisse volontiers embarquer dans ces longs au revoir. Qu'on se rassure toutefois, Roger n'est jamais loin: la semaine dernière encore, à Zurich, il échangeait quelques balles avec l'actrice Zendaya... ■

Les Douze Derniers Jours de Federer, un film de Asif Kapadia et Joe Sabia (2024), 88 min. Sur Amazon Prime Video.

MAIS ENCORE

Pedro Almodovar s'expose à Madrid

Cinéaste des femmes, Pedro Almodovar a la réputation d'être fidèle à une poignée d'actrices incarnant ses héroïnes, mais sa muse d'hier et de demain, c'est Madrid. Jusqu'au 20 octobre, la ville rend hommage à cette relation amoureuse à travers l'exposition «Madrid, chica Almodovar». A travers 200 photos issues des 23 films ou d'archives personnelles d'Almodovar, on découvre la relation entre l'artiste originaire de Castille-La Manche (centre) et la capitale. «Voici ma vie», aurait dit le cinéaste lorsqu'il a visité l'exposition, avant le public et loin des caméras. (AFP)

«Manga D'Terra», une errance musicale

CINÉMA Le Portugo-Suisse Basil Da Cunha retrouve pour la troisième fois le quartier créole Reboleira, à Lisbonne, où il filme le parcours d'une jeune Cap-Verdienne rêvant de devenir chanteuse

STÉPHANE GOBBO
X @stephgobbo

Alors que sort le troisième long métrage de Basil Da Cunha, *Manga D'Terra* («mangue du pays»), en compétition l'été dernier au Locarno Film Festival, impossible de ne pas parler de trilogie. Formé à la HEAD-Genève (Haute Ecole d'art et de design de Genève), où il enseigne, le natif de Morges aux origines portugaises retrouve une nouvelle fois Reboleira, un quartier créole de Lisbonne où il s'est en partie installé et où il avait déjà tourné *Après la nuit* (2013) et *O Fim do Mundo* (2019), sélectionnés respectivement par la Quinzaine des cinéastes du Festival de Cannes et Locarno. Tournant avec des acteurs et actrices amateurs qui jouent souvent des rôles proches de leur réalité, le réalisateur propose un cinéma organique et chorégraphique – «c'est une danse, et on improvise comme dans le jazz», disait-il au moment de la sortie d'*O Fim do Mundo*.

D'abord conçu et financé comme un court métrage, ce film est finalement devenu un long, et cela se sent dans sa construction

Dans *Après la nuit*, il racontait l'histoire de Sombra, un dealer tout juste sorti de prison cherchant à retrouver sa place dans un bidonville constamment en mouvement, où pour beaucoup la survie est un combat quotidien. Entre polar, tragédie shakespearienne et drame social, le film s'aventurait aussi vers le réalisme magique lors d'une extraordinaire séquence de sorcellerie. Puis, dans *O Fim do Mundo*, le Portugo-Suisse montrait les difficultés du jeune Spira à se réacclimater – après un séjour en maison de correction – avec la vie de Reboleira, dont les habitants voient les uns après les autres leur maison détruite par le gou-

vernement pour insalubrité, dans une optique capitaliste de gentrification et de profit. A travers la figure d'un caïd à la petite semaine, le film empruntait plus ouvertement les codes du polar.

Personnages caricaturaux

Changement de registre avec *Manga D'Terra*, né d'une envie de quitter la masculinité pour s'intéresser au hors-champ que sont les femmes de ce quartier dont la destruction s'accélère et dont le réalisateur est devenu une sorte de porte-voix. Double glissement d'un genre à l'autre pour Da Cunha, qui passe des hommes aux femmes mais aussi du polar social au film musical à travers le personnage de Rosinha, dit Rosa, une Cap-Verdienne de 20 ans ayant laissé ses deux jeunes enfants au pays, pour tenter – à la suite de la mort de son mari – sa chance à Lisbonne. Travaillant pour sa logeuse, Nunha, une femme de poigne qui tient un petit bistrot de rue, Rosa s'évade à travers la musique et caresse le rêve de devenir chanteuse.

D'abord conçu et financé comme un court métrage, *Manga D'Terra* est finalement devenu un long, et cela se sent dans sa construction. Si les séquences nocturnes sont magnifiquement photographiées et que les moments musicaux sont totalement envoûtants – on dirait lorsqu'elle chante que Rosa est malgré son jeune âge habitée par plusieurs générations de femmes qui ont comme elle souffert –, la structure narrative du film s'avère hélas bancal, articulée autour de quelques péripéties dont on se désintéresse vite et d'une succession de personnages caricaturaux qui n'existent jamais vraiment – la voisine bienveillante, le rappeur recherché par la police, le dragueur invétéré, le producteur plus préoccupé par le physique de Rosa que par son talent...

Entre une chanson et l'autre, on oublie assez vite ce qui nous est raconté. C'est d'autant plus décevant que l'héroïne est magnifiquement incarnée par Eliana Rosa, une artiste au talent brut qui émeut aux larmes dès qu'elle chante. Face à ce film qui semble donc clore une trilogie, on se demande inévitablement avec curiosité et envie si le cinéma organique de Da Cunha serait soluble dans une autre réalité que celle de Reboleira. ■

Manga D'Terra, de Basil da Cunha (Suisse, Portugal, 2023), avec Eliana Rosa, Nunha Gomes, Evandro Pereira, Nuno Baessa, 1h36.

Dès octobre, Les Marionnettes de Genève se pencheront sur le monde qui brûle

SCÈNES A la tête du théâtre depuis 2015, Isabelle Matter proposera dès la rentrée des spectacles qui serviront «pleinement à construire une nouvelle vision de la société»

MARIE-PIERRE GENECAND

Le monde brûle et Les Marionnettes de Genève ne veulent pas regarder ailleurs. D'où, pour les plus jeunes spectateurs, comme pour les plus âgés, une saison 2024-2025 qui documentera le réchauffement climatique, le traitement inique du bétail ou encore l'intelligence artificielle avec l'inventivité formelle que permet la discipline.

Au programme de ce théâtre genevois fondé par Marcelle Moynier en 1929 et emmené par Isabelle Matter depuis 2015 figureront encore des «décélération poétiques», c'est-à-dire des spectacles moins directement engagés, mais qui

auront l'art d'offrir du temps au temps. A cette enseigne, mentionnons *Après l'hiver*, à déguster en octobre prochain. La reprise de cette belle création de Fatna Djahra traverse les saisons à la cadence d'une chenille dans des paysages peints en direct.

Près de 27 000 spectateurs

Tout d'abord, les chiffres de la saison qui se termine. «En 2023-2024, le TMG a connu une fréquentation de 95% sur les 14 spectacles à l'affiche. Nous avons donné 281 représentations dont 90 scolaires et reçu 26 793 spectateurs de tous âges, sans compter le public des neuf spectacles en tournée qui ont proposé 84 représentations», se réjouit la directrice. Avant de rappeler l'événement du printemps dernier: le festival 2Temps, 3Mouvements qui, en allant jouer des spectacles pour des populations ayant peu accès au théâtre, a constitué «la

quintessence de cet esprit rassembleur pour parler du monde de demain».

Le monde de demain justement. Isabelle Matter veut s'en soucier et inscrit à son affiche 12 spectacles qui «souhaitent pleinement participer à l'émergence d'une nouvelle vision du monde». «Dans ma nouvelle création, par exemple, *Le Truc sur le Feu*, je pointerai avec humour la curiosité de l'espèce humaine face à une nouvelle technologie, en l'occurrence le feu, mais aussi sa bêtise et son manque d'humilité quant à son utilisation», commente la directrice. Une pièce écrite par Romane Nicolas, qu'on découvrira en janvier au TMG et qui ira ensuite le 19 février au TPR de la Chaux-de-Fonds et en mars à Nuithonie, à Villars-sur-Glâne.

Auparavant, en décembre, on aura vu *Les Fables du baobab*, une création prometteuse destinée aux enfants dès 4 ans et qui, à base de boîtes de conserve, de

bouchons en plastique, de cartons et de bouteilles recyclés, racontera comment les enfants de Côte d'Ivoire ont appris le français à travers les fables de La Fontaine et comment ils ont intégré cette culture du XVIIIe siècle à leur propre mythologie. Olivier Périat mettra en scène ce texte de Michel Beretti dont on se réjouit de retrouver la plume devenue trop rare.

Et si Apollo 11 était «fake»?

Une autre proposition qui suscite la curiosité? *Castelet is not dead*, de la Cie Arnica. «Ce spectacle donne un nouvel élan aux *Castelets en jardin* d'Emilie Valantin et questionne à travers trois sketches punks et dystopiques les mutations humaines, notamment celles engendrées par les intelligences artificielles», renseigne la directrice. Ce spectacle destiné aux adolescents et aux adultes sera, en mai, la dernière pro-

duction de la saison. Avant, il ne faudra pas manquer *Subjectif Lune* des Maladroits, cette compagnie qui nous avait bluffée avec *Joueurs*, en novembre 2022, qui traitait le conflit israélo-palestinien à coups de murs en parpaings perpétuellement détruits.

Dans *Subjectif Lune*, à voir en avril, les marionnettistes se munissent de caméras et d'effets spéciaux maison pour, à la fois, reconstituer et remettre en question la Mission Apollo 11. «Le 21 juillet 1969, deux astronautes américains de la NASA marchent sur la lune, puis rentrent sur terre sains et saufs. Leur exploit est filmé par l'agence spatiale et retransmis en direct à des millions de téléspectateurs ébahis. Et s'il s'agissait d'une gigantesque fake news?» s'amuse Les Maladroits, qui singent le complotisme dans cette création stimulante à destination d'un public adolescent et adulte. ■

«Il nous fallait aussi, à Marc et moi, donner un sens à tous ces voyages en mer, partager ces traversées avec d'autres»



PROFIL

1952 Naissance à Alexandrie.

1957 Arrive en Suisse.

1988 Naissance de son fils Jonathan.

2007 Début de ses voyages en mer.

2024 Publie «En mal de mère» (Slatkine).

Archipel d'Okinawa en 2014. Elle rencontre dans une marina un Franco-Suisse qui vit sur un bateau avec son fils. La mère, japonaise, les a quittés. L'homme est convoyeur de voiliers. L'adolescent l'accompagne sur les mers. Etrange existence. Romanesque aussi. Sylvie Cohen, qui elle-même navigue avec son compagnon, est touchée par ce père et ce garçon hors-sol, chasseurs d'horizon. Idée d'un livre, une fiction.

Dix ans plus tard et autant à voguer à bord de Chamade, un 12 mètres, l'ancienne journaliste publie *En mal de mère*. Histoire de Kaïto et son père Jack, mort dans le bateau. Dehors, les lames de mer, furieuses, éperonnent. Le grément brisé martèle l'aluminium de la coque. Les postillons d'embruns s'engouffrent. Une avarie à cause d'un «foutu typhon» qui devait passer plus au sud. Kaïto est livré à lui-même. Un cachalot, «cache à l'eau», tourne autour du voilier sans voile, seul être vivant rencontré depuis si longtemps. Kaïto voudrait sauter sur son dos, qu'il le ramène jusqu'à Fukuoka où habite sa mère japonaise. Maïko est jeune, belle, danseuse, riche sans doute. Mais fêlée, disait Jack. L'enfant pensait que c'était faux, qu'elle n'était pas folle, que Jack disait cela pour se venger.

Un cachalot et des rêves

En dérivant, il se souvient de cette mère. Quelques jours avec elle, quelques mois plus tôt. Nettement plus cool que le colérique Jack. Elle l'emmène dans un palace dont la façade incrustée de petits balcons bombés lui fait penser à une guirlande de soutiens-gorge XXL. Mange un hamburger frites, goûte à l'invitation de sa mère à un Cabernet sauvignon puis dans la chambre à du Champagne, voit sa mère nue s'immerger dans le jacuzzi avec vue sur le coucher de soleil,

la rejoint nu lui aussi, sombre plus tard dans le sommeil, sent inconsciemment la chaleur d'une peau douce, la caresse d'une main contre sa poitrine, sur son ventre. Un inceste? «Je ne sais pas, c'est juste suggéré», répond l'auteure. Ne pas en dire davantage. On laisse Kaïko sur son bateau déchiré, avec la dépouille de Jack, un cachalot qui fait des ronds dans l'eau et ses rêves à la mère, starlette délurée qui n'en revient toujours pas d'avoir un fils de 14 ans, plutôt beau garçon en plus. Il faudra encore tourner une centaine de pages pour en savoir davantage. L'écriture est belle, la trame nous pousse vers le lointain.

Sylvie Cohen est une Méditerranéenne. Elle aime le large, les odeurs du sud, ses chaleurs, la langueur des gens. A 5 ans, elle et sa famille sont expulsés d'Egypte après la guerre de Suez. «J'étais enfant mais je me

La mer à voir

SYLVIE COHEN

L'ancienne journaliste publie un roman inspiré de ses longs voyages sur les océans. Histoire d'un enfant seul sur un bateau qui tente de rallier le Japon où vit sa mère

CHRISTIAN LECOMTE
✉ @chrislecdz5

souviens des bombardements», dit-elle. Des scellés sont posés sur la porte de la maison. Les Cohen, famille juive d'Egypte depuis le XVIIe siècle, doivent partir. Son père, avocat, emmène tout le monde à Lausanne où des proches peuvent les accueillir. Un voyage sans retour, avec pour seul papier un laissez-passer.

Sylvie se passionne très jeune pour la photographie. A 18 ans, elle quitte l'école, va vivre en Tunisie pendant un an avec un amoureux féru lui aussi d'images, s'inscrit en sciences politiques à Paris, en sort diplômée. Elle entame une carrière de journaliste, passe par Europe 1, le bureau de la radio romande à Paris, est correspondante de presse à Rome puis au Tessin, dirige la rubrique internationale de la radio romande de 1994 à 1997, est nommée aussi directrice des Affaires extérieures du canton de Genève. Elle a surtout rencontré Marc Decrey, jour-

naliste, réalisateur, fondateur de l'émission *Forum*. Une histoire d'amour et de grand large. Lui, alpiniste chevronné, a aussi déjà beaucoup bourlingué sur les mers. En 2008, Sylvie Cohen prend une retraite anticipée et entame dix-huit ans de voyage sur les eaux du monde avec Marc et Chamade, son bateau. Une vie nomade, celle dont elle rêvait enfant à Alexandrie sur la Méditerranée. Le nord au début, la mer Baltique, l'Islande, le Groenland, le Spitzberg. Puis le Pacifique, la mer de Cortez, les Marquises, Tahiti, Kiribati, le Japon, le Cap Horn. «Il nous fallait aussi donner un sens à tout ça, partager ces traversées avec d'autres», dit-elle. Des greffes montent à bord pour promouvoir le don d'organes.

«Ça a cassé quelque chose»

Chamade devient aussi un projet artistique et de création. Un sculpteur fribourgeois épris d'ours les accompagne en Alaska, un tatoueur aux Marquises, un chanteur d'opéra en Colombie-Britannique, un pêcheur du Léman au Japon, des écrivains et bédéistes aussi. Sylvie et Marc publient des livres de voyage et réalisent des films (Chamade.ch). Le covid marque une rupture. «Ça a cassé quelque chose», reconnaît-elle. Chamade est vendu en 2023 après un dernier périple en Patagonie jusqu'à la Terre de Feu. Ce fut un déchirement pour le couple.

Tous deux vivent dans la vallée de Joux, «notre petit Alaska.» Marc navigue encore avec des amis. Sylvie a écrit *«En mal de mère»*. Elle a eu des nouvelles du Franco-Suisse et de son fils qui ont inspiré son roman. Elle dit ne pas savoir si la réalité a dépassé la fiction, ou vice-versa. Mais la mer est dans tous les cas la même, une immensité, un secret, «où le temps n'existe plus parce qu'il n'y a plus de rivages à atteindre et que le passé est resté à terre.» ■

(VEYRIER, 21 JUIN 2024/REBECCA BOWRING POUR LE TEMPS)

Un jour, une idée

Détente vertigineuse à l'hôtel Mona



ÉMILIE VEILLON

Comparée aux nombreux hôtels Belle Epoque qui se succèdent sur les rives de Montreux, la tour de 16 étages de l'Eurotel, construite dans les années 1960, séduisait une clientèle plutôt axée affaires. Depuis ce printemps, ce quatre-étoiles supérieur rebaptisé Mona a été entièrement repensé en hôtel dit *lifestyle* dans le jargon du secteur. Autrement dit, un lieu qui casse les codes du luxe pour offrir une expérience axée sur le plaisir et la détente. Il incarne désormais l'ambiance de la Dolce Riviera que Christophe Sturny, directeur de Montreux-Vevy Tourisme, et divers acteurs ont insufflée à la ville depuis la pandémie, pour donner envie aux Suisses de redécouvrir cette destination dans un contexte où les voyages étaient limités.

Directeur du lieu depuis treize ans, Stéphane Compagnon a fait appel à l'agence zurichoise Creative Supply pour imaginer le concept du Mona. «J'aime beaucoup les hôtels urbains décomplexés, animés et branchés, comme la chaîne Mama Shelter de Philippe Starck. Nous nous en sommes inspirés pour créer un lieu qui crée de l'émotion pour les touristes, les entreprises mais aussi pour les locaux, tout en rendant hommage à l'esprit villégiature montreuusien», explique-t-il.

Concrètement, le Lounge, la réception et le restaurant Bel Horizon ont été repensés avec du mobilier et de la décoration de style balnéaire rétro. Deux salles de conférences peuvent être aménagées en karaoké. A l'extérieur, le nouveau *sundeck* qui surplombe le lac face à trois pins parasols a fait l'objet d'importants travaux avec l'ins-

tallation d'un jacuzzi, d'une piste de pétanque, de grands canapés, d'un food truck et de toiles d'ombrages. «On se réjouit de voir comment les habitants vont s'approprier cet endroit relié au bar de l'étage inférieur par un nouvel escalier. On prévoit d'y organiser des afterworks et des tournois de pétanque rosé», précise le directeur. Un ponton sur le lac Léman, nommé Mona Marina, a aussi vu le jour. Des cabanes en bois attenantes proposent des glaces ainsi que toute une flotte à la location. Des stand-up paddles aux bateaux à moteur sans permis, en passant par des bateaux ponton, avec skipper, pouvant embarquer jusqu'à 14 personnes pour des baignades et des apéritifs régénérants. ■

Mona, Grand-Rue 81, Montreux. Tél. 021 622 22 22. www.mona-montreux.ch